Jacques Lévesque

Professeur de Science politique à l'Université du Québec à Montréal
Doyen de la Faculté de Science Politique et de Droit, Université du Québec à Montréal

(1973)

Le conflit sino-soviétique

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jacques Lévesque, Le conflit sino-soviétique. Paris: Les Presses universitaires de France, 1973. Collection « Que sais-je ? ». Le point des connaissances actuelles, n° 1529, 128 pp.

M. Jacques Lévesque (1940 -) est professeur de Science politique à l'Université du Québec à Montréal et Doyen de la Faculté de Science Politique et de Droit, Université du Québec à Montréal.

[Autorisation formelle accordée le 10 janvier 2004 de diffuser cette oeuvre]

Courriel : levesque.jacques@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 23 octobre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Introduction

Première partie : [Les origines historiques du conflit sino-soviétique](#)

[Chapitre I.](#) De la Révolution d'Octobre à l'avènement de la République populaire de Chine

- I. [Les premières perceptions soviétiques de la Chine](#)
- II. [La politique du Parti communiste chinois](#) et ses relations avec le Komintern
- III. [L'évolution après l'accession de Mao Tsé-toung à la direction du Parti](#)

[Chapitre II.](#) La grande alliance des années cinquante

[Chapitre III.](#) Les premières divergences et leur développement

Deuxième partie : [Les grandes controverses sino-soviétiques](#)

[Chapitre IV.](#) L'évaluation des rapports de force dans le monde actuel et la stratégie à adopter

- I. [Les thèses soviétiques](#)
- II. [Les thèses chinoises et la critique des thèses soviétiques](#)
- III. [Les réponses et les contre-critiques soviétiques](#)
- IV. [Les caractéristiques des thèses en présence](#)

[Chapitre V.](#) La question de la guerre et de la paix

- I. [Les thèses en présence](#)
- II. [La perception des problèmes militaires](#)

[Chapitre VI.](#) La conception de la société socialiste

I. [La révolution culturelle chinoise et ses divers aspects](#)

- 1. [Le rapprochement entre cadres et masses.](#)
- 2. [L'aspect culturel.](#)
- 3. [L'aspect économique.](#)
- 4. [L'aspect moral.](#)
- 5. [La lutte pour le pouvoir.](#)

II. [Les voies d'avenir de l'U.R.S.S. selon ses dirigeants](#)

Troisième partie : [Les effets du conflit sino-soviétique](#)

[Chapitre VII.](#) Les effets du conflit dans le monde communiste

- I. [L'Europe de l'Est](#)
- II. [Le Nord Viêt-nam, la Corée du Nord et Cuba](#)
- III. [Les Partis communistes en lutte pour le pouvoir](#)

[Chapitre VIII.](#) Les effets du conflit pour le monde occidental

Quatrième partie : [La nature et les interprétations du conflit sino-soviétique](#)

[Chapitre IX.](#) La nature et la spécificité du conflit

[Chapitre X.](#) Les interprétations du conflit et de ses causes

- I. [Les explications chinoise et soviétique](#)
- II. [Les autres explications](#)

[Bibliographie sommaire](#)

Jacques Lévesque (1940 -)

professeur de Science politique à l'Université du Québec à Montréal,
et Doyen de la Faculté de Science Politique et de Droit,
Université du Québec à Montréal.

Le conflit sino-soviétique.

Paris: Les Presses universitaires de France, 1973.

Collection « Que sais-je ? ».

Le point des connaissances actuelles, n° 1529, 128 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

En l'espace de dix années, un nombre assez considérable d'ouvrages ont été consacrés au conflit sino-soviétique. Son importance, tant pour l'U.R.S.S. et la Chine, que pour la théorie sociale qu'est le marxisme, pour le mouvement communiste international, une des forces majeures du XXe siècle, et pour l'avenir du système international, justifiait de nombreuses recherches et publications.

Celle-ci a pour but de tenter une synthèse du conflit sino-soviétique et des problèmes les plus importants qu'il a soulevés directement ou indirectement. L'ouvrage comprend dix chapitres qui se répartissent à l'intérieur de quatre parties qui portent respectivement, sur les origines historiques du conflit, sur les principaux objets et thèses de la confrontation entre l'U.R.S.S. et la Chine, sur ses effets multiples dans le monde et enfin, sur sa nature et les interprétations qui en ont été données. Chacune des quatre parties constitue, d'une certaine façon, un tout. À la rigueur, elles pourraient donc être lues isolément, selon les intérêts spécifiques d'un lecteur qui aurait déjà une connaissance générale du conflit sino-soviétique. Il n'en va pas de même toutefois, pour les chapitres qui ne peuvent être considérés séparément. Dans la deuxième partie qui présente les thèses soviétiques et chinoises sur diverses questions, l'auteur

a voulu les exposer dans la perspective et la logique de chacun des deux protagonistes, en réduisant au minimum ses commentaires personnels. Dans les dernières parties qui ont une dimension qui reste ouverte sur l'avenir, un effort a été fait pour dégager, à travers la présentation et l'analyse, des éléments de réflexion et de recherches à poursuivre.

L'auteur tient à remercier M. Luc Duhamel pour sa collaboration et sa contribution à cet ouvrage. Le chapitre 1er et la seconde moitié du chapitre V sont le fruit de son travail.

Première partie

Les origines historiques du conflit sino-soviétique

[Retour à la table des matières](#)

Première partie :

Les origines historiques du conflit sino-soviétique

Chapitre I

De la révolution d'octobre à l'avènement de la république populaire de Chine

[Retour à la table des matières](#)

Lorsqu'on veut rechercher des antécédents historiques au conflit sino-soviétique, il peut être logique de remonter passablement loin dans le passé, jusqu'aux conflits entre l'Empire tsariste et l'Empire chinois dont l'important héritage se fait sentir dans les actuels litiges territoriaux entre l'U.R.S.S. et la Chine populaire.

Cependant, la dimension de cet ouvrage, la modestie de ses ambitions historiques et la volonté de mettre l'accent sur la signification contemporaine du conflit sino-soviétique, incitent à limiter le recul historique aux origines du Parti communiste chinois qui coïncident, à moins de quatre années près, avec l'apparition de la République des Soviets. Les relations de la Russie soviétique avec la Chine et le Parti communiste chinois, entre 1917 et 1949, ne fournissent pas nécessairement l'explication la plus fondamentale du conflit sino-soviétique tel qu'il s'est manifesté durant la décennie de 1960 à 1970. Toutefois, les difficultés survenues durant cette première époque sont d'une

nature semblable à celles qui surviendront beaucoup plus tard entre l'U.R.S.S. et la Chine et qui se manifestent encore dans les différentes tendances du mouvement communiste international. C'est à ce titre surtout qu'elles méritent d'être soulignées.

La politique étrangère russe, au lendemain de la Révolution de 1917, avait comme premier souci de faire jaillir l'étincelle révolutionnaire à travers le monde. L'État révolutionnaire, en éliminant la structure capitaliste de son économie, ne pouvait selon Lénine, être en contradiction avec les impératifs du mouvement communiste où qu'il soit. Seuls des États bourgeois pouvaient être lésés par l'intérêt national de l'État prolétaire. Ainsi, on retrouve chez Lénine lui-même, cette idée qui fera fortune sous une forme simplifiée durant la période stalinienne et selon laquelle il ne peut y avoir de contradiction profonde entre les intérêts de l'État soviétique et ceux du mouvement révolutionnaire international. Il est vrai que les intérêts de l'État soviétique et du Parti communiste chinois coïncidèrent à plusieurs reprises. Cependant pour que cette idée, qui peut être théoriquement juste, puisse se réaliser, il aurait fallu que les intérêts communs fussent définis concrètement, selon les conjonctures, par toutes les parties intéressées. C'étaient là des conditions fort difficiles à réunir. Le prestige du premier État socialiste, le puissant encouragement qu'il procurait au mouvement communiste, de par sa seule existence, le placèrent à la tête de l'Internationale communiste, dans une position qui lui permit le plus souvent de définir à lui seul les intérêts communs et de faire prévaloir sa définition.

Après l'échec des soulèvements communistes en Hongrie et en Allemagne, en 1919 et au début de 1920, l'essor révolutionnaire dans le monde occidental marquait le pas. Staline avança même que cette pause pouvait s'étendre sur une période de trente ans. Il apparaissait donc préférable et dans l'intérêt des forces révolutionnaires de miser davantage, dans l'immédiat, sur le renforcement de la conquête essentielle du mouvement ouvrier international, soit la République soviétique. La révolution en Occident fut remise à plus tard. Elle devait d'abord se frayer un long détour à travers l'Asie. Il fallait enlever à l'impérialisme ses zones de réserve en libérant les pays agraires qui lui étaient asservis. L'état rudimentaire de l'économie et le nombre infime d'ouvriers qui s'y trouvaient, commandaient aux forces progressistes de s'allier avec quiconque était lésé par le colonialisme et en premier lieu la bourgeoisie nationaliste. Lénine avait prévu que, dans de telles circonstances, la bourgeoisie assumait, dans un premier temps, un rôle révolutionnaire. Ces thèses ne devaient cependant pas bouleverser les conceptions classiques. La société précapitaliste était divisée par la lutte des classes et ne pouvait en aucun cas être considérée dans son ensemble comme une société prolétaire.

La révolution mondiale tardant à venir, c'était l'industrialisation qui devait sauver la Russie. L'industrialisation gagna rapidement la Russie asiatique. La

Sibérie abondait en ressources naturelles, en matières premières nécessaires à l'industrie lourde. Pour des raisons de sécurité, on ne s'arrêta pas à l'extraction des produits minéraux. On implanta des usines de montage de toutes sortes et des sidérurgies dans cette région qui, loin de l'Europe occidentale, à l'abri des premières puissances du monde, devait être hors de portée d'attaques éclairées et même de succès initiaux de l'adversaire. Le fait que l'avance allemande en Russie, en 1941 et 1942 jusqu'à Stalingrad, n'ait pas entraîné l'effondrement de l'économie soviétique, a pu montrer la justesse de cette politique. L'importance de l'Asie pour l'économie soviétique exigeait une attention toute spéciale aux frontières soviétiques et un dispositif de sécurité qui pût mettre en échec tout adversaire.

I. - Les premières perceptions soviétiques de la Chine

[Retour à la table des matières](#)

Au lendemain de la Révolution d'Octobre, le Japon se tenait aux portes de la Russie. La Chine était morcelée et exploitée par les puissances impérialistes. Les Soviétiques, tout en admettant la suzeraineté chinoise sur la Mongolie, invoquèrent l'impotence de la Chine et les visées japonaises sur cette région pour tenter d'en faire une zone d'influence russe. La Mandchourie qui comptait un nombre important de Russes blancs, protégés par les autorités locales, inquiétait aussi le gouvernement soviétique.

La Chine, déjà partiellement sous le joug du Japon, se sentait avec la Russie, menacée par l'expansionnisme japonais. Elle apparaissait un des rares pays asiatiques qui pouvait, de par sa population et son territoire, être en mesure, à longue échéance, de résister à l'impérialisme japonais. L'exploitation impérialiste y était tellement flagrante et aiguë que Moscou avait la certitude que des explosions révolutionnaires y étaient imminentes.

Pour la République soviétique la Chine, en menant une lutte contre l'impérialisme, devait s'engager sur la voie du progrès conduisant au socialisme. Les seigneurs de la guerre, dont le pouvoir reposait sur la division de la Chine, étaient les premiers agents de l'impérialisme. L'occupation étrangère, les traités inégaux du XIXe siècle et la xénophobie traditionnelle des Chinois mettaient au premier plan, comme levier fondamental de lutte, dans une

première phase, le sentiment national. La bourgeoisie et la paysannerie, à des degrés divers selon les situations, jouaient un rôle progressiste. Le *Kuomintang*, parti nationaliste de Sun Yat Sen, au début des années 20, représentait aux yeux de Moscou le mouvement le plus apte à mener à terme les tâches de libération nationale,

Conformément aux conseils de l'Internationale communiste (Komintern) le Parti communiste chinois, fondé en 1921, travaillait sous l'hégémonie de la bourgeoisie, c'est-à-dire du *Kuomintang*, à l'unification politique du pays. En retour de son adhésion, le Parti s'était vu confier la responsabilité d'organiser la base ouvrière et paysanne. Le Komintern soulignait que la bourgeoisie, mieux organisée et davantage consciente, devait être préférée à une paysannerie traditionnelle et individualiste. Cette dernière ne devait cependant pas être négligée, car, en servant de force d'appoint au *Kuomintang*, elle pouvait donner plus de vigueur à la lutte de libération nationale. Ce diagnostic fut plus tard renforcé en raison de la position prévalente de l'aile droite dans le Parti bolchevik de 1925 à 1928. Selon Boukharine, principal porte-parole de cette tendance, les paysans devaient, au terme d'une lutte lente et sinueuse, être le tremplin du Parti vers la révolution.

Si les directives du Komintern au Parti communiste chinois parlaient d'« activités coordonnées », en fait, une assez large autonomie fut laissée aux envoyés de Moscou qui, dans des cas concrets, allèrent jusqu'à encourager une politique de fusion avec le *Kuomintang*.

II - La politique du Parti communiste chinois et ses relations avec le Komintern

[Retour à la table des matières](#)

La politique du Parti communiste chinois consistait aux premières années de la collaboration avec le *Kuomintang*, c'est-à-dire à partir de 1921, à s'occuper, en gardant sa propre organisation, de l'agitation et de la propagande dans les masses. Le but de cette action était d'abord de gagner les classes ouvrière et paysanne aux objectifs de la révolution démocratique du *Kuomintang*. En 1925-1926, l'alliance avec ce dernier se révélait à tel point rentable que le Parti, fort de l'appui du Komintern, croyait que se lier davantage au *Kuomintang*, en ne faisant qu'un avec lui, constituait le meilleur moyen de continuer sa progression. Lutter pour le *Kuomintang* c'était protéger

l'U.R.S.S. et contribuer à sa puissance grandissante. En retour, cette dernière, exerçant plus d'influence sur Tchang Kaï-chek, devait consolider la position des communistes dans l'alliance. C'était l'application de la théorie stalinienne qui voulait que le rayonnement de l'U.R.S.S., en créant les meilleures conditions révolutionnaires dans le monde, soit l'allié le plus sûr de chaque Parti communiste.

Le Komintern, durant les années 1926-1927, croyait que l'essor extraordinaire du Parti communiste et l'assistance matérielle de l'U.R.S.S., liaient les mains de Tchang Kaï-chek. On pensait qu'en rompant l'alliance, celui-ci affaiblirait trop son mouvement, les communistes y ayant acquis une place très importante. On pensait en outre, que devant des adversaires ravitaillés par les puissances impérialistes, il hésiterait à se mettre à dos la Russie, son seul pourvoyeur d'armes. La violente répression des communistes à Shanghai, au printemps 1927, donna tort aux prévisions de Moscou et entraîna une révision de sa position. À la suite de ces événements le Parti communiste chinois tenta de faire alliance avec l'aile gauche du Kuomintang. Il suivait ainsi les consignes de Staline qui affirmait qu'une partie de la bourgeoisie, notamment, l'aile gauche du Kuomintang demeurait progressiste. Cependant, la gauche du Kuomintang devait finalement se rallier à Tchang Kaï-chek.

En 1928, après de tels déboires, la direction du Parti fut blâmée et tenue responsable de la politique du Komintern. Une nouvelle équipe dirigeante s'imposa. Elle entendait, tenant compte des erreurs du passé, mener une lutte de front à la fois contre la bourgeoisie intérieure et l'impérialisme. Cette nouvelle stratégie avait, sous les ordres des envoyés spéciaux de Staline, tenté de faire ses preuves par une insurrection à Canton en décembre 1927. Staline qui voulait réparer ses erreurs du passé et redorer son blason à l'intérieur même du Parti bolchevik où il avait été fortement critiqué par Trotsky, avait besoin d'une action d'éclat, de prestige. La Commune de Canton s'était pourtant soldée par un échec et une terrible répression.

Sous l'influence de Staline, le Komintern s'engagea dans une nouvelle politique, gauchiste cette fois. Après s'être débarrassé des trotskystes, Staline adopta leurs thèses contre ses alliés d'hier, de l'aile droite. L'effondrement du capitalisme paraissant de nouveau proche, le temps n'était plus aux accommodements avec les sociaux-démocrates ou les nationalistes bourgeois, mais à une lutte vigoureuse et intransigeante contre eux. Il ne fallait donc pas compter sur le paysan qui, loin d'être à l'avant-garde du progrès, était désormais considéré comme son allié incertain et passif dont il fallait se méfier. Cette thèse n'était pas seulement dirigée contre Boukharine, à l'heure où la Russie subissait la collectivisation agraire forcée. Elle était jugée valable pour tout Parti communiste.

Après l'expérience de Canton, le Parti communiste chinois chercha à se tailler une base plus large à la campagne, sans diminuer, pour autant, son action dans les centres urbains. De plus en plus, deux fractions, deux tendances se développèrent parallèlement dans le Parti, isolées davantage l'une de l'autre : un mouvement à la campagne, l'autre à la ville. Les deux fractions, pour autant qu'elles ne portaient pas préjudice à la politique étrangère soviétique, recevaient un appui mitigé de Staline. Ce dernier évaluait, selon deux critères, l'activité du Parti communiste : son efficacité, ses résultats, mais aussi sa conformité avec l'orthodoxie; c'est-à-dire l'hégémonie de la classe ouvrière et les villes comme théâtres décisifs d'opération. Les deux tendances, pour ces raisons, furent à la fois encouragées et critiquées. D'abord la lutte du Parti dans les campagnes qui contrastait avec les avatars en milieu urbain, fut saluée par le Komintern. Sous la direction de Mao Tsé-toung, les communistes, dans les campagnes, se relevaient des échecs subis à Shanghai et Canton et, résistant aux coups répétés assénés par le Kuomintang, implantèrent une base révolutionnaire aux limites du Hunan et du Kiangsi. Staline, en 1929, jugeant que la bourgeoisie s'était tournée massivement du côté de la réaction, recommanda au Parti de se rapprocher de la paysannerie. Le handicap majeur du Parti, la cause principale de ses échecs passés, étaient attribués à une insuffisante préparation de ses membres à l'insurrection armée. En 1929, il incombait au Parti, après avoir inculqué des rudiments militaires aux ouvriers, à l'occasion des insurrections de Shanghai et Canton, d'étendre cette forme de politisation aux paysans. Staline n'hésita pas à presser le Parti communiste de former une armée révolutionnaire recrutée parmi les paysans. Cependant, l'action de Mao Tsé-toung, axée exclusivement sur la campagne, isolée de la direction urbaine, s'éloignait trop du modèle léniniste. Au Parti communiste chinois qui se disait de ligne prolétarienne, le Komintern répondait que cette prétention ne pouvait être fondée que si le Parti tirait sa force majeure des rangs de la classe ouvrière. Mao et ses lieutenants furent accusés de pêcher par excès de confiance envers les paysans. En juin 1929, le Komintern reprocha à Mao sa trop grande indulgence envers la paysannerie aisée.

L'aile urbaine du Parti, qui constituait sa direction officielle et qui agissait conformément à l'exemple soviétique d'appui principal sur la classe ouvrière, essuyait cependant échecs sur échecs. Elle tenta, selon les conseils du Komintern, de s'emparer de Changsha et Hankéou durant l'été et l'automne 1930. Ce fut la dernière tentative du Komintern pour essayer de rétablir l'autorité et l'hégémonie du prolétariat des grandes villes sur l'aile paysanne du parti. Li Li-san, comme ses prédécesseurs, fut condamné pour « aventurisme de gauche » et « putschisme ». La direction du Parti avait cru qu'une armée formée de paysans pouvait, en portant l'assaut contre les villes, compter sur le soulèvement ouvrier et ainsi prendre facilement les centres névralgiques du pays. C'était la stratégie du Komintern au cours de sa phase gauchiste en Chine, et c'était la raison pour laquelle la formation d'armées paysannes avait été encouragée. Dès 1931, l'envahissement progressif de la Chine par le

Japon, ajouta aux difficultés que rencontrait le Parti dans les villes, en devant combattre de front deux ennemis supérieurs en nombre et en armements. Le pouvoir étant plus fort et mieux organisé dans les villes, le Parti recula, s'enfonça loin à l'intérieur des terres là où la vie rudimentaire servait ses intérêts, là où le terrain, propice à la politisation, au mouvement, et à la flexibilité, pouvait permettre d'avoir raison d'un adversaire mieux armé. Sa force se concentra inévitablement à la campagne. De 1929 à 1932, il y avait séparation de plus en plus prononcée entre le pouvoir formel, le Comité central de Shanghai, et le pouvoir réel à la campagne. Cette séparation prit finalement fin quand Chou En-laï et les autres dirigeants vinrent rejoindre la masse du Parti dans le Kiangsi. Moscou, qui avait essayé en vain de contrecarrer cette évolution, l'accepta, par la force des choses. Le Komintern fut mis, plus d'une fois, devant des faits accomplis. Après la rupture de l'entente avec le Kuomintang, le Parti communiste, réduit à la clandestinité, éprouvait de toute façon des difficultés pour communiquer avec Moscou. Le Komintern, ainsi que l'atteste l'annonce de la mort de Mao en mars 1930, était plutôt mal informé des événements en Chine. L'intérêt de Staline pour l'Europe au début des années 30, le refoulement du Parti dans les profondeurs rurales de la Chine, l'isolaient des contacts extérieurs.

III - L'évolution après l'accession de Mao Tsé-toung à la direction du Parti

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'est qu'au début de la Longue Marche, en janvier 1935, que Mao Tsé-toung accéda formellement et définitivement à la direction du Parti communiste chinois. Son arrivée coïncida avec l'ère de Dimitrov qui s'ouvrait au Komintern. Les principes d'action préconisés étaient ceux d'une alliance hétérogène qui devait barrer la route à la montée du fascisme, l'entente avec toute force antifasciste et la réconciliation avec le nationalisme. Cette politique servait Mao Tsé-toung. Ses thèses sur la paysannerie, taxées hier de « koulakophilie », passèrent à la mode du jour. Le Parti, à qui on avait reproché d'être enraciné dans les campagnes et absent des villes, fut considéré comme irréprochable dans la mesure où il déployait toutes ses énergies à lutter contre le Japon. La politique de Dimitrov, rejetant la rigueur idéologique de la période précédente, ouvrait la voie à une marge d'autonomie et d'initiative considérables destinée à pourvoir des alliés aux communistes, jusque dans les

forces les plus traditionnelles, pour la lutte contre l'Allemagne et le Japon. En d'autres termes, chaque parti communiste, pour protéger l'U.R.S.S., renonçait provisoirement à la révolution. Mao, appliquant les nouvelles directives du Komintern qui lui permettaient d'adopter une stratégie nationaliste, fit entériner par le mouvement communiste international un parti puisant sa force et son organisation dans la paysannerie. L'attention de l'U.R.S.S. se tourna en Europe, vers l'Allemagne plus particulièrement. Plus facilement, Mao put agir comme il l'entendait, au moins à l'intérieur de son parti, surtout après 1935, alors que Braun, dernier délégué du Komintern, retourna en U.R.S.S.

Cette dernière ne se désintéressa jamais complètement de l'Asie. Les empiétements continus du Japon en Chine, la menace qu'il faisait planer à la frontière soviétique, son rapprochement avec l'Allemagne, ramenèrent la nécessité d'une politique d'union entre le Parti communiste chinois et le Kuomintang au milieu des années 30. Ce n'est qu'en décembre 1936 que les communistes réussirent à obtenir un accord de coopération avec Tchang Kaï-chek qui s'y était longtemps refusé malgré la pression de l'opinion publique, laquelle souhaitait l'unité des forces nationales pour la lutte contre le Japon. Le refus de Tchang et la volonté de coopération des communistes avaient contribué à renforcer leur crédit auprès de différentes couches de la population, comme défenseurs des véritables intérêts nationaux de la Chine. Les communistes ayant tiré la leçon de leurs déboires de 1927 avec le Kuomintang, le nouvel accord de coopération se fit de direction à direction, sans intégration des forces. Les communistes conservèrent leur armée, comme entité distincte.

Le nouvel accord de coopération entre le Parti communiste chinois et le Kuomintang améliora, comme il se doit, les relations entre l'U.R.S.S. et le gouvernement de Tchang Kaï-chek. Cependant, l'attitude soviétique à l'égard de ce dernier demeura ambivalente. Ainsi, alors qu'elle accordait de l'aide matérielle au gouvernement chinois, l'U.R.S.S. renforçait sa présence en Mongolie qu'elle avait pourtant reconnue auparavant comme devant appartenir à la Chine. Elle chercha à étendre son influence au Sinkiang, parallèlement aux mouvements autonomistes qui s'y développèrent. Ainsi, Staline, loin d'être l'allié ou le soutien ferme de Tchang, s'efforçait de protéger l'intérêt soviétique en Asie, tantôt en se servant du Kuomintang, tantôt en luttant contre lui.

Durant la seconde guerre mondiale, avec la dissolution du Komintern et la concentration de l'Union soviétique sur son effort de guerre, l'autonomie politique et idéologique du Parti communiste chinois s'accrut considérablement. Les thèses de Mao Tsé-toung furent adoptées comme fondements de l'idéologie officielle du Parti lors de son VIIe Congrès, en 1945.

Par l'accord de Yalta, l'U.R.S.S. se fit céder par les Alliés Dairen, Port-Arthur et le chemin de fer de la Mandchourie.

C'était le prix de son entrée en guerre contre le Japon. Fort épuisée par la guerre, elle ne croyait ni possible, ni souhaitable, la révolution socialiste en Chine. Préoccupée surtout par l'expansion du camp socialiste en Europe et craignant un affrontement avec les États-Unis, elle ne se sentait pas prête à la soutenir. Elle se borna à laisser comme seule aide au Parti communiste un important matériel de guerre qu'elle avait enlevé aux Japonais en Mandchourie et conseilla à Mao de s'entendre, encore une fois, avec le Kuomintang, pour former avec lui un gouvernement de coalition.

La mauvaise volonté de Tchang Kaï-chek aidant, ce conseil ne fut pas suivi. La guerre civile reprit et en moins de trois ans, à la surprise de Staline qui reconnut en privé son erreur d'appréciation ¹, elle porta le Parti communiste au pouvoir.

¹ V. Dedijer, *Tito parle*, Paris, Éditions Gallimard, p. 334.

Première partie :
Les origines historiques du conflit sino-soviétique

Chapitre II

La grande alliance des années cinquante

[Retour à la table des matières](#)

Lorsqu'à la fin de 1949, la Chine vint élargir les rangs du camp socialiste né de la seconde guerre mondiale, celui-ci venait de connaître des moments très difficiles, susceptibles de marquer les relations qui allaient s'établir entre l'Union soviétique et la nouvelle République populaire de Chine.

Entre 1945 et 1947, les Partis communistes des pays de l'Europe de l'Est qui avaient été libérés de l'occupation allemande par l'U.R.S.S. pratiquaient, conformément aux directives soviétiques, des politiques de socialisation très modérées et très prudentes, au sein des gouvernements de coalition dont ils étaient devenue rapidement la force dominante, tantôt grâce surtout à la présence militaire soviétique, tantôt grâce à des élections. Les nationalisations se limitaient d'abord à la grande industrie et les réformes agraires se faisaient sur la base de la petite propriété. Les programmes des Partis communistes étaient présentés comme des programmes de reconstruction nationale pouvant faire l'unité la plus large de la population. Certes, les réformes accomplies

étaient considérées par les dirigeants communistes de ces pays, comme ouvrant la voie à l'édification du socialisme, mais c'était là une étape qu'ils n'envisageaient pas devoir aborder avant plusieurs années. D'où le nom de « démocraties populaires » qui fut donné aux régimes de ces pays et qui visait alors à décrire une réalité se situant entre le capitalisme et le socialisme.

Cette politique était favorisée par l'Union soviétique pour plusieurs raisons. Moscou considérait que plusieurs des Partis communistes de l'Europe de l'Est, qui étaient très faibles avant la seconde guerre mondiale, n'avaient pas les racines et la force suffisantes pour conduire un passage radical et immédiat au socialisme dans des conditions qui apparaissaient peu mûres. Ces Partis devaient donc chercher à étendre leur base populaire, par la propagande, l'action politique et le recrutement, en conformité avec les situations particulières qui prévalaient dans leurs pays. Ceci supposait une importante marge d'initiative de leur part, que Moscou consentait. De plus, par cette politique, Staline entendait ne pas provoquer de réactions trop vives de la part de ses anciens alliés américains et britanniques, pour lesquels le passage au socialisme en Europe de l'Est n'était pas prévu, et qui ne tardèrent d'ailleurs pas à s'y opposer ².

La diversité qui résulta de cette politique et le profond engagement des Partis communistes dans les réalités intérieures de leurs pays, allaient rapidement poser des problèmes à l'Union soviétique qui y vit bientôt le développement de forces centrifuges nuisibles à ce qu'elle considérait comme les intérêts communs qui devaient exister entre elle et les démocraties populaires. Ceci se manifesta notamment par la décision annoncée par les gouvernements de Pologne et de Tchécoslovaquie d'accepter le Plan Marshall, sans consultations préalables avec l'U.R.S.S. (décision qui fut ensuite annulée) et par diverses initiatives yougoslaves. A l'heure où la guerre froide s'amorçait, Staline sentait pressante la nécessité d'une forte unité (qui allait bientôt devenir uniformité) entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires. La fondation du Kominform en septembre 1947 qui sonna l'heure d'une sérieuse reprise en main par Moscou, répondait à cet objectif. Des mots d'ordre d'intensification de la lutte des classes, de radicalisation de la politique intérieure et extérieure et d'unité sans faille autour de l'Union soviétique furent donnée aux Partis communistes des démocraties populaires.

Les communistes yougoslaves qui avaient pris le pouvoir, avant tout par leurs propres moyens, qui étaient plus sûrs d'eux-mêmes et de leur force, qui prétendaient être déjà engagés dans la construction du socialisme en appliquant le modèle soviétique, et qui avaient reproché à leurs homologues des démocraties populaires leur timidité, ne pouvaient que se réjouir de cette

² Voir notamment pour cette période : Zbigniew K. Brzezinski, *The Soviet Bloc*, Cambridge, Harvard University Press, 1967, pp. 3 à 41.

nouvelle politique. Cependant, ils auraient dû savoir, connaissant sans aucun doute les méthodes bureaucratiques de Staline, que le resserrement de l'unité autour de l'Union soviétique signifiait non seulement l'acceptation de sa politique, mais aussi un contrôle organique par celle-ci. Ce sont principalement les tentatives soviétiques d'établir des contacts, des actions et des contrôles directs par-dessous les dirigeants, sur les appareils du Parti, de l'armée et de la police yougoslaves, qui nourrirent les tensions et le conflit qui conduisit à l'expulsion de la Yougoslavie du Kominform en juin 1948.

Le conflit avec la Yougoslavie eut pour effet de persuader Staline que les forces centrifuges étaient encore plus développées qu'il ne le croyait en Europe de l'Est. Le contrôle qui fut imposé aux démocraties populaires fut d'autant plus fort. Elles furent pressées d'appliquer le plus rapidement possible le modèle soviétique ; ce qui voulait dire entre autres choses, la socialisation complète des moyens de production, avec la priorité accordée à l'industrie lourde dans le développement économique et l'introduction de la collectivisation de l'agriculture, indépendamment de leurs particularités et des tensions que ces politiques pouvaient provoquer. On commença bientôt à organiser un peu partout en Europe de l'Est des procès contre des communistes accusés de « déviation nationaliste », de « titisme » ou simplement soupçonnés de pouvoir éventuellement s'opposer à l'autorité soviétique dont le renforcement par tous les moyens était jugé vital pour la survie du système qu'on considérait de plus en plus menacé de l'extérieur.

C'est dans ce contexte difficile que Mao Tsé-toung se présenta à Moscou en décembre 1949, pour y apporter l'adhésion de la Chine au camp socialiste. Staline savait fort bien que, plus encore que les communistes yougoslaves, ceux de la Chine avaient la force et les moyens de s'opposer à l'autorité soviétique. Il est permis de croire, que tout en se réjouissant de l'élargissement du camp socialiste, il entretenait une certaine méfiance à l'endroit de Mao Tsé-toung et des dirigeants chinois qui avaient ou dans le passé, interpréter à leur façon les directives et les conseils soviétiques. Il ne répéta cependant pas l'erreur qu'il avait commise avec les Yougoslaves en cherchant à établir des contrôles sur l'appareil politique chinois. Il se contenta de la reconnaissance par la Chine du rôle dirigeant de l'U.R.S.S. dans le camp socialiste et de sa discipline à l'égard des impératifs qu'il définissait pour la politique extérieure du camp.

Mao Tsé-toung et les dirigeants chinois étaient d'ailleurs prêts à s'y soumettre. Dans la foulée et l'enthousiasme de leur victoire, ils étaient portés à minimiser les difficultés passées de leur Parti avec l'Union soviétique, pour voir surtout ce qui fondait leur solidarité avec celle-ci. Ils avaient une grande admiration, non seulement pour l'U.R.S.S., mais pour Staline lui-même, qu'ils considéraient comme le compagnon de Lénine, le constructeur du premier

État socialiste, le vainqueur de la seconde guerre mondiale et l'artisan de l'extension du socialisme hors des limites d'un seul pays.

Sans vouloir copier servilement l'expérience soviétique, c'est avec un zèle tout particulier que les dirigeants chinois mirent la Chine « à l'école de l'Union soviétique ». L'étude de la langue russe fut bientôt encouragée dans toute la Chine. On traduisit de nombreux ouvrages soviétiques en chinois. On encouragea l'adoption de techniques et de méthodes soviétiques dans une foule de domaines.

Entre-temps, les négociations qui furent conduites par Mao Tsé-toung à Moscou, à la fin de 1949 et au début de 1950, donnèrent des résultats favorables à la Chine, mais, sans aucun doute, dans une mesure inférieure à ce que ses dirigeants pouvaient escompter. Port-Arthur fut rendu à la Chine, mais la fixation d'un nouveau statut pour Dairen fut remise à plus tard. Si Moscou reconnut la souveraineté chinoise sur le Sinkiang, aucun ajustement territorial ne fut prévu et le statut de la Mongolie extérieure, comme entité entièrement séparée de la Chine demeura inchangé. On ne sait d'ailleurs pas si Mao Tsé-toung a vraiment soulevé ces délicats problèmes. Sur le plan économique, à côté d'une assistance technique, des crédits relativement modestes, par rapport aux besoins de la Chine, lui furent consentis. Les accords économiques prévoyaient aussi la création en Chine de quelques entreprises « mixtes » ou conjointes, dont les bénéfices devaient être répartis entre la Chine et l'Union soviétique. Plus tard, les dirigeants chinois se plaindront aux successeurs de Staline de cette formule qu'ils déclareront désavantageuse pour eux; ce qui entraînera rapidement le transfert à la Chine de tous les droits sur ces entreprises. Dans l'immédiat, cependant, ils paraissaient disposés à absorber plusieurs frustrations au nom des intérêts supérieurs de leurs relations avec l'U.R.S.S.

Si, par rapport au contrôle étroit auquel étaient soumis les autres pays socialistes, la Chine bénéficiait d'une situation privilégiée dans la pratique de ses relations avec l'U.R.S.S., il en allait autrement sur le plan de la théorie. Dans la hiérarchie soviétique des Pays socialistes, la Chine ne se situait pas parmi les premiers. Elle était présentée comme un pays qui n'était que dans la phase préliminaire à la construction du socialisme. Il est vrai que ce n'est qu'en 1952, date du premier Plan quinquennal, que fut complétée la nationalisation des grandes industries et que commença la collectivisation de l'agriculture.

Bien que considérée comme n'occupant pas les premiers rangs dans l'édification du socialisme, la Chine accepta cependant de s'y mettre pour ce qui est de l'effort de guerre fourni par les pays socialistes en Corée. Cette guerre qui débuta moins d'un an après l'avènement de la République populaire de Chine, permit rapidement à l'U.R.S.S. d'éprouver sa solidarité, sa discipline

et sa combativité. Alors qu'elle n'avait pas fini de se relever de sa guerre civile, la Chine consentit de très lourds sacrifices dans ce combat qui, au départ, n'était pas le sien. Il faut dire cependant qu'il lui permit de faire sentir tant à l'Occident qu'à l'U.R.S.S., son poids et son importance pour le camp socialiste.

La mort de Staline en mars 1953 modifia de façon peu perceptible immédiatement, mais néanmoins importante, la nature des liens entre l'Union soviétique et la Chine.

Par le fait même de la mort de Staline, Mao Tsé-toung devenait le plus grand praticien et théoricien vivant du marxisme-léninisme, le leader révolutionnaire le plus prestigieux et le plus expérimenté. Les successeurs de Staline le savaient fort bien, et encore mal assurée, ils sentirent la nécessité de cultiver son appui et sa confiance en améliorant leurs relations avec la Chine.

Deux semaines seulement après la mort de Staline, un important accord économique soviéto-chinois fut finalisé. Il prévoyait une aide soviétique qui devait s'étaler sur six ans et permettre à la Chine de construire 141 grandes entreprises ou complexes industriels. L'ampleur de ces projets « devait amener la production de la Chine populaire, à la fin de 1959, au niveau atteint par l'Union soviétique en 1932 »³. Cet accord économique fut encore amélioré, un peu plus tard, en octobre 1954, lors de la visite que firent Khrouchtchev, Boulganine et Mikoyan en Chine. De nouveaux crédits furent consentis et 15 autres projets industriels s'ajoutèrent à ceux qui étaient déjà prévus.

Les successeurs de Staline commencèrent donc à traiter la Chine en véritable alliée. Ils entreprirent de consulter les dirigeants chinois sur diverses questions de plus en plus nombreuses. Mao Tsé-toung, qui était toujours disposé à reconnaître le rôle dirigeant de l'U.R.S.S. dans le camp socialiste, n'en demandait cependant pas moins. On put le constater en 1956, lorsque, au cours de la déstalinisation, il fit grief à Staline de son « chauvinisme » et de la façon dont il avait traité les partis frères.

S'il est difficile d'affirmer que les relations sino-soviétiques étaient mauvaises durant les dernières années de la vie de Staline, on peut dire, en tout cas, qu'elles fonctionnèrent sur une base beaucoup plus saine en 1954-1955. En regardant les choses en rétrospective, il y a tout lieu de penser que ces années furent les meilleures dans les rapports entre les deux pays.

De concert avec la politique soviétique, la Chine entreprit d'affirmer davantage sa personnalité propre dans les affaires politiques internationales. Alors qu'elle avait prétendu, malgré une certaine froideur de la part de Staline,

³ Rapporté par François FEJTO, *Chine-U.R.S.S.*, Paris, Pion, 1964, tome 1, p. 89.

qu'elle avait expérimenté et mis au point des méthodes révolutionnaires particulièrement valables pour les pays sous-développés; elle le réaffirma, avec cette fois, plus de bénévolence de la part des dirigeants soviétiques. Elle eut l'occasion de faire valoir sa prédilection pour le Tiers Monde lors de la Conférence des Pays afro-asiatiques qui se réunit à Bandoung en 1955. Chou En-laï y joua un rôle de tout premier plan, et la place de la Chine, de même que son potentiel d'influence dans le monde, apparurent sous un jour nouveau.

Les dirigeants soviétiques voyaient probablement avec des sentiments mitigés se développer la politique de la Chine, même si celle-ci se situait assez bien dans le cadre général de leur propre politique. Sur les questions où ils souhaitaient une action uniforme, la Chine n'hésitait cependant pas à faire preuve de discipline, malgré les réserves qu'elle pouvait avoir. Khrouchtchev put le constater lorsqu'il mit en œuvre sa politique, à laquelle il attachait une très grande importance, pour tenter de ramener la Yougoslavie au sein du camp socialiste. On eut beaucoup plus tard que les dirigeants chinois avaient fait part à Khrouchtchev de leurs doutes quant au succès de cette opération, en lui précisant dans une lettre que « les dirigeants yougoslaves étaient déjà allés bien loin dans leurs rapports avec l'impérialisme »⁴. Malgré cela, ils endossèrent officiellement la politique soviétique et firent ce qu'on attendait d'eux, en normalisant et en améliorant leurs relations avec la Yougoslavie.

Le rapprochement soviéto-yougoslave par la caution qu'il se trouva à donner aux expériences yougoslaves, devait bientôt avoir des effets perturbateurs sur la vie interne des autres démocraties populaires et sur leurs relations avec l'Union soviétique. La crise que connut le camp socialiste en 1956 et qui allait compliquer les relations sino-soviétiques fut, dans une certaine mesure, le fruit de cette politique.

⁴ Voir Fejto, op. cit., p. 103.

Première partie :
Les origines historiques du conflit sino-soviétique

Chapitre III

Les premières divergences et leur développement

[Retour à la table des matières](#)

Les dirigeants chinois ont affirmé à plusieurs reprises que le conflit sino-soviétique prend ses origines au XXe Congrès du P.C.U.S. de 1956, plus spécifiquement, avec le début d'un développement systématique par Khrouchtchev de trois politiques touchant selon eux l'orientation du mouvement communiste international, à savoir : la coexistence pacifique, la possibilité du passage pacifique du capitalisme au socialisme et la répudiation de Staline.

Bien que les deux premiers points soient devenus effectivement, par la suite, des objets majeurs du conflit sino-soviétique, les textes officiels chinois de 1956 ont manifesté des inquiétudes, d'ailleurs très nuancées, surtout sur le dernier.

En termes voilés les Chinois reprochaient à Krouchtchev d'avoir fait une analyse non marxiste, donc incorrecte et surtout dangereuse, du problème stalinien. En n'attribuant à Staline que des méfaits, et des plus graves, ne risquait-on pas de jeter le discrédit sur la dictature du prolétariat dont il avait été la figure de proue, exaltée par tous les communistes pendant près de trente ans ? Tout en maintenant d'abord que Staline avait eu, en dépit d'erreurs graves, un rôle globalement positif, ils développèrent ensuite une explication des erreurs de Staline fondée sur les thèses de Mao Tsé-toung concernant les contradictions en régime socialiste⁵. Les inquiétudes des dirigeants chinois sur les conséquences politiques de la déstalinisation à la Khrouchtchev, s'avérèrent bientôt fondées. L'étude des prémisses des crises de l'automne 1956 en Pologne et en Hongrie montre bien que la déstalinisation a entraîné dans ces pays, dont les conditions socio-économiques étaient particulièrement pénibles, un grand désarroi idéologique qui a contribué à une issue fatale en Hongrie. La réalisation de leurs craintes, et en quelque sorte de leur prédiction, ne pouvait qu'encourager les dirigeants chinois à se manifester davantage comme gardiens d'une ligne politique correcte pour le camp socialiste. Dans l'immédiat, ils réitérèrent avec plus de fermeté leur position sur la question de Staline.

Il semble paradoxal de constater que tout en manifestant des réserves sur la façon dont avait été faite la déstalinisation, les Chinois la prirent très au sérieux et en tirèrent d'importantes leçons pour la conduite de leurs affaires. En fait, l'assouplissement de la politique intérieure, consécutif à la déstalinisation, a été beaucoup moins superficiel en Chine qu'en U.R.S.S.

Dès l'été 1956 était apparu le thème des « Cent Fleurs », préconisant de plus libres discussions et critiques pour éviter que le marxisme ne soit en Chine une fleur cultivée en vase clos, qui demeurerait fragile. Lors du Vile Congrès du Parti communiste chinois de septembre 1956, on insista sur la nécessité de lutter contre « les trois fléaux » qu'étaient « le bureaucratisme, le subjectivisme et le sectarisme ». Cette volonté de démocratisation dépassait les frontières de la Chine et s'étendait au camp socialiste et aux relations entre ses membres. C'est ainsi que les dirigeants chinois appuyèrent à l'automne 1956 les efforts de leurs homologues polonais pour résoudre la crise que traversait la Pologne, avec l'adoption d'une voie particulière et plus souple vers le socialisme, à l'intérieur du maintien de la dictature du prolétariat par le Parti communiste. Ils se firent les promoteurs d'un assouplissement des liens entre l'Union soviétique et les autres pays socialistes, dont ils avaient, eux-mêmes, beaucoup à gagner. En cherchant à freiner l'ingérence de l'U.R.S.S. dans les affaires des autres États socialistes, et en favorisant la diversité des

⁵ Dès 1956, les thèses de Mao sur « la juste solution des contradictions au sein du peuple » étaient en gestation. (Voir *L'expérience historique de la dictature du prolétariat*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1956.) La recherche d'une approche analytique au problème stalinien paraît avoir été en grande partie à l'origine de ces thèses de Mao.

expériences socialistes, laissées au meilleur jugement de chaque Parti communiste, les dirigeants chinois s'attirèrent la sympathie non seulement des réformateurs de Pologne, mais aussi des staliniens intransigeants d'Albanie, auxquels Khrouchtchev avait cherché à imposer, au nom de la déstalinisation et du rapprochement soviéto-yougoslave, la réhabilitation de communistes albanais condamnés comme pro-yougoslaves.

Bien que cela ne fût pas évident pour tous, le démocratisme et la souplesse des dirigeants chinois à cette époque étaient circonscrits dans un cadre relativement précis. Les réserves d'ordre théorique concernant la déstalinisation avaient un sens politique concret. La démocratisation dans un pays socialiste ou dans ses relations avec l'U.R.S.S. n'avait de sens et n'était valable que si elle contribuait à renforcer et à assainir la dictature du prolétariat et l'unité du camp socialiste. Ceci fut clairement illustré par la politique chinoise lors des événements de Hongrie. Dans un premier temps, en octobre 1956, Pékin soutint le gouvernement d'Imre Nagy tout en donnant des conseils de modération à l'Union soviétique. Cependant, après que le gouvernement hongrois eut décidé de rétablir la libre concurrence entre les partis politiques et de retirer la Hongrie du Pacte de Varsovie au début de novembre, la Chine cessa brusquement de le soutenir et appuya l'intervention militaire soviétique ⁶.

Les événements de Hongrie secouèrent considérablement le monde communiste. Ils provoquèrent un durcissement de la politique soviétique, une remontée du stalinisme dans plusieurs pays d'Europe de l'Est. Pourtant, la politique de la Chine parut demeurer sereine, nuancée et à peu près inchangée. Tout en réitérant leur défense de l'héritage positif global de Staline, les dirigeants chinois continuèrent, à la fin de 1956, d'insister sur la nécessité de corriger ses erreurs (et implicitement celles de ses successeurs) causées par le « chauvinisme » dans les relations avec les partis et les pays frères. Dans le but de renforcer l'unité du camp socialiste et de montrer que « l'unité dans la diversité était possible », le Premier Ministre Chou En-lai entreprit en janvier 1957 un voyage en Hongrie et en Pologne. Dans ces deux pays où l'Union soviétique était considérablement discréditée il se présenta en conciliateur ouvert et accommodant, faisant ainsi de la Chine un nouveau pivot de l'unité du camp socialiste. L'U.R.S.S. dont ce rôle avait été jusque-là l'apanage exclusif, ne pouvait en être que troublée et agacée, même si la conciliation de Chou En-lai paraissait se faire aussi à son profit.

Sur le plan intérieur, Mao Tsé-toung relança à fond la campagne des « Cent Fleurs », lorsqu'il prononça en février 1957 son célèbre discours *Sur la juste solution des contradictions au sein du peuple*. Dans son discours, Mao se

⁶ Sur l'attitude de la Chine lors des événements de Pologne et de Hongrie, voir pour plus de détails: Jacques Lévesque, *Le conflit sino-soviétique et l'Europe de l'Est*, Les Presses de l'Université de Montréal, 1970, pp. 39 à 54.

référa aux événements de Hongrie en expliquant que des contradictions s'étaient développées entre les dirigeants et la population de ce pays. Comme le Parti communiste hongrois n'avait pas su résoudre correctement ces contradictions « non antagonistes » (par la critique, la discussion et l'autocritique), leur accumulation avait conduit aux explosions de l'automne 1956, caractérisées par le fait que des éléments contre-révolutionnaires avaient eu l'opportunité de transformer ces contradictions en contradictions « antagonistes ». Mao Tsé-toung se faisait fort d'éviter qu'une situation semblable puisse se développer en Chine. Il invita dans son discours les cadres du Parti et de L'État à se soumettre à la critique des masses. Il encouragea tous les secteurs de la population à faire connaître leurs doléances et leurs critiques pour que le régime en bénéficie et que son unité avec les masses en sorte renforcée⁷. Il escomptait que les critiques qui s'exprimeraient s'inscriraient, pour la plupart, dans le sens d'un perfectionnement du régime.

La campagne dite aussi de « rectification » dura tout le printemps 1957. Ce furent surtout les intellectuels qui se prévalurent de l'invitation à la discussion. Très bientôt, leurs critiques débordèrent largement le cadre et le sens escomptés par Mao Tsé-toung. On réclama la liberté de presse complète. On dénia au Parti le droit de contrôle et de regard dans les affaires académiques et scientifiques. Même l'alliance avec l'Union soviétique et le droit du Parti à gouverner la Chine furent mis en cause. Le mouvement de critique des intellectuels prit une telle ampleur que ceux qui voulaient défendre le rôle dirigeant du Parti avaient parfois peine à se faire entendre. Dès le mois de juin, les dirigeants chinois décidèrent de mettre brutalement fin à l'expérience. Ils procédèrent même à des arrestations et à des condamnations.

Les résultats de la campagne des « Cent Fleurs » traumatisèrent profondément Mao Tsé-toung et les dirigeants chinois. Tant que le révisionnisme s'était manifesté seulement en Europe de l'Est, ils l'avaient pris avec calme et sérénité. Après en avoir vécu l'expérience dans leur propre pays, ils en firent cette fois une véritable obsession qui allait faire long feu. Ils déclenchèrent en Chine une vaste campagne de « contre-rectification ». Un déluge d'articles dénonçant le révisionnisme ou le « droitisme » et leurs dangers parut dans la presse chinoise durant la seconde moitié de 1957. Il fut proclamé que le révisionnisme constituait le principal danger dans le mouvement communiste international dans son entier. Bientôt, l'interprétation des causes des événements de Hongrie changea considérablement dans les écrits chinois. Il ne fut plus question des erreurs des anciens dirigeants hongrois, mais de l'influence pernicieuse du révisionnisme et plus particulièrement du révisionnisme yougoslave.

⁷ La version définitive du discours de Mao, telle que publiée en juin 1957, a été modifiée par rapport au discours tel que prononcé. L'échec de l'expérience des « Cent Fleurs » avait amené Mao à donner à son discours et à son appel à la discussion un sens plus restrictif.

Ce fut surtout l'analyse des causes du révisionnisme et des moyens de le contrer que Mao Tsé-toung et les dirigeants chinois devaient développer et proposer ensuite au mouvement communiste international, qui allait peser très lourd sur l'avenir des relations entre la Chine et l'U.R.S.S.

En penseur marxiste, Mao Tsé-toung constata que la superstructure idéologique de la Chine retardait beaucoup plus qu'il ne le croyait sur la base socialiste du régime. Il développa alors la thèse (que l'on retrouvera plus tard au centre de la révolution culturelle), selon laquelle « la prise du pouvoir n'est que le début et non le couronnement de la révolution ». Quelques mois plus tard, il fit inscrire dans le texte de la déclaration des Partis communistes de novembre 1957 : « L'influence bourgeoise constitue la cause intérieure du révisionnisme, et la capitulation extérieure devant la pression de l'impérialisme en est la cause extérieure. »

Deux causes du révisionnisme étaient ainsi distinguées. Il s'agissait, à l'intérieur, de l'influence bourgeoise persistante que les Chinois combattront par l'intensification de la ferveur révolutionnaire, non seulement sur le plan idéologique mais aussi, bientôt, par une transformation plus audacieuse et plus révolutionnaire de l'infrastructure économique et sociale de la Chine. Concrètement, ce sera l'adoption de la politique « du grand bond en avant » et des communes populaires qui amènera une spécificité beaucoup plus grande et conflictuelle de la voie chinoise vers le socialisme.

Il y a aussi une « cause extérieure » du révisionnisme, qui est « la capitulation devant l'impérialisme ». On voit ainsi comment les Chinois relient la radicalisation de la politique extérieure à celle de la politique intérieure. L'analyse chinoise signifie que la persistance d'idées bourgeoises en Chine est soutenue par l'existence et la pression du monde capitaliste. Toute attitude de compromission ou de faiblesse à l'égard du monde capitaliste ne peut donc que renforcer les tendances révisionnistes. En conséquence, les vestiges dangereux d'une superstructure bourgeoise doivent être combattus, d'une part par l'accélération de la transformation de l'infrastructure économique et sociale et d'autre part, par l'intensification de la lutte contre le monde capitaliste.

C'est à partir de là que se fonde véritablement (c'est-à-dire sur une base autre que les doutes ou les réserves) l'opposition de la Chine à la politique soviétique de coexistence pacifique. Cette opposition ne conduira cependant pas à un affrontement immédiat. Mao Tsé-toung croyait pouvoir influencer les dirigeants soviétiques par la discussion et c'est avec beaucoup d'optimisme qu'il se présenta à Moscou, pour la Conférence des Partis communistes et ouvriers de novembre 1957. L'U.R.S.S. venait de signer un accord de coopération nucléaire avec la Chine. Les savants soviétiques venaient d'expérimenter le premier missile intercontinental et de placer un second

« spoutnik » en orbite autour de la Terre. L'U.R.S.S. disposait ainsi d'une avance sur les États-Unis, dans le domaine de la balistique. Dans le fameux discours qu'il prononça à l'Université de Moscou, Mao Tsé-toung interpréta cette avance comme une supériorité générale de l'Union soviétique et du camp socialiste et déclara que désormais « c'est le vent de l'Est qui prévaut sur le vent de l'Ouest ». Dans son esprit, la conjoncture était donc parfaitement favorable pour donner une aide maximale au mouvement révolutionnaire dans le monde et imposer un recul à l'impérialisme. Pour ce faire, il convenait donc de resserrer les rangs autour de l'Union soviétique. Mao poussa les dirigeants polonais récalcitrants (qui jusque-là avaient compté sur son appui), à reconnaître le rôle dirigeant de l'U.R.S.S.

Dans l'immédiat, l'unité du camp socialiste paraissait donc plus forte que jamais. Après les événements dramatiques de l'automne 1956, cette unité avait de quoi impressionner le monde extérieur et c'est ce que Mao souhaitait. Cependant, les mêmes faits qui fondaient l'optimisme révolutionnaire de Mao Tsé-toung étaient interprétés dans leur signification de façon fort différente par Khrouchtchev.

Celui-ci, toujours obsédé par le danger de la guerre mondiale, considérait que la mise au point des missiles soviétiques intercontinentaux réalisait un équilibre relatif de la terreur entre son pays et les États-Unis, et que le moment était venu de trouver un *modus vivendi* entre les deux puissances. Dans la pensée de Khrouchtchev, la nouvelle force de l'U.R.S.S. et la relation d'égal à égal avec les États-Unis, qui commençait à en résulter créaient une situation où il serait désormais possible de faire des gains par la négociation. L'équilibre, suivi d'un *modus vivendi* avec les États-Unis, devait permettre au camp socialiste de faire des gains dans le Tiers Monde, par le jeu politique et diplomatique, la « compétition économique », et ainsi d'éviter la catastrophe de la guerre nucléaire. C'est pourquoi Khrouchtchev tenait absolument à faire inscrire dans le document-programme de la Conférence des Partis communistes et ouvriers de novembre 1957, les thèses du XXe Congrès du P.C.U.S. de l'année précédente sur la coexistence pacifique. Il y réussit, mais Mao Tsé-toung réussit, lui aussi, à en faire altérer le sens et la portée en faisant inscrire dans le document de militants appels à la lutte révolutionnaire, à l'internationalisme prolétarien et de violentes dénonciations de l'impérialisme américain et du révisionnisme. Les deux hommes d'État communistes parurent satisfaits du compromis, chacun sous-estimant sans doute l'irréductibilité des positions de l'autre, qui allait bientôt s'affirmer de part et d'autre.

Les Chinois allaient montrer la fermeté de leurs positions lors du nouveau conflit qui surgit au printemps 1958 entre la Yougoslavie et l'Union soviétique. Ce conflit eut pour origine le programme qui fut présenté au Congrès de la Ligue des communistes yougoslaves en avril 1958. Ce programme parlait d'une *évolution* presque naturelle du monde vers le socialisme et reconnaissait

un caractère socialiste à des expériences social-démocrates, réduisant ainsi implicitement l'intensité de la lutte à mener pour le socialisme. Il déniait au parti soviétique ou à tout autre parti ou groupe de partis, quelque rôle dirigeant que ce fût, dans le mouvement révolutionnaire international. Les Soviétiques dénoncèrent le programme yougoslave comme révisionniste, tout en souhaitant que les dirigeants yougoslaves s'amendent. Pour les Chinois, ce n'était pas suffisant. Ils voulaient une condamnation et des sanctions exemplaires, et la presse chinoise abonda dans ce sens durant toute l'année 1958. La Yougoslavie était, pour eux, l'agent corrupteur par lequel le révisionnisme risquait de pénétrer dans le camp socialiste. Quelques années plus tard, les Chinois déclareront que le développement historique avait montré que, dans le rapprochement soviéto-yougoslave, c'était l'Union soviétique qui s'était rapprochée politiquement et idéologiquement de la Yougoslavie, et non pas l'inverse. Dans l'immédiat, cependant, Khrouchtchev se laissa entraîner au retrait de l'aide économique soviétique à la Yougoslavie, affectant ainsi, contrairement à ce qu'il avait souhaité au départ, les relations entre les deux États.

Khrouchtchev n'entendait toutefois pas laisser toutes les initiatives politiques et idéologiques à la Chine dont l'influence devenait de plus en plus importante dans la politique du camp socialiste. C'est par le nouveau départ qu'il voulait donner à l'expansion politique du camp socialiste, bloquée par la guerre froide, qu'il entendait innover et faire la preuve du dynamisme de l'Union soviétique. Dans une première étape, le plan de Khrouchtchev consistait à faire reconnaître comme définitives les conquêtes du camp socialiste, particulièrement en Europe de l'Est et à faire renoncer les Occidentaux à la politique du « refoulement ». Le chemin de la détente, puis des conquêtes par le dynamisme politique et économique de l'U.R.S.S., passait donc d'abord par le *statu quo* sur le plan militaire.

Or, ce *statu quo* n'était pas favorable à la Chine. C'est sans doute pour le rappeler à Khrouchtchev, qu'immédiatement après la visite qu'il fit à Pékin en août 1958, les Chinois bombardèrent Quemoy, dans l'archipel Formosan. C'est pour ne pas bouleverser le *statu quo* militaire et éviter que les États-Unis fournissent des armes nucléaires à l'Allemagne de l'Ouest, que Khrouchtchev remit en cause les accords de coopération nucléaire qui avaient été conclus avec la Chine. Ceci survint très peu de temps avant la fameuse visite de Khrouchtchev aux États-Unis de septembre 1959, qui marqua un des sommets de la détente Est-Ouest. Pour les dirigeants chinois, il était d'ores et déjà établi que cette détente et les théories auxquelles elle donnait lieu ne pouvaient s'opérer qu'au détriment des intérêts de la Chine et du mouvement révolutionnaire. Ils en firent sûrement part, et sans doute pas pour la première fois, au dirigeant soviétique lors du voyage qu'il effectua à Pékin immédiatement après son retour des États-Unis et qui donna lieu à sa dernière rencontre personnelle avec Mao Tsé-toung.

Au cours de cette rencontre, Mao et les dirigeants chinois acquirent la conviction définitive qu'ils ne pourraient plus modifier la politique soviétique par des conversations privées. Ils décidèrent bientôt de faire appel ouvertement à l'opinion communiste internationale, en lançant, en avril 1960, à l'occasion du quatre-vingt-dixième anniversaire de la naissance de Lénine, la polémique idéologique par un très long article intitulé Vive le léninisme. Les Soviétiques durent se justifier ensuite de la même façon. Pendant plus d'un an les deux parties évitèrent de se nommer explicitement et directement.

L'expression ouverte de certaines divergences en développa d'autres et, ainsi, on s'achemina progressivement vers une traduction et une articulation idéologiques globales et presque complètes des points en litige.

Deuxième partie

Les grandes controverses sino-soviétiques

[Retour à la table des matières](#)

Deuxième partie :

Les grandes controverses sino-soviétiques

Chapitre IV

L'évaluation des rapports de force dans le monde actuel et la stratégie à adopter

I. - Les thèses soviétiques

[Retour à la table des matières](#)

Pour l'Union soviétique, la contradiction fondamentale et déterminante de l'époque actuelle est la contradiction entre le camp socialiste et le camp impérialiste. Dans le cadre de cette contradiction, la caractéristique qui donne son sens ultime à l'époque, c'est la modification croissante des rapports de force (entendus dans un sens très large et non seulement militaire) en faveur du camp socialiste. L'affermissement de ses positions dans l'arène internationale est à l'origine des victoires du mouvement de libération nationale et du mouvement ouvrier dans le monde.

Si la guerre mondiale peut être évitée, la victoire du camp socialiste à long terme est assurée. En conséquence, et dans l'intérêt suprême de tous les peuples, la tâche primordiale de l'heure pour l'Union soviétique, le camp socialiste, les Partis communistes et les forces progressistes du monde est de lutter pour la paix. Or, plus que jamais, la coexistence pacifique est devenue une

possibilité, en raison même de la force accrue du camp socialiste. Selon Moscou, la nature de l'impérialisme n'a pas intrinsèquement changé. C'est-à-dire qu'il peut être porté à recourir à la guerre pour résoudre ses contradictions. Cependant le camp socialiste a maintenant des moyens politiques et militaires suffisamment nombreux et forts pour dissuader l'impérialisme de recourir à la guerre. C'est pourquoi les dirigeants des pays impérialistes, les États-Unis en tête, en sont devenus conscients de la nécessité de sauvegarder la paix. En conséquence, il faut négocier avec eux pour établir des bases d'une paix durable.

On voit donc que pour l'U.R.S.S. il y a une relation dialectique entre la force du camp socialiste et la coexistence pacifique. Si la force du camp socialiste rend possible la coexistence pacifique, celle-ci favorise en retour le dynamisme et la force du camp socialiste. Ainsi, la lutte pour le désarmement et sa réalisation, même partielle, favorise avant tout le camp socialiste. Alors que la production d'armements et la militarisation de l'économie servent de palliatifs aux difficultés économiques du capitalisme moderne, cette même production d'armements grève considérablement les économies du camp socialiste, qui pourraient très facilement, à cause même de la nature de l'économie socialiste planifiée, réallouer à d'autres secteurs de l'économie les ressources et les énergies consacrées à l'armement. La supériorité économique du système socialiste n'en serait ainsi que plus évidente, et sa compétitivité encore accrue.

Selon Moscou, la coexistence pacifique et le dynamisme économique du camp socialiste servent non seulement les intérêts des pays socialistes, mais aussi ceux des Partis communistes en lutte pour le pouvoir ainsi que ceux des forces progressistes du monde, et ceci de plusieurs façons. C'est d'ailleurs dans ce sens que la contradiction entre le camp socialiste et le camp impérialiste peut être la plus déterminante pour l'avenir du monde.

Tout d'abord, la supériorité économique du système socialiste et les succès encore plus grands qu'il remportera accroîtront sa force d'attraction dans les pays non socialistes et permettront aux Partis communistes de mobiliser de plus en plus de gens dans leur lutte pour le triomphe du socialisme.

De plus, avec la réalisation de la détente internationale, les gouvernements, particulièrement en Europe de l'Ouest, perdraient définitivement les faux prétextes qu'ils utilisaient pour tâcher de faire une unité artificielle de leur nation et d'isoler les Partis communistes en les présentant comme des « cinquièmes colonnes » occupées à préparer « l'invasion russe ». Ainsi, avec la détente accomplie, les mythes de la guerre froide ne pourraient plus masquer un bon nombre de contradictions que les Partis communistes pourraient mieux faire ressortir pour étendre leur lutte. Avec, en plus, la possibilité reconnue du passage pacifique du capitalisme au socialisme, des Partis

communistes pourraient sortir de leur « ghetto » et faire de larges alliances avec d'autres forces de gauche, sur les programmes communs, et affaiblir d'autant plus le capitalisme.

Enfin bien qu'elle ne le dise pas toujours très explicitement, probablement pour des raisons tactiques, l'Union soviétique considère que la détente internationale va donner un nouveau départ aux contradictions interimpérialistes et émousser l'unité sans précédent et contre nature (selon Lénine) qui s'était fait jour entre les puissances impérialistes, avec la guerre froide. Ainsi, par exemple, la politique du général de Gaulle au début des années 60, qui se fondait sur l'atténuation de la tension militaire en Europe pour retirer la France de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, est perçue comme allant dans le sens de cet objectif et comme très progressiste. En effet, l'affaiblissement de l'hégémonie politique et militaire des États-Unis est considéré comme créant, en France et dans le monde, des conditions objectives favorables au socialisme. Dans cet esprit, des mots d'ordre de lutte pour la souveraineté nationale sont proposés aux Partis communistes des pays capitalistes et considérés comme particulièrement importants à l'étape actuelle de la lutte de l'ensemble des forces progressistes.

Mais le fait que la sortie de la France de l'hégémonie militaire américaine se soit accompagnée d'un développement par celle-ci de l'arme nucléaire a quelque peu tempéré la satisfaction de l'Union soviétique. La dissémination de l'arme nucléaire obsède les dirigeants soviétiques par les dangers de guerre plus grands qu'elle fait courir. Dans un premier temps, l'U.R.S.S. aurait préféré s'entendre avec les États-Unis pour que chacun use de son influence respective pour faire accepter la non-dissémination de l'arme nucléaire, par tout le monde, avant que l'influence américaine ne s'érode. Cet objectif est maintenant dépassé, parce que non réalisable, au moins globalement.

Pour l'Union soviétique, il n'y a pas seulement les Partis communistes des pays capitalistes avancés qui peuvent tirer profit de sa politique de coexistence pacifique et de compétition économique dans leur lutte, mais aussi les forces progressistes du Tiers Monde.

Aux heures les plus tendues de la guerre froide, avant la mort de Staline, les régimes neutralistes du Tiers Monde, comme celui de Nehru en Inde, par exemple, étaient considérés comme réactionnaires et dignes de peu d'intérêt pour l'Union Soviétique. Dès le début de la période de gestation de la politique de coexistence pacifique, vers 1954, cette attitude fut révisée. Dans la mesure où les régimes des anciennes colonies manifestaient des tendances anti-impérialistes - et le neutralisme pouvait en être un indice -, ces régimes méritaient d'être soutenus et encouragés dans un sens qui renforcerait ces tendances. Il fallait jouer sur les contradictions entre ces pays, les anciens

maîtres coloniaux et l'impérialisme, de façon à isoler de plus en plus ce dernier et arriver ainsi à le vaincre par des moyens pacifiques.

Pour renforcer la volonté d'indépendance des régimes nationalistes du Tiers Monde, l'Union soviétique commença à accorder une aide économique à ceux qu'elle jugeait les plus progressistes. Cette aide économique était sélective, en ce sens qu'elle visait à favoriser les réformes agraires, à développer et étendre le secteur d'État dans l'économie de ces pays, à développer l'infrastructure économique et l'industrie lourde afin d'accentuer leur caractère progressiste et de leur donner la base économique nécessaire au maintien de leur indépendance, perçue comme ne pouvant que jouer contre l'impérialisme. Cette forme d'aide se manifesta par exemple par la construction du complexe sidérurgique de Bhilai en Inde et du barrage d'Assouan en Égypte. L'Union soviétique se fit forte de comparer les investissements des pays capitalistes qui avaient pour effet d'orienter l'économie des pays sous-développés vers les besoins des pays capitalistes en question, à son aide qui visait à favoriser un développement intégré et l'indépendance économique. Aux pays sous-développés progressistes, mais trop petits pour aspirer à un développement intégré sur la base de l'industrie lourde, l'U.R.S.S. offrait une participation à la division internationale socialiste du travail des pays du camp socialiste et des relations économiques planifiées et stables. Ceci devait avoir pour effet de rétrécir le marché mondial et la zone d'exploitation de l'impérialisme et de développer ainsi ses contradictions.

Plusieurs régimes du Tiers Monde comme l'Algérie, la République arabe unie par exemple, se déclarent socialistes. L'Union soviétique ne les reconnaît pas explicitement comme socialistes, arguant que la classe ouvrière n'y exerce pas le rôle dirigeant par les Partis communistes. Cependant elle considère que plusieurs de ces pays sont engagés sur une voie originale, non capitaliste, de développement qui les approche du socialisme. Plusieurs auteurs soviétiques ont fait des recherches très poussées sur les classes et les forces sociales à l'œuvre dans ces pays, pour caractériser la nature de ces régimes et de la voie qu'ils poursuivent. Leurs conclusions là-dessus, de même que les thèses officielles sont fluctuantes, et elles ont été parfois assez près de les qualifier de socialistes ⁸.

Ce type de régime, et la voie non capitaliste de développement dans le Tiers Monde, méritent d'être encouragés et aidés par le camp socialiste, de même que les autres régimes anti-impérialistes et neutralistes où la tâche des Partis communistes est d'élargir le front progressiste et anti-impérialiste. Ceux-ci forment, avec le camp socialiste et les masses populaires des pays

⁸ Voir H. CARRÈRE D'ENCAUSSE et S. R. SCHRAM, *L'U.R.S.S. et la Chine devant les révolutions dans les sociétés préindustrielles*, Paris, Armand Colin, 1970, Travaux de recherche de science politique.

capitalistes, le camp des forces de la paix et contribuent à rendre effective la coexistence pacifique. Si le camp socialiste est assez fort militairement, le camp de la paix est assez fort politiquement dans le monde pour empêcher l'impérialisme de recourir à la guerre.

Ainsi, dialectiquement, la coexistence pacifique et la compétition économique renforcent la montée du socialisme et des forces progressistes dans le Tiers Monde et affaiblissent l'impérialisme, ce qui en retour favorise la montée du socialisme. Il faut cependant signaler que ces dernières années, à la suite de plusieurs déboires dans ces pays, l'optimisme soviétique quant à l'évolution du Tiers Monde, s'est passablement refroidi.

II - Les thèses chinoises et la critique des thèses soviétiques

[Retour à la table des matières](#)

Pour les Chinois, la contradiction la plus fondamentale et la plus déterminante de l'époque actuelle (au moins jusqu'en 1970) n'est pas la contradiction entre le camp socialiste et le camp impérialiste, bien que celle-ci soit importante, mais la contradiction entre le mouvement de libération nationale et l'impérialisme.

Pour eux, « c'est dans les vastes régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine que convergent les différentes contradictions du monde contemporain, que la *domination impérialiste est la plus faible*, et elles constituent aujourd'hui la *principale zone des tempêtes* de la révolution mondiale qui assène des *coups directs* à l'impérialisme ». C'est pourquoi disent-ils, « l'ensemble de la cause révolutionnaire du prolétariat international dépend en définitive de l'issue de la lutte révolutionnaire menée par les peuples de ces régions, qui constituent l'écrasante majorité de la population mondiale ».

La situation révolutionnaire n'est pas mûre dans les pays capitalistes avancés. Cependant disent les Chinois, « le point de la lutte mondiale n'est pas fixe mais se déplace ». Un jour viendra où le point de convergence se situera dans les pays capitalistes avancés.

Ces thèses ont été systématisées de la façon la plus poussée, dans le discours prononcé par Lin Piao en septembre 1965 à l'occasion du vingtième anniversaire de la victoire contre le Japon et intitulé *Vive la victorieuse guerre du peuple*. Dans ce discours, Lin Piao transpose à l'échelle mondiale l'expérience, la stratégie et les formes de lutte du Parti communiste chinois dans sa conquête du pouvoir, comme étant les plus pertinentes pour l'époque actuelle. Rappelant l'encerclement des villes par les campagnes par l'Armée Rouge en Chine, il compare les pays sous-développés aux villes du monde. La révolution doit d'abord vaincre dans les campagnes, par la lutte armée. Une fois les villes encerclées et privées de leurs sources d'exploitation, la lutte révolutionnaire y prendra un nouvel essor et elles tomberont comme des fruits mûrs. En attendant, les Partis communistes des pays capitalistes avancés doivent chercher à former de vastes fronts unis de forces anti-impérialistes, qui soutiennent les luttes de libération nationale, et doivent garder à l'esprit l'échéance de la prise du pouvoir par les armes.

Le mot d'ordre des Chinois est donc à la lutte armée, à la guerre de libération nationale du genre de celle du Viêt-nam, dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Tout en appliquant ces mots d'ordre, les Chinois soutiennent et encouragent des régimes nationalistes du Tiers Monde et leur accordent même, dans certains cas, une aide économique. Ils se gardent toutefois de développer de nouvelles théories sur la nature de ces régimes, qu'ils considèrent toujours comme foncièrement différents de ceux des pays socialistes. De cette façon, ils laissent intacte la théorie, et ils se lient moins profondément à ces régimes qui pourraient bien être transitoires et de courte durée, comme leur théorie générale le laisse implicitement supposer. Ainsi leur politique quotidienne peut demeurer souple et conjoncturelle.

Selon Pékin, la politique de coexistence pacifique telle qu'entendue et conduite par les dirigeants soviétiques, va à l'encontre des tendances et des nécessités de la révolution mondiale.

La Chine se déclare favorable à la coexistence pacifique, qui a pour but de normaliser les relations entre États, à systèmes sociaux différents et à éviter, autant que possible, la guerre entre États. Elle reproche à l'Union soviétique d'avoir fait de la coexistence pacifique à partir de 1956, la ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes et qui plus est, la ligne générale des Partis communistes du monde. Selon eux la ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes doit être avant *tout* l'internationalisme prolétarien, c'est-à-dire le soutien résolu à la lutte des Partis communistes et des mouvements révolutionnaires, qui eux, doivent compter d'abord sur leurs propres forces. En mettant l'accent sur un pacifisme outrancier plutôt que sur la lutte, l'Union soviétique démobilise les forces révolutionnaires et les démoralise par sa volonté de faire des compromis et de « s'entendre » avec les États-Unis. Dans le même sens, lorsque l'Union soviétique promet son soutien

par la compétition économique, elle favorise l'attentisme et la passivité des Partis communistes.

L'internationalisme prolétarien ne signifie pas seulement, pour les Chinois, le soutien ferme et résolu aux mouvements révolutionnaires en lutte pour le pouvoir, mais aussi le même soutien, sous des formes multiples, aux intérêts et aux besoins des autres pays socialistes, comme la Chine, qui ne sauraient être sacrifiés aux nécessités de la coexistence pacifique telle que conçue à Moscou.

Alors que les Soviétiques considèrent que, de la consolidation de ce qui est maintenant acquis pour le camp socialiste, la victoire découlera par le jeu des déterminismes, les Chinois, qui font cependant preuve d'un très grand optimisme révolutionnaire à long terme, considèrent que tout ralentissement de la lutte peut être fatal. Ainsi, selon eux, la détente internationale et la coopération vont permettre à l'impérialisme de faire pénétrer son idéologie et son influence dans le camp socialiste et le ruiner de l'intérieur. À l'heure où il est au seuil de la faillite, l'impérialisme américain est plus agressif que jamais, et c'est se faire illusion sur sa nature que de croire qu'on peut trouver avec lui des arrangements qui l'empêchent de recourir à la guerre. En fait, l'impérialisme américain entend profiter de la politique de coexistence pacifique pour lier les mains à l'Union soviétique et aux pays socialistes pour les empêcher de soutenir la lutte révolutionnaire dans les autres pays, pendant qu'eux ne se privent pas de les réprimer par tous les moyens. La politique de Khrouchtchev cherchant à éviter autant que possible même les guerres locales, de peur qu'elles ne dégénèrent en conflit mondial, condamnerait, si elle était réalisable, les forces révolutionnaires les plus vives de l'heure à périr, au profit de l'impérialisme. Aussi est-il erroné de vouloir étendre la coexistence pacifique aux rapports entre nations opprimées et nations oppresseuses et de « subordonner la lutte révolutionnaire des peuples et des nations opprimées à la politique de coexistence pacifique des pays socialistes ». Mais en fait, pour les Chinois, cette politique n'est pas réalisable. Ils ironisent même en affirmant que ce n'est pas par un accord entre « les grands hommes » pour préserver la paix qu'on peut mettre fin aux contradictions les plus fondamentales qui ont cours dans le monde.

Donc, tant que l'U.R.S.S. préconise l'établissement de la coexistence pacifique et de ses normes comme préalables à la victoire de la lutte révolutionnaire des peuples, elle repousse en fait les échéances de la révolution mondiale et tend à geler la situation des forces révolutionnaires dans le monde. Puisque l'Union soviétique persiste dans cette politique, c'est qu'elle trahit la révolution mondiale et finalement le marxisme-léninisme.

Elle poursuit une politique de grande puissance et cherche de plus en plus consciemment à se partager le monde en « sphères d'influence » avec les

États-Unis. En souhaitant se réserver avec ceux-ci le monopole de l'arme nucléaire, elle vise à régler avec eux le sort du monde, sur le dos des peuples et, ce faisant, elle n'hésite pas à recourir à des politiques finalement contre-révolutionnaires. C'est la conclusion à laquelle les dirigeants chinois en sont arrivés dès 1963.

III - Les réponses et les contre-critiques soviétiques

[Retour à la table des matières](#)

Selon les Soviétiques leur conflit avec les Chinois ne se situe pas, contrairement aux affirmations de ceux-ci, autour du dilemme « faire ou ne pas faire la révolution », mais autour du problème : « par quels moyens faut-il faire la révolution ? ». Les Chinois transposent leur propre expérience révolutionnaire à l'échelle mondiale de façon mécanique et artificielle, sans analyser sérieusement les particularités propres à chaque pays et à chaque situation. Ainsi, lancer indistinctement le mot d'ordre de la lutte armée sans savoir si les masses populaires sont prêtes à soutenir cette lutte et sans tenir compte des autres conditions objectives peut avoir des conséquences désastreuses pour les forces révolutionnaires. Dans beaucoup de pays du Tiers Monde, notamment les plus progressistes, le déclenchement de la lutte armée pourrait avoir pour effet de briser l'unité des forces progressistes qui résistent à la pénétration impérialiste, et de créer une situation favorisant l'intervention politique ou même militaire de l'impérialisme. Le résultat en serait donc de faire régresser les pays en question dans la voie qui peut mener au socialisme.

Les Soviétiques affirment qu'ils n'ont jamais rejeté la lutte armée comme forme de lutte, pas plus que toute autre forme et que le choix à faire varie selon les situations et les circonstances. Par exemple, il existe en effet, disent-ils, des pays où le pouvoir est à ce point dictatorial et répressif, que, même dans une première étape, il ne laisse aux progressistes et révolutionnaires d'autres moyens d'organisation et de lutte pour grossir leurs rangs et se développer, que la lutte armée. Ainsi peuvent-ils citer, à l'appui de leurs dires, le soutien politique et matériel qu'ils donnent à la lutte armée au Viêt-nam, qui leur sert aussi comme exemple de réponse aux violations américaines des principes de la coexistence pacifique.

Il faut cependant souligner que, pour les Soviétiques, les pays où la lutte armée est recommandable sont fort peu nombreux et qu'ils ne la recommandent pas spontanément.

Selon Moscou, l'accent mis par la Chine sur le mouvement de libération dans le Tiers Monde comme force la plus déterminante de l'époque constitue une négation de la mission historique de la classe ouvrière et une sous-estimation du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes, c'est-à-dire, une révision du marxisme. D'après les thèses chinoises, le mouvement ouvrier ne pourrait servir que de force d'appoint au mouvement de libération nationale. Il serait ainsi réduit à l'attentisme et à un rôle secondaire.

Répondant aux accusations analogues de la Chine, les Soviétiques défendent leur politique de *coexistence* pacifique en affirmant que l'activité et le dynamisme déterminants du camp socialiste, dont la classe ouvrière des pays capitalistes et le *mouvement de libération nationale* constituent les franges, n'impliquent pas leur passivité, mais au contraire nécessitent leur pleine activité concertée dans le processus qui mène à la révolution mondiale. Les mots d'ordre de la *coexistence* pacifique étendus aux Partis communistes qui ne sont pas au pouvoir ne sont pas démobilisateurs, au contraire. La paix est une des aspirations les plus profondes des peuples, et des mots d'ordre tel « un monde sans *guerre* » sont, pour les Partis communistes, « de puissants moyens d'unir et de mobiliser les masses populaires dans une lutte active contre les milieux militaristes impérialistes ».

Enfin, soutiennent les Soviétiques, la politique chinoise est une politique nationaliste qui vise à établir l'hégémonie de la Chine dans le Tiers Monde, et à y pousser le nationalisme à un point qui le fait dévier vers un racisme opposant les peuples de couleur aux peuples blancs.

IV - Les caractéristiques des thèses en présence

[Retour à la table des matières](#)

Bien que les Soviétiques et les Chinois se réclament de Marx et de Lénine, il convient de noter comme une caractéristique qui ne relève certainement pas du hasard que les Chinois se réfèrent beaucoup plus souvent à Lénine à l'appui de leurs thèses, et les Soviétiques plus souvent à Marx et Engels.

On sait que le marxisme-léninisme repose sur une relation dialectique fondamentale entre le déterminisme socio-économique et l'action consciente de la classe ouvrière et des masses populaires.

Dans la dernière partie de sa vie, plus particulièrement avec la rédaction du *Capital*, Marx s'est livré à une analyse scientifique très poussée du capitalisme et des lois inhérentes à son fonctionnement. Il a voulu montrer comment le développement des forces productives donnait lieu à un ensemble de contradictions qui condamnaient le capitalisme à disparaître. Bien que Marx n'ait jamais minimisé l'importance de la lutte consciente des masses, le *Capital* a donné lieu au développement, dans le marxisme, d'une tendance à privilégier la confiance dans le déterminisme socio-économique sur l'organisation de la lutte. Lénine s'est élevé contre *cette tendance* en insistant sur la nécessité d'une lutte ardue et sans relâche et sur l'importance de la prise de conscience de cette nécessité et de son organisation. Là encore, bien que Lénine n'ait pas négligé l'analyse des conditions objectives et de leurs lois (il a, au contraire, apporté là-dessus des analyses nouvelles), sa pensée a aidé et a pu servir à justifier une tendance volontariste qui privilégie la lutte, parfois à l'encontre des conditions objectives.

On pourrait dire en simplifiant que dans la période actuelle, les positions de l'U.R.S.S. et de la Chine en ce qui concerne l'évaluation des rapports de force dans le monde et la stratégie à adopter, se caractérisent dans un cas par un accent déterministe et dans l'autre par un accent volontariste.

Ainsi, lorsqu'ils affirment que la contradiction la plus fondamentale de l'époque est la contradiction entre le camp socialiste et le camp impérialiste, les Soviétiques font surtout confiance à la dynamique des rapports de force entre les deux systèmes, la progression inéluctable de l'économie de l'un accentuant les contradictions insurmontables de l'économie de l'autre.

De même, les Soviétiques tendent à faire des analyses socio-économiques de plus en plus poussées, pour appuyer ou conseiller une voie à suivre pour les forces révolutionnaires et progressistes de différents pays. Les analyses sur la voie « non capitaliste » dans le Tiers Monde en sont un exemple. Confiants dans le cours d'une victoire dont ils voient l'itinéraire presque tracé, les Soviétiques veulent prendre le minimum de risques et considèrent qu'ils peuvent, sans danger, se permettre certains accommodements avec l'ennemi.

Depuis le conflit sino-soviétique, et sans doute en réaction contre les positions soviétiques (car on sait comment, dans la phase de la lutte pour le pouvoir, Mao Tsé-toung a insisté sur les conditions objectives et particulières à la Chine), les Chinois font preuve d'une tendance au volontarisme qui l'emporte parfois sur l'analyse des conditions objectives. Il en est ainsi du culte de la lutte armée comme valeur absolue, qui s'est développé en Chine ces

dernières années. Il en est de même du transfert à l'échelle mondiale de la stratégie chinoise d'encerclement des villes par les campagnes. La déclaration du 20 mai 1970 de Mao Tsé-toung illustre bien le rôle déterminant, quasi-exclusif, accordé à la lutte : « Un pays faible est à même de vaincre un pays fort et, un petit pays, de vaincre un grand pays. Le peuple d'un petit pays triomphera à coup sûr de l'agression d'un grand pays, s'il ose se dresser pour la lutte, recourir aux armes et prendre en main le destin de son pays. C'est là une loi de l'Histoire. »

Tout comme la dominante déterministe des Soviétiques a pour corollaires l'économisme (souvent simpliste) et le scientisme, la dominante volontariste des Chinois a pour corollaires le politisme et le moralisme (sans aucun sens péjoratif). Ainsi, pour les Chinois, une cause « juste » est sûre de triompher, un peuple opprimé est sûr de vaincre, parce qu'opprimé, pourrait-on dire. A ce moralisme tient aussi l'insistance chinoise sur la préservation des principes et sur leur force inhérente : « La pensée de Mao Tsé-toung est la bombe atomique du peuple chinois. »

Ces caractéristiques des théories soviétiques et chinoises sont en partie des reflets déformés de la situation actuelle de l'U.R.S.S. et de la Chine. L'U.R.S.S. est un pays relativement riche, dont la position sur la scène internationale est forte et qui peut se permettre de faire davantage confiance aux processus qui lui paraissent favorablement engagés. La Chine, plus pauvre et en position plus difficile sur la scène internationale, a davantage besoin d'une lutte soutenue, qu'elle souhaiterait constamment accentuer. Ces caractéristiques s'expliquent aussi par l'héritage révolutionnaire historique de chacun des deux pays et par l'image qu'ils s'en font.

Ce n'est pas seulement par la caractéristique de leur dominante déterministe et volontariste que les Soviétiques peuvent s'apparenter davantage à Marx, et les Chinois davantage à Lénine.

Alors que Marx prévoyait la révolution socialiste et la révolution mondiale comme le fait de la classe ouvrière et des pays les plus industrialisés, Lénine a été le premier à saisir l'importance du potentiel révolutionnaire de la paysannerie qui devait rendre possible la révolution socialiste dans un pays arriéré comme la Russie. Cependant chez Lénine, la paysannerie ne pouvait jouer un rôle autonome pour la révolution socialiste et devait surtout appuyer la classe ouvrière, qui, elle, devait réaliser et réalisa effectivement le pouvoir socialiste dans les villes russes. La révolution russe devait avoir pour effet de précipiter la révolution dans les pays industriels avancés, qui en retour, devaient, par leur apport technique et le soutien de leur classe ouvrière plus nombreuse, rendre possible le développement du socialisme en Russie. Ainsi, Lénine retrouvait Marx. Après qu'il fut certain que la révolution des pays industrialisés ne viendrait pas au secours de la révolution russe, Staline entreprit

plus tard d'industrialiser la Russie par ses propres moyens et à grands sacrifices. C'est par l'industrialisation qu'il allait développer la classe ouvrière russe et rendre possible la construction du socialisme. C'est en tant que puissance industrielle et par le rayonnement de sa classe ouvrière que Staline voyait l'U.R.S.S. comme le pivot et le moteur de la révolution mondiale. Ainsi, par bien des détours, s'est perpétuée en Union soviétique l'idée marxiste du rôle libérateur de l'industrialisation, condition déterminante et essentielle du socialisme.

Aujourd'hui, pour les Soviétiques, c'est encore dans le monde industriel que se joue l'avenir de la révolution mondiale, puisque la contradiction fondamentale de l'époque est la contradiction entre le camp socialiste et le camp impérialiste.

On peut dire que ce sont Mao Tsé-toung et les Chinois qui sont vraiment allés au bout des idées de Lénine, sur le potentiel révolutionnaire de la paysannerie, sur les possibilités de récupération pour le socialisme du nationalisme dans les pays opprimés par le colonialisme et sur l'apport de ces pays à la révolution mondiale. Les conditions particulières de la Chine ont favorisé leur développement et leur prolongement dans la pensée de Mao Tsé-toung. C'est ainsi que, pour la Chine, l'avenir de la révolution mondiale appartient au mouvement de libération nationale, fondé sur la paysannerie, dans les pays du Tiers Monde.

Les caractéristiques d'accent mis sur la classe ouvrière, de culte de l'industrialisation, de déterminisme, d'économisme et scientisme, sont organiquement liées les unes aux autres dans les thèses soviétiques. Il en est de même dans les thèses chinoises pour les caractéristiques d'accent mis sur la paysannerie et sur les campagnes, de volontarisme, de politisme et de moralisme. Ces caractéristiques ne sont pas seulement propres aux thèses soviétiques et chinoises sur les rapports de force dans le monde et la stratégie à adopter. Elles se retrouvent et s'explicitent dans d'autres aspects du conflit sino-soviétique.

Deuxième partie :
Les grandes controverses sino-soviétiques

Chapitre V

La question de la guerre et de la paix

[Retour à la table des matières](#)

La question de la guerre et de la paix, c'est-à-dire les problèmes posés par l'arme nucléaire et la lutte armée, représente un aspect particulier du conflit plus vaste et plus global concernant l'évaluation des rapports de force et la stratégie générale à adopter. Étant donné l'importance des débats auxquels a donné lieu cette question, non seulement entre la Chine et l'U.R.S.S., mais dans le monde entier, il paraît nécessaire d'y consacrer un certain développement.

I. - Les thèses en présence

Pour l'U.R.S.S. l'arme nucléaire a fondamentalement modifié les données de la violence dans le monde contemporain. Khrouchtchev s'est plu à répéter à plu. sieurs reprises que l'arme nucléaire ne faisait pas la différence entre la bourgeoisie et la classe ouvrière et que la guerre nucléaire pourrait avoir pour effet d'anéantir la majeure partie de l'humanité et d'effacer les conquêtes du

socialisme. En conséquence, le camp socialiste et toutes les forces progressistes dans le monde doivent tout faire pour éviter la guerre. L'équilibre nucléaire relatif entre le camp socialiste et le camp impérialiste et la force croissante du camp socialiste, leur permettent de promouvoir la solution des conflits internationaux par la voie de la négociation. Il faut, avant tout, recourir aux moyens et aux pressions politiques, au jeu diplomatique, aux institutions internationales comme les Nations Unies, où l'Union soviétique peut mobiliser les pays pacifiques et élargir le « camp de la paix », pour tâcher de résoudre les conflits qui pourraient déboucher sur la guerre nucléaire.

Les Chinois ont reproché à Khrouchtchev de pratiquer le culte de l'arme nucléaire. Le terme culte paraît avoir ici été employé dans tout son sens religieux. En effet, ils lui ont reproché d'entretenir à la fois une confiance et une crainte excessives à l'égard de l'arme nucléaire. Pour ce qui est de la confiance excessive, les Chinois affirment que ce n'est pas parce qu'elle possède l'arme nucléaire que l'U.R.S.S. va pouvoir en arriver à des arrangements « honorables » avec l'impérialisme et le dissuader de recourir à la force. Ce n'est pas de l'arme nucléaire et des négociations qui l'entourent que va dépendre l'avenir du monde, mais bien des mouvements de masse et de leur lutte armée. Cette donnée fondamentale n'a pas été modifiée par l'apparition de l'arme nucléaire.

Pour ce qui est de la crainte excessive, les Chinois affirment que l'U.R.S.S. est prête à sacrifier beaucoup trop de choses par crainte de la guerre nucléaire. En 1957, dans son discours sur la juste solution des contradictions au sein du peuple, Mao Tsé-toung consacrait un important passage à la question de la guerre⁹. Dans ce passage, Mao commençait par affirmer qu'il fallait chercher à empêcher une troisième guerre mondiale. Cependant, disait-il, « si les impérialistes veulent absolument déclencher une guerre », il ne faut pas la craindre et partant, se laisser intimider. Il mentionnait que la première guerre mondiale avait été suivie de l'apparition de l'Union soviétique avec une population de 200 millions d'habitants et que la seconde guerre mondiale avait été suivie de l'apparition d'un camp socialiste de 900 millions d'hommes. En conséquence, disait-il, une troisième guerre mondiale aurait, pour effet certain, de faire passer encore « plusieurs centaines de millions de gens » du côté du socialisme. Mao voulait dire par là que les guerres mondiales, par les bouleversements économiques, politiques et sociaux qu'elles entraînent, favorisent finalement plus le socialisme que le capitalisme. Ces propos de Mao Tsé-toung n'ont pas été développés très longtemps par la suite dans la littérature politique chinoise, car ils étaient utilisés par les Soviétiques qui paraissent avoir vraiment pensé qu'il souhaitait une troisième guerre mondiale. En fait, Mao Tsé-toung voulait surtout indiquer aux Soviétiques qu'il ne fallait pas

⁹ Voir S. R. SCHRAM, Mao Tsé-toung, Paris, Armand Colin, 1963, pp. 365-366, coll. « U ».

céder ou reculer devant le chantage de l'impérialisme, en faisant comprendre à celui-ci, pour appuyer la détermination du camp socialiste, que s'il recourait à la guerre mondiale, il ne ferait qu'accélérer sa perte.

Les Chinois développèrent bientôt des thèses selon lesquelles l'arme nucléaire ne pouvait servir à appuyer les luttes révolutionnaires des peuples, et devait avoir pour seul but de résister au chantage nucléaire de l'impérialisme. Dans aucun cas, affirmèrent-ils, L'État socialiste ne devait être le premier à utiliser l'arme nucléaire.

Éviter la guerre nucléaire et la guerre mondiale est une chose possible, disent-ils, mais éviter toutes les guerres, y compris les guerres révolutionnaires, ne l'est pas, tant qu'existe l'impérialisme.

Dans une guerre de libération nationale ou une guerre civile, affirment les thèses chinoises, « il n'y a souvent pas de ligne de front séparant nettement les adversaires » et par conséquent, l'utilisation de l'arme nucléaire y est hors de question. On postule ainsi, une certaine étanchéité entre le niveau de la guerre nucléaire et celui de la guerre révolutionnaire, qui permettrait d'encourager et de stimuler la dernière sans provoquer la première.

Comme le signale François Fejtö, « il est intéressant de noter que dans ce débat sur la stratégie et la tactique, les Chinois exprimaient des opinions très proches de celles défendues à ce moment à Washington par le champion de la riposte graduée, le général Maxwell Taylor »¹⁰. Les Soviétiques, eux, ont été pendant très longtemps obnubilés par la stratégie militaire dite des « représailles massives » qui s'était développée aux États-Unis à la fin de la deuxième guerre mondiale et au début de la guerre froide, pour compenser la faiblesse des moyens militaires classiques américains en Europe.

Les Chinois reprochent aux Soviétiques d'utiliser l'arme nucléaire à des fins de pressions et de marchandages de grande puissance. Étant donné le pouvoir presque magique qu'ils sont portés à lui attribuer, l'arme nucléaire les pousse tantôt à l'« aventurisme », tantôt au « capitulationnisme ». Ainsi lors de la crise des Caraïbes de l'automne 1962, Moscou serait rapidement passée de l'« aventurisme » en installant des fusées nucléaires à Cuba, au « capitulationnisme » en battant précipitamment en retraite devant la menace américaine.

C'est surtout à cause des illusions qu'elles entraînent au sujet de l'impérialisme, que les Chinois disent s'opposer aux thèses et à la politique soviétiques concernant l'arme nucléaire. En affirmant que l'arme nucléaire a fondamentalement modifié les données de la violence, et qu'en conséquence

¹⁰ F. FEJTÖ, Chine-U.R.S.S., tome II ; *Le conflit*, Paris, Plon, 1966, 20.

les dirigeants des pays impérialistes sont prêts à collaborer pour établir les bases d'une paix durable, les Soviétiques laisseraient entendre implicitement que la nature de l'impérialisme a changé. En fait l'impérialisme est toujours fauteur d'agression et de guerre, et le percevoir sous un autre jour ne peut que désorienter plusieurs détachements des forces révolutionnaires dans le monde, dont les pays socialistes, et éteindre leur combativité.

De même, il est illusoire, pour les Chinois, de croire que c'est par la négociation qu'on peut fonder la paix mondiale. Celle-ci ne pourra s'établir que par une lutte serrée, une « riposte du tac au tac » aux différents niveaux de la lutte et ultimement par la disparition de l'impérialisme. Les faits prouvent, disent-ils, que « seule la lutte permet de faire reculer l'impérialisme et d'obtenir une détente réelle de la situation internationale ». La négociation peut et doit être employée, mais elle ne peut être vraiment utile que dans des situations et dans des cas précis où le rapport des forces se renverse en faveur des forces révolutionnaires.

Les Soviétiques répondent aux critiques chinoises par les arguments propres à leur politique générale de coexistence pacifique, exposés au chapitre précédent. D'après leur argumentation il existe maintenant certaines zones neutres où les intérêts du camp socialiste et des forces révolutionnaires, d'une part, et ceux de l'impérialisme, d'autre part, malgré leurs fondements de base radicalement différents et opposés, peuvent se rencontrer. Une stabilité et même une coopération dans ces zones ne signifient pas une stagnation ou un recul des forces révolutionnaires, comme l'affirment les Chinois. Au contraire, elles permettent des progrès à d'autres niveaux, progrès qui peuvent être déterminants à long terme. Il en est ainsi, par exemple, de la non-dissémination de l'arme nucléaire, de la limitation des armements. Le maintien et l'élargissement de ces zones neutres ne peuvent se faire qu'avec la lutte du camp socialiste et des peuples du monde.

Les Soviétiques ont maintenant compris, par l'expérience de la politique américaine elle-même, que la stratégie des « représailles massives » est périmée. Ils ont même depuis quelques années commencé à développer des moyens militaires d'intervention limitée dans des régions éloignées de l'U.R.S.S. Cependant, ceci ne les a pas amenés à recommander plus fortement la guerre révolutionnaire comme moyen de lutte et ils ne sont certainement pas convaincus d'une étanchéité entre le niveau de la guerre locale et celui de la guerre totale.

Si les Soviétiques cherchent à éviter d'être impliqués dans une guerre, il est bien évident qu'ils considèrent toujours la guerre comme possible et qu'ils ne cessent de se préparer en conséquence. Leur façon d'appréhender les problèmes de la guerre diffère fondamentalement de celle des Chinois.

II - La perception des problèmes militaires

[Retour à la table des matières](#)

Dans les approches soviétique et chinoise des problèmes militaires, on peut retrouver, de façon souvent fort précise et très révélatrice, plusieurs des caractéristiques générales décrites au chapitre précédent.

Ainsi, en cas de guerre, les Soviétiques montrent une nette préférence pour l'offensive. Il s'agit pour eux, de pouvoir, autant que possible, transporter le théâtre des opérations en territoire ennemi. Ils visent ainsi à préserver leur économie, essentielle et déterminante, et à paralyser celle de l'adversaire. L'offensive présente en outre l'avantage de la surprise et est considérée comme stimulante pour le moral des combattants. Par exemple, la prise des centres nerveux de l'Europe occidentale pourrait permettre une victoire rapide et décisive. Les Chinois, pour leur part, préfèrent la défensive. Celle-ci permet aux combattants de demeurer sur leur propre terrain dont ils connaissent les avantages et les difficultés. Le fait de demeurer sur son propre terrain permet l'identification au peuple et sa mobilisation, gages de victoire. S'il veut vaincre, l'adversaire devra gagner le soutien de la population et par conséquent livrer le combat sur le plan politique. La technique et les armes modernes de l'adversaire ne lui seront ainsi d'aucun secours. C'est dans cet esprit que les Chinois continuent d'affirmer la validité de la thèse de Mao Tsé-toung concernant « la supériorité de l'homme sur la technique », cette dernière étant valorisée par les Soviétiques comme le fruit de la science et de la modernisation, si chères au marxisme classique.

Pour la stratégie défensive des Chinois, le temps peut être un atout considérable. Plus la guerre se prolonge, plus facilement l'ennemi peut s'épuiser. Le temps permet au défenseur de reprendre l'initiative et de choisir les circonstances, le moment et le terrain opportuns. En revanche, pour la stratégie offensive des Soviétiques, le temps à l'intérieur duquel la victoire doit être remportée devrait être le plus bref possible. Il faut empêcher l'ennemi de se ressaisir. Ceci peut être rendu possible par les armements modernes qui peuvent permettre une victoire « foudroyante » et décisive.

Il en découle que les Soviétiques visent d'abord et surtout les villes de l'adversaire. Les villes sont les centres d'organisation de l'ennemi, sur le plan économique et politique. C'est là que se trouvent les grandes industries modernes qui fondent son potentiel économique. Il faut prendre d'abord les villes de l'ennemi ou détruire leur *potentiel*. Dans le cas de prise des villes ennemies, il faut en remettre la direction à l'organisation de la classe ouvrière, c'est-à-dire le Parti communiste qui doit y établir les bases du pouvoir socialiste. Normalement toutefois, le moyen militaire doit défendre la révolution, il n'a pas à la provoquer. La stratégie défensive chinoise, elle, est axée sur les campagnes. C'est en effet dans les vastes étendues des campagnes qu'il est possible de forcer l'ennemi à se disperser et à combattre sur un terrain qui lui est défavorable. Les paysans, qui forment la grande masse et le réservoir des combattants, sont habitués à un niveau de vie rudimentaire et sont sur leur propre terrain. Leurs motivations politiques et leur moral seront meilleurs que ceux de l'adversaire et vont, à la longue, déterminer l'issue de la guerre.

Comme on peut le voir, la stratégie offensive des Soviétiques et la stratégie défensive des Chinois ont chacune une logique interne assez rigoureuse et on pourrait dire qu'elles ont chacune une validité propre. En effet, la stratégie soviétique vise à la défense d'un pays industrialisé et est essentiellement dirigée contre les puissances capitalistes avancées qui sont perçues comme les seules pouvant menacer l'Union soviétique. (Il est cependant probable qu'il en va différemment avec l'évolution récente du conflit sino-soviétique.) Face à ces puissances, dépendantes de leur technologie et dont la population est en vaste majorité urbaine, la stratégie soviétique peut être très efficace. La stratégie chinoise, elle, vise à la défense d'un grand pays encore sous-développé et peuplé d'une majorité de paysans. Elle se propose d'abord comme modèle aux forces révolutionnaires d'autres pays sous-développés pour la prise du pouvoir. Par une dialectique rigoureuse, elle vise à transformer en facteurs de force la faiblesse économique de ces pays. Si, sous certains aspects, on peut dire que la politique chinoise marque une dominante volontariste, il est difficile de l'affirmer lorsqu'on parle de sa stratégie militaire.

Les perceptions soviétiques et chinoises des questions militaires illustrent bien la profondeur et l'ampleur des divergences sino-soviétiques quant aux façons d'appréhender et de concevoir les problèmes contemporains et leurs solutions. Ces perceptions n'ont pas toujours été les mêmes. Elles proviennent de l'expérience historique des deux pays et des problèmes qui se sont posés à eux.

Ainsi, au lendemain de la prise du pouvoir par les communistes en Chine, début 1950, la pensée militaire chinoise a beaucoup évolué dans un sens qui la rapprochait de celle de l'Union soviétique. On assista en Chine à la formation d'une armée régulière et professionnelle. On fit beaucoup d'efforts pour l'équiper d'engins motorisés et d'armements modernes et ce, avec l'aide de l'Union

soviétique. L'accent fut mis sur l'offensive. La Chine fit l'expérience de cette nouvelle approche lors de la guerre de Corée. Cette guerre qui se termina, si l'on peut dire, comme une partie nulle, coûta beaucoup de sacrifices à la Chine et fut sans doute pour elle une expérience frustrante, à maints égards.

Avec la destitution en 1959 du maréchal Peng Tehhuai, ministre de la Défense, qui s'était fait le promoteur d'une armée chinoise moderne, de type soviétique, on commença à revenir à l'approche de la guerre populaire défensive. Le refus de l'U.R.S.S. de fournir des armes nucléaires et le développement du conflit sino-soviétique qui pouvait rendre douteuse la protection militaire soviétique, accrurent en Chine le sentiment d'une vulnérabilité à une éventuelle attaque nucléaire. Cette vulnérabilité pouvait être d'autant plus grande pour une armée centralisée, hiérarchisée et dépendante d'un soutien logistique et technique poussé. On effectua donc un retour à l'expérience éprouvée du passé. Le mot d'ordre « compter d'abord sur ses propres forces » qui avait été remis à l'honneur sur le plan économique, avec le « grand bond en avant » de 1958, fut étendu au domaine militaire. L'armée dut se rapprocher des masses paysannes et de la production en se démocratisant. La thèse de Mao Tsé-toung selon laquelle l'armée tire sa force de sa pénétration dans les masses, continue depuis à guider les rapports entre l'armée et la société chinoises.

Lorsqu'on parle des rapports entre l'armée et la société en U.R.S.S., il ne faut pas oublier que l'armée n'a pas été l'instrument de la prise du pouvoir par les communistes dans ce pays. En conséquence, les Soviétiques n'ont jamais accordé à l'armée toute l'importance politique que lui accordent les Chinois. Avec le développement du « socialisme dans un seul pays », l'accent est mis sur l'industrialisation massive et accélérée du pays, et partout, sur la science et la technique. Une hiérarchisation stricte et poussée du travail va caractériser la société, et l'armée va évoluer de la même façon que la société. Ainsi, on y a mis l'accent sur la science et la technologie, plus que sur les qualités morales des combattants qui n'ont pas été pour autant négligées. L'armée et le domaine militaire ont été considérés comme un secteur, d'une certaine façon, indépendant de la société, ayant sa logique et ses lois propres. L'armée est un instrument pour la défense de la révolution. Elle ne saurait être, comme en Chine, le continuateur de la révolution ou l'éducateur des masses. Cette tâche appartient uniquement au Parti communiste.

La question du rôle et de la place de l'armée n'est évidemment pas la seule sur laquelle se manifestent les divergences sino-soviétiques quant au développement de la société socialiste.

Deuxième partie :

Les grandes controverses sino-soviétiques

Chapitre VI

La conception de la société socialiste

I- La révolution culturelle chinoise et ses divers aspects

[Retour à la table des matières](#)

Il y a lieu de dire que la révolution culturelle chinoise est, en partie, une conséquence du conflit sino-soviétique. Après avoir dénoncé la politique extérieure de l'Union soviétique et sa politique à l'égard du mouvement communiste international, comme révisionnistes, les Chinois cherchèrent, dès 1964, dans la réalité sociale de l'U.R.S.S. les causes de ce révisionnisme. Ils en arrivèrent à la conclusion qu'à l'intérieur de la bureaucratie du Parti et de L'État soviétiques s'était développée une nouvelle bourgeoisie qui restaurait de façon plus ou moins voilée le capitalisme U.R.S.S. au profit de ses intérêts de classe et conduisait une politique extérieure en conformité avec les mêmes intérêts. Les mécanismes socio-économiques qui auraient favorisé l'émergence de cette nouvelle bourgeoisie dans un processus et dans un temps historique

donnés, n'ont jamais été décrits par les Chinois de façon rigoureuse ¹¹. L'analyse et les conclusions qu'ils en ont tirées se sont surtout (mais non exclusivement) situées au niveau de la superstructure. La révolution culturelle qui fut qualifiée par Lin Piao lors du IXe Congrès du Parti communiste chinois, en 1969, de « grande révolution dans le domaine de la superstructure », visait, en partie, à éviter que la Chine puisse emprunter une voie semblable à celle de l'U.R.S.S. Les expressions comme « le Khrouchtchev chinois » pour désigner Liu Chao-chi, et « ceux qui empruntent la voie capitaliste » pour désigner certains cadres du Parti et de L'État, sont révélatrices à cet égard.

La révolution culturelle a touché un très vaste éventail de problèmes. Il est en conséquence utile et même nécessaire d'en distinguer différents aspects. Pour ce qui est de la conception chinoise de la société socialiste vue sous l'éclairage du conflit sino-soviétique, il y a lieu de parler d'abord d'un aspect qu'on pourrait appeler le rapprochement entre les cadres et les masses.

[Retour à la table des matières](#)

1. Le rapprochement entre cadres et masses. - Sous cet aspect, la révolution culturelle a critiqué et dénoncé les cadres qui s'écartaient des masses et accumulaient des privilèges, prenant ainsi la voie de l'embourgeoisement et de l'abandon de la cause révolutionnaire. L'exemple positif d'un jeune cadre de l'Armée populaire de Libération, cité par la presse chinoise, est particulièrement éloquent là-dessus.

« Quand Tchou Ming-tsang, chef d'escouade, fut promu chef de peloton, ses camarades lui avaient réservé un lit de camp plus large que le leur. Mais il se retournait sans cesse sur sa couche, pensant à ce que dit le Président Mao sur les critères pour former des continuateurs de la cause révolutionnaire du prolétariat. Il réalisait que dans ce détail, sans importance semble-t-il, d'un lit plus large, résidait en fait toute la question : ou savoir maintenir les qualités de simple combattant ou, une fois devenu cadre, réclamer au contraire des privilèges. S'il agissait de la sorte, le cadre se couperait des masses et à coup sûr, s'écarterait de la ligne révolutionnaire du président Mao. Après avoir bien expliqué cette question de principe à ses camarades, il a repris un lit semblable à celui de ses camarades » ¹².

¹¹ Nous y reviendrons au chapitre X.

¹² *Pékin Information*, 27 janvier 1969, n° 4.

C'est à travers toute la Chine qu'on a cherché ainsi à rétablir un lien étroit entre les cadres et les masses sur la base du principe dialectique de Mao Tsé-toung, éprouvé durant la lutte pour le pouvoir : « demeurer toujours les humbles élèves des masses », principe qui fait ressortir le pouvoir éducateur des masses. On a étendu la pratique qui existait avant la révolution culturelle, d'envoyer les cadres travailler manuellement aux champs avec les paysans. L'Armée populaire de Libération, qui a mieux conservé que le Parti les traditions d'égalitarisme et de liens avec les masses, devint un lieu privilégié de rééducation et une force de rééducation.

Il ne faudrait pas croire cependant que la révolution culturelle a donné lieu à un égalitarisme absolu en Chine. Des différences nombreuses de revenu existent encore en Chine selon le travail fourni. C'est l'esprit d'égalitarisme favorisant le lien avec les masses qui est cultivé. Ainsi, lors d'une visite dans une grande usine de Shangai effectuée par l'auteur de ces lignes au cours de l'été 1971, lorsqu'il fut demandé à un ingénieur pourquoi, après la révolution culturelle, il gagnait toujours un salaire quatre fois plus élevé qu'un simple ouvrier, une jeune ouvrière répondit à sa place : « Le cadre a fait son auto-critique, s'est rapproché de nous et travaille maintenant en étroite collaboration avec nous. C'est cela qui était important pour la révolution culturelle. »

[Retour à la table des matières](#)

2. L'aspect culturel. - Le rapprochement entre les cadres et les masses amène à parler d'un aspect corollaire de la révolution culturelle, qu'on pourrait appeler l'aspect culturel, au sens étroit du terme. Dans la perspective de la lutte contre l'embourgeoisement et pour le rapprochement entre les cadres et les masses, il n'est pas étonnant que la révolution culturelle ait frappé d'abord les milieux intellectuels, l'Université de Pékin et le monde de l'enseignement universitaire. On sait que dans la tradition mandarinale chinoise, c'est l'éducation supérieure, la « culture littéraire » qui pouvait donner l'ultime privilège d'appartenir à la « bureaucratie céleste ». Avec le poids d'une tradition millénaire, il était normal que perdurent dans l'Université et dans les milieux littéraires, un esprit d'élite, une mentalité de caste privilégiée et une aspiration aux privilèges. La presse chinoise en donne de nombreux exemples. Ainsi, l'histoire de l'étudiant Tong Mao-tché qui faisait un stage de rééducation dans l'Armée populaire de Libération.

« Une fois, lui et un autre combattant, Wang Chouen-kiang, charriaient sur une planche un lourd seau d'excréments destinés à un carré de légumes nécessitant un supplément d'engrais. Un faux-pas fit verser le premier et ils en furent éclaboussés. Tong Mao-tché tira immédiatement son mouchoir pour nettoyer ses vêtements, mais se retournant, il vit Wang Chouen-kiang qui, lui, était en train de ramasser les excréments avec ses mains pour les remettre dans le seau. Surpris, il lui demanda

« Tu ne trouves pas le fumier sale ? » Et Wang lui répliqua « Depuis des générations ma famille s'occupe d'agriculture. Tout enfant, j'ai été habitué à travailler dans la boue et dans Peau. je n'aime pas voir du fumier perdu ! » Ces paroles le piquant vivement, Tong Mao-tché pensa : « Moi aussi, je suis fils d'un paysan pauvre, alors comment se fait-il que nous deux, nous soyons si différents ? » Les commandants et combattants de la compagnie remarquèrent aussi que Tong était différent des autres. Ils sentirent qu'après douze années passées à étudier dans les vieilles écoles, Tong avait été profondément emprisonné par le système d'enseignement révisionniste. ... il avait convoité les notes éblouissantes en vue de gagner après son diplôme, un poste dans les grandes villes, de toucher un haut salaire et de s'offrir une vie confortable. Et il en avait oublié ainsi, lui, fils de paysan pauvre, son origine de classe ; il était en train de dévier » ¹³.

Le système d'enseignement, en particulier à l'Université fut profondément remanié avec la révolution culturelle. La durée des études fut considérablement raccourcie pour éviter que les étudiants passent trop de temps dans ce vase clos que peut être l'Université. On mit l'accent sur le travail pratique à l'Université et hors de celle-ci, pendant la durée des études. Les critères d'admission à l'Université furent aussi modifiés. Ainsi, un étudiant ne peut plus passer directement à l'Université après avoir complété le cycle d'études précédent. Il doit avoir au moins trois ans d'expérience de travail pratique avant de pouvoir entrer à l'Université. Il n'y a plus de concours d'entrée. Les étudiants sont sélectionnés pour l'Université en nombre prédéterminé par des réunions du collectif des travailleurs de leur unité de production. Le travail pratique et le « dévouement envers les masses » sont des critères importants de sélection. L'étudiant doit normalement s'attendre à revenir au lieu originel de son travail, à la fin de ses études. Il peut cependant être affecté ailleurs, par L'État.

Non seulement l'Université et le système d'enseignement, mais l'ensemble de la culture au sens classique du terme, furent mis en cause comme source de révisionnisme par la révolution culturelle. Un nombre considérable d'écrivains, souvent communistes, furent critiqués et attaqués, parce qu'ils produisaient des oeuvres plus ou moins hermétiques, se situant en dehors des aspirations et des besoins des masses et susceptibles d'être appréciées seulement par une minorité d'initiés. On exigea que les écrivains cessent d'écrire pour eux-mêmes, pour leur autogratisation, et écrivent pour les masses, en se mettant à leur service. Non seulement les oeuvres littéraires, dramatiques, musicales et autres devaient être à la portée de la compréhension des masses, mais surtout, elles devaient avoir un contenu politique mobilisateur et révolutionnaire.

La révolution culturelle fit en sorte que les oeuvres soient non seulement mises au service des masses, mais qu'elles soient aussi très souvent créées par les travailleurs eux-mêmes. Ainsi, la presse chinoise a ouvert ses colonnes à

¹³ *Ibid.*

des articles de divers ordres écrits par les travailleurs de telle ou telle usine ou de telle ou telle commune. Des pièces de théâtre, des opéras, des ballets révolutionnaires sont maintenant montés dans diverses unités de production et présentés au public dans des parcs ou des théâtres. Des tableaux sont peints par des travailleurs avec l'aide et les conseils de leurs cadres, qui eux, dans des écoles de recyclage spéciales pour cadres, prennent des leçons de peinture, de musique et de danse, en plus bien sûr de la formation politique, pour aider ensuite les masses à participer à la culture.

C'est ainsi qu'on se propose aujourd'hui en Chine de faire de la culture un instrument des masses laborieuses, pour éviter qu'elle puisse servir de base pour le développement du révisionnisme.

[Retour à la table des matières](#)

3. L'aspect économique. - Beaucoup d'observateurs occidentaux se sont inquiétés d'une apparente négligence des problèmes économiques en Chine pendant la révolution culturelle. La fermeture des universités, les bouleversements dans la hiérarchie administrative, les nombreuses réunions politiques dans les usines paraissaient être les signes de cette négligence. Il faut dire d'abord que la révolution culturelle s'est voulue, avant tout, politique. Sans doute a-t-on voulu réagir ainsi contre les pratiques soviétiques, perçues comme ayant sacrifié beaucoup de choses aux impératifs du développement économique. La primauté du politique sur l'économique fut mise en pratique et réaffirmée sans ambages, caractérisant bien ainsi la conception chinoise de la société socialiste.

Cependant, il serait erroné de croire que l'économie a été vraiment négligé. Au contraire, c'est pendant la révolution culturelle que s'est définitivement affirmée une stratégie de développement économique particulière, dont les origines remontent au « grand bond en avant » de 1958 ¹⁴.

Cette stratégie de développement diffère fondamentalement de celle qui avait été adoptée par Staline en Union soviétique. La stratégie soviétique se fondait sur une priorité quasi absolue accordée à l'industrie lourde. La collectivisation de l'agriculture servait au prélèvement massif des denrées alimentaires nécessaires pour nourrir les villes où se développait l'industrie lourde. Comme l'industrie légère était très strictement limitée, l'échange campagne-ville se faisait presque à sens unique. Les paysans ne recevaient presque rien en échange des denrées qu'ils devaient fournir. Cette stratégie entraîna des

¹⁴ Voir Carl RISKIN, Small industry and the Chinese model of development, The China Quarterly, avril-juin 1971, n° 46, pp. 245-274.

déséquilibres nombreux, dont le principal fut la passivité, souvent l'hostilité des paysans à l'égard des formes socialistes d'agriculture. Après avoir atteint un seuil élevé de développement économique, l'U.R.S.S. commence à peine à se relever de ces déséquilibres. Il faut dire que la conjoncture historique poussait aux méthodes qui ont été utilisées en Union soviétique. La Russie soviétique était à l'époque le seul pays socialiste. Il se sentait assiégé et les impératifs de sa défense (la guerre des partisans lui étant mal connue) militaient en faveur de l'industrie lourde. Enfin, le Parti bolchevik, parti ouvrier, était assez peu sensible aux problèmes de la paysannerie.

Le premier Plan quinquennal chinois de 1952 adopta le modèle soviétique de développement. Cependant, le revenu *per capita* dans les campagnes surpeuplées étant très faible, on comprit à la longue qu'on ne pourrait y prélever des investissements massifs pour l'industrie lourde sans imposer d'insupportables sacrifices à la paysannerie et se l'aliéner, ce que le Parti communiste chinois ne pouvait envisager.

La stratégie qui prévaut finalement depuis quelques années, après les difficultés du « grand bond en avant » et les réajustements qui l'ont suivi, accorde nettement la priorité à l'agriculture et à la petite industrie dans les campagnes. Il s'agit d'accroître d'abord la productivité de l'agriculture, d'utiliser sur place, dans les communes, la main-d'œuvre surabondante dans des travaux d'irrigation, dans de petites industries, nécessitant une technologie peu avancée, fabriquant du matériel pour augmenter la productivité de l'agriculture et aussi des articles non agricoles de consommation (vêtements ou meubles par exemple) pour les besoins des paysans.

Cette stratégie, apprise empiriquement, présente de nombreux avantages. La productivité accrue de l'agriculture permet d'orienter progressivement plus de ressources vers le financement de la grande industrie moderne. De plus, et surtout, elle relève de façon assez rapide pour être nettement sensible, le niveau de vie des paysans. Elle leur permet de réaliser les avantages de l'organisation collective du travail. Aussi, ce qui est très important pour le Parti communiste chinois, elle réduit l'opposition ville-campagne, et les différences entre ouvriers et paysans, dans le mode de vie et dans le travail, en impliquant directement les paysans dans l'industrialisation. La décentralisation administrative, qui donne une large autonomie aux communes, donne une certaine prise aux paysans sur un cycle presque complet de production économique, ce qui est considéré comme excellent pour leur conscience sociale et politique. Enfin cette stratégie évite un afflux massif de population vers les villes, qui demanderait des investissements considérables d'urbanisation et, sur le plan militaire, elle présente l'avantage d'une plus grande dispersion de l'économie.

Ainsi la Chine est-elle promise à un développement industriel moderne, plus lent, sans doute, mais mieux équilibré et moins coûteux, socialement.

[Retour à la table des matières](#)

4. L'aspect moral. - Comme on le sait, la révolution culturelle a donné lieu à un développement inouï du culte de Mao Tsé-toung et surtout de sa pensée. Celle-ci a servi de cadre à l'intérieur duquel se sont situés les débats et les affrontements de la révolution culturelle. Pour les dirigeants de la révolution culturelle, elle devait servir de ferment d'unité politique et idéologique pour toute la Chine. Elle devait être présentée sous forme de principes assez simples et faciles à assimiler et à mettre en pratique pour les plus larges masses de la population chinoise. Chaque citoyen de la Chine, quels que soient son âge et son niveau d'instruction, devait pouvoir intérioriser au maximum la pensée de Mao Tsé-toung.

Comme l'a écrit Stuart Schram, « le culte de la personnalité de Mao Tsé-toung se rattache au thème de la toute-puissance de la pensée »¹⁵. On y retrouve donc dans sa dimension la plus poussée, l'aspect volontariste de la politique chinoise et son corollaire, l'aspect moral. Au fur et à mesure que l'on mettait l'accent sur l'étude de la pensée de Mao, cet aspect moral prenait une tournure quasi-religieuse. Ainsi, la lecture et la relecture des citations de Mao Tsé-toung devinrent en quelque sorte une méditation quotidienne, individuelle ou collective. La lutte des classes tendait de cette façon à se retrouver à l'intérieur de chaque individu, chacun devant faire sa révolution intérieure. La presse chinoise en donne de frappants exemples. Ainsi, celui de l'étudiant Tong Mao-tché, cité plus haut :

« ... dans sa tête, il n'y avait qu'intérêts personnels; ne rêvait-il pas de devenir un spécialiste célèbre et ne faisait-il pas peu de cas de la cause révolutionnaire ? Devant le monument aux martyrs révolutionnaires, Tong fut pris de remords, il réalisa « il glissait sur la mauvaise pente ».

Cet aspect moral poussé paraît être un dérivé extrême de l'aspect volontariste, en ce sens qu'il vise à suppléer, au niveau de la conscience des Chinois, à des lacunes dans les conditions socio-économiques. Ainsi, par exemple, alors que la division du travail rend nécessaire un certain inégalitarisme dans la réalité, on met l'accent sur l'égalitarisme au niveau de la conscience. Alors que les stimulants matériels et individuels sont maintenus, on insiste au niveau de la conscience sur les stimulants moraux. Alors que les valeurs et les traditions de la guerre révolutionnaire tendaient à s'effriter, on cherche à les réanimer dans la conscience des Chinois, dans des conditions historiques et sociales pourtant très différentes.

¹⁵ *Revue française de Science politique*, décembre 1968, vol. XV, n° 6, p. 1093.

Évidemment, les Soviétiques, qui disent avoir pratiqué eux-mêmes ce genre d'expérience dans le passé et dont la perspective matérialiste historique est sans doute étroite, sont très sceptiques à l'égard de la révolution culturelle.

[Retour à la table des matières](#)

5. La lutte pour le pouvoir. - Plusieurs observateurs occidentaux ont eu tendance à réduire la révolution culturelle à une lutte pour le pouvoir entre deux individus et leurs factions, entre Mao Tsé-toung s'appuyant principalement sur l'armée et Liu Chao-chi, s'appuyant principalement sur les cadres supérieurs du Parti et de L'État. Il est indéniable que la révolution culturelle a pris cette forme. De nombreux ouvrages et articles y ont été consacrés. Il n'est cependant pas dans notre propos de nous attarder sur les péripéties de cette lutte, car notre intention est ici de faire ressortir les conceptions plus larges de la société socialiste chinoise (par opposition aux conceptions soviétiques) qui se dégagent de la révolution culturelle.

Les Chinois ont eux-mêmes affirmé que la révolution culturelle était une « lutte pour le pouvoir entre deux lignes », les protagonistes ayant été identifiés. C'est dans cette perspective qu'elle nous a intéressé. On peut dire que si le but essentiel de Mao Tsé-toung avait été d'éliminer ses adversaires personnels, cette élimination aurait pu se faire de façon beaucoup plus expéditive, Mao disposant, au départ, du soutien de l'armée. Il n'aurait certes pas été nécessaire de donner à la révolution culturelle toutes les dimensions que nous avons vues.

II - Les voies d'avenir de l'U.R.S.S. selon ses dirigeants

[Retour à la table des matières](#)

Tout comme les Chinois récusent la société soviétique contemporaine, les idéologues de l'U.R.S.S. récusent les conceptions chinoises de la société socialiste, sans toutefois remettre en cause les fondements socialistes du régime social et économique de la Chine.

Selon Moscou, le régime chinois actuel est issu d'un coup de force militaire contre le Parti communiste, institution qui, dans la tradition léniniste, est considérée comme la pierre de touche de la société socialiste. Ce régime pratique une politique et une idéologie populistes en même temps qu'anarchisantes, qui n'ont rien à voir avec le socialisme scientifique.

Pour l'U.R.S.S., le passage du socialisme au communisme est en train de se faire graduellement. Il s'effectue sans que les classes sociales ou couches sociales entrent en collision. Il se produit « sur la base de leur coopération et de leur unité toujours croissantes ». Ceci est possible parce que les classes exploiteuses ont été liquidées et que la société socialiste a créé, par la collectivisation des moyens de production, le développement économique et l'éducation massive, les conditions nécessaires à l'effacement progressif des différences entre les classes ou couches sociales non-antagonistes. « À la différence du socialisme, le communisme se développe sur sa propre base créée pendant la première phase et non pas héritée du capitalisme. » Ces thèses visent à réfuter celles de Mao Tsé-toung sur la « révolution ininterrompue » ou « révolution permanente », qualifiées d'anarchiques.

On pourrait dire que dans les thèses soviétiques actuelles, qui se réclament du marxisme classique, tout part de l'économie et tout découle de l'économie. C'est ainsi qu'elles affirment que « la création de la base matérielle et technique du communisme est la principale tâche économique, sociale et culturelle qu'on aura à accomplir dans la période de transition au communisme ». Cette tâche n'est évidemment pas la seule, mais elle est la plus fondamentale en ce sens que c'est le développement économique et technique et l'abondance des biens matériels qui vont permettre de transformer les rapports sociaux, d'effacer les différences entre la classe ouvrière et la paysannerie et plus tard entre ouvrier (de plus en plus spécialisé) et intellectuel, entre la ville et la campagne, et de réduire de plus en plus l'inégalité de la femme, déjà réduite par la société socialiste.

Lorsque, sur cette question de l'abondance des biens matériels, les Chinois leur reprochent leur « embourgeoisement », les Soviétiques en sont proprement scandalisés. Ils leur reprochent à leur tour d'avoir complètement perdu de vue l'importante thèse marxiste selon laquelle le socialisme et le communisme, surtout, doivent se construire sur l'abondance, et de tendre, à cause de la situation économique particulière de la Chine, à présenter la pauvreté et l'austérité comme des valeurs propres au socialisme. Dans cet esprit, lorsque durant la période du grand bond en avant, les salaires furent abolis dans certaines communes populaires et que les Chinois affirmaient en conséquence qu'ils commençaient déjà à appliquer le principe communiste « de chacun selon ses capacités et à chacun selon son travail », les Soviétiques répliquèrent qu'il ne s'agissait pas là de communisme, mais de « rationnement », c'est-à-dire de réduction des besoins à leur niveau minimal.

Les Soviétiques mettent donc l'accent sur le côté libérateur pour l'homme que Marx voyait dans la modernisation et le développement de la technique, et ils affirment que les conditions sont de plus en plus mûres en Union soviétique pour cette libération.

« Le mouvement historique est favorable à la construction du communisme, car les réalisations récentes de la science et de la technique permettent de transformer d'une façon radicale, en un très bref délai, toute la production matérielle... Les travaux manuels pénibles disparaîtront complètement. La mécanisation intégrale prépare le passage à l'automatisation... En régime socialiste, l'automatisation ne comporte aucune menace pour les travailleurs. Elle est utilisée pour améliorer et faciliter les conditions de travail, supprimer d'abord les travaux pénibles et ensuite les travaux n'exigeant pas de qualification. Les ouvriers libérés par l'automatisation sont dirigés selon un plan d'ensemble dans de nouvelles branches de la production et des services en développement » ¹⁶.

Ainsi, la société socialiste fondée sur la propriété collective des moyens de production qui rend possible la planification intégrale doit, grâce à son organisation sociale et économique, permettre un développement illimité des forces productives et faire en sorte que celui-ci se fasse au bénéfice de tous les travailleurs. L'accent mis sur l'industrie moderne et la technique amène dans la société soviétique une valorisation extrême de la science et de son rôle, comme en témoigne la citation suivante.

« Les perspectives des recherches scientifiques sont illimitées. Nous sommes en droit d'attendre que la science trouve le moyen de mettre au service de l'homme cette source d'énergie intarissable qu'est la réaction thermonucléaire, qu'elle mette au point des moyens d'influencer le climat et le temps, qu'elle crée une variété infinie de matériaux artificiels avec des propriétés fixées à l'avance, qu'elle pénètre profondément les entrailles de la terre, recule largement les limites de la connaissance et de l'exploration de l'espace cosmique » ¹⁷.

Ainsi la société soviétique actuelle paraît-elle très profondément marquée par les grands idéaux occidentaux de la révolution industrielle et du XIX^e siècle, tels que repris et reformulés par Marx, et auxquels la Chine est certainement plus étrangère.

Si la réalisation des idéaux de la société communiste est encore lointaine, les Soviétiques cherchent déjà à en dessiner les processus aussi précisément qu'ils le peuvent. Ainsi, la réduction proportionnelle progressive du nombre d'emplois nécessitant peu de qualifications, parallèlement à la croissance des

¹⁶ *Les principes du marxisme-léninisme*, Moscou, Les Éditions en langues étrangères, pp. 651 et 653.

¹⁷ *Ibid.*, pp. 655 et 656.

emplois de plus haut niveau intellectuel, indique le processus d'amenuisement des différences sociales et autres entre le travail manuel et le travail intellectuel. Ce processus est stimulé non seulement par la scolarisation massive des jeunes, mais aussi par le fait que des milliers d'ouvriers et de kolkhoziens poursuivent des études sans quitter leur travail, tandis que celui-ci commence à se rapprocher du travail des ingénieurs et des techniciens. Ceci sera encore favorisé par la réduction de la journée de travail que rendra possible l'automatisation.

A court terme, pour accélérer la réalisation de ces tâches, l'accent est mis sur l'augmentation de la production et surtout de la productivité industrielles. Pour ce faire, les Soviétiques affirment qu'il est nécessaire et même « indispensable d'utiliser à fond les rapports marchands et monétaires conformément au nouveau contenu qui leur est propre en période de socialisme »¹⁸. Les propos de Staline qui affirmait que l'élargissement de ces rapports à des secteurs plus vastes de l'économie soviétique nuisait au progrès vers le communisme, ont été rejetés comme erronés. *La disparition des rapports marchands et monétaires est renvoyée à la phase communiste.*

Le principe de la rétribution individuelle selon le travail fourni et de l'intéressement matériel des travailleurs est maintenu et même renforcé. Le relèvement des salaires les plus bas est envisagé pour réduire les inégalités. Cependant, parallèlement à la rétribution individuelle jugée comme nécessaire, on envisage le renforcement de la rétribution socialiste, c'est-à-dire gratuite et indépendante du travail fourni, par l'accroissement de ce que l'on appelle les fonds sociaux de consommation. Cette forme de rétribution touche à la vie et à la consommation collectives et vise à les stimuler. Elle doit s'appliquer à l'éducation vers les niveaux les plus bas, les maternelles et les garderies et à l'assistance médicale sous toutes ses formes. Elle doit s'étendre progressivement et complètement aux loyers, services publics (gaz, électricité), transports en commun, à « l'alimentation collective », c'est-à-dire par exemple à des repas gratuits pris dans l'entreprise. C'est par là que doit se réduire davantage l'inégalité de la femme.

Le développement des fonds sociaux de consommation doit se faire en laissant une place à la consommation individuelle pour « ne pas compromettre le principe de rétribution selon le travail ». Ainsi, disent les Soviétiques, « les fonds sociaux de consommation, répartis gratuitement, apportent dès aujourd'hui dans la vie des hommes, des éléments d'une égalité véritable (sans nivellement), appelée à triompher dans la société communiste développée ».

Des efforts doivent être faits pour développer et renforcer la culture, l'idéologie et la morale socialistes, mais en relation étroite avec le dévelop-

¹⁸ Programme du XXIIe Congrès du P.C.U.S.

pement des forces productives et des rapports sociaux, et en tenant compte de ce qu'ils rendent effectivement possible au niveau de la conscience, de telle sorte que celle-ci, en retour, puisse donner prise sur la réalité et la faire progresser.

Dans l'esprit des tâches internes que s'est fixé le Parti communiste soviétique, on peut comprendre mieux sa politique extérieure et ses liens avec ces tâches. La nécessité de la détente internationale, de la réduction de la course aux armements pour la réallocation à des secteurs productifs de l'économie soviétique des investissements militaires, se comprend davantage. De même, l'impact que l'U.R.S.S. peut espérer produire sur le monde non-socialiste, par le développement de la société communiste. C'est ainsi que dans son optimisme outrancier, Khrouchtchev, voulant accélérer les choses, avait commencé en 1960 à réduire unilatéralement les dépenses militaires de l'U.R.S.S. Les successeurs de Khrouchtchev, à cause de problèmes économiques sous-estimés auparavant en U.R.S.S., se montrent plus prudents. Ils ne promettent plus le début de la phase communiste pour 1980. Cependant, les tâches économiques ont toujours la priorité et les objectifs demeurent sensiblement les mêmes.

Si, comme nous venons de le voir, les objectifs internes du Parti communiste soviétique parlent de la réduction de plusieurs types d'inégalités, ils sont plutôt évasifs lorsqu'il s'agit de l'inégalité politique entre gouvernants et gouvernés. En termes marxistes, il peut être logique d'affirmer qu'avec la société communiste, le politique est appelé à se résorber dans l'économique et le social. Cependant l'U.R.S.S. est loin d'en être là, et les mécanismes prévus pour cette résorption sont assez flous et peu convaincants. Bien sûr les dirigeants soviétiques parlent de transfert graduel de certaines fonctions de L'État aux organisations sociales. C'est ainsi par exemple que dès 1958 les syndicats se sont vu attribuer un rôle de participation dans la gestion des entreprises. Il est vrai aussi que la participation des citoyens dans les Soviets locaux s'est accrue. Cependant, il s'agit là de mouvements bien timides qui n'entament pas beaucoup la centralisation et la concentration des pouvoirs.

Avec le développement de la conscience des citoyens, par l'extension et l'élévation de l'éducation, dont les dirigeants soviétiques se disent si fiers, le problème du partage et de la réorganisation du pouvoir à tous les niveaux pourrait être le problème le plus complexe et le plus difficile auquel l'U.R.S.S. aura à faire face au cours des prochaines années.

Troisième partie

Les effets du conflit sino-soviétique

[Retour à la table des matières](#)

Troisième partie :
Les effets du conflit sino-soviétique

Chapitre VII

Les effets du conflit dans le monde communiste

[Retour à la table des matières](#)

Le conflit sino-soviétique ne tire pas sa seule importance de l'altération des relations entre l'U.R.S.S. et la Chine. Il est tout aussi important par les effets multiples qu'il n'a cessé d'entraîner dans le monde. À cet égard, il était normal que ce soit d'abord dans le monde communiste que ces effets se fassent sentir le plus profondément.

Issu lui-même d'une rupture avec la social-démocratie, le mouvement communiste international n'en était pas à sa première expérience de conflit interne et de schisme. Aucune cependant n'avait été aussi traumatisante que ne le fut le conflit sino-soviétique. Il ne s'agissait plus seulement d'un conflit entre l'U.R.S.S. et un parti n'exerçant pas le pouvoir ou fraîchement arrivé au pouvoir dans un petit pays comme la Yougoslavie. La Chine étant le pays le plus peuplé du monde et son Parti possédant une expérience révolutionnaire et

un héritage théorique particulièrement riches et exemplaires, son conflit avec l'U.R.S.S. ne pouvait que secouer gravement le monde communiste.

I. - L'Europe de l'Est

[Retour à la table des matières](#)

L'importance de la Chine dans le camp socialiste lui permettait déjà d'y faire sentir son influence bien avant son conflit ouvert avec l'Union soviétique. On a pu le voir au chapitre III, en ce qui concerne les crises de Pologne et de Hongrie de 1956 et le second conflit soviéto-yougoslave de 1958.

À cette époque, la Chine ne cherchait pas à saper complètement l'autorité soviétique sur le camp socialiste, mais simplement à faire prévaloir certaines de ses vues dans la politique générale du camp, tout en ayant le souci de son unité. Ceci implique une différence qualitative, fondamentale dans la nature et les effets de la rivalité sino-soviétique, par comparaison avec la période ultérieure du conflit. La Chine ne chercha pas d'abord à établir son influence à n'importe quel prix. Elle paraissait même prête à payer de son influence pour le triomphe de certains principes sur lesquels elle trouvait l'U.R.S.S. trop hésitante. Ainsi, après la période des « Cent Fleurs », lorsque les dirigeants chinois parvinrent à la conclusion que le révisionnisme constituait le principal danger dans le monde communiste, ils cessèrent d'appuyer la Pologne, contribuant par là, en toute connaissance de cause, au renforcement de l'autorité soviétique sur ce pays. De la même façon, plutôt que de chercher à jouer sur les divergences qui existaient entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie, la Chine fit campagne pour une rupture complète des relations de tous les pays socialistes avec Belgrade, au nom de la lutte contre le révisionnisme et pour le renforcement de l'unité du camp socialiste.

Ce n'est qu'à partir de 1960, lorsqu'elle entreprit de la dénoncer, globalement, comme révisionniste, que la Chine commença véritablement à vouloir saper l'autorité de l'U.R.S.S. pour établir la sienne. La nature des divergences et de leurs effets, se modifia alors considérablement. En 1961, l'unité du camp socialiste face au monde extérieur fut rompue. L'appui sur la Chine, pour un pays socialiste, cessa d'être une source de sécurité, comme il en avait été pour la Pologne dans ses difficultés avec Moscou, pour devenir, au contraire, une source de risques.

Il est paradoxal de constater que tout en préconisant une ligne très révolutionnaire, la Chine s'appuyait sur un conservatisme idéologique intégral en accusant les dirigeants soviétiques d'avoir trahi l'héritage politique et idéologique de l'U.R.S.S. Les conséquences en furent d'autant plus graves pour Moscou, qu'elle s'était toujours située sur ce terrain pour préserver son autorité et condamner les déviations des autres. C'était toute la légitimité de la politique et de l'autorité soviétiques qui était mise en cause.

Les effets de cette situation nouvelle ne furent pas longs à se faire sentir et ce n'est pas par hasard qu'ils apparurent d'abord dans des pays où la direction des Partis communistes était demeurée très stalinienne et s'opposait à différentes innovations de la politique de Khrouchtchev.

Ce fut en premier lieu à l'Albanie que la rupture sino-soviétique ouvrit un choix clair qui devint total et définitif dès 1960. La sympathie de l'Albanie pour la Chine s'était fortement développée lors de la campagne menée par Pékin en 1958 contre la Yougoslavie. En effet, depuis la rupture de 1948 entre Belgrade et le camp socialiste, la lutte idéologique et politique contre la Yougoslavie était devenue la pierre de touche de la politique extérieure de l'Albanie. Au moment de la réconciliation soviéto-yougoslave de 1955, les dirigeants albanais craignirent d'en faire les frais. Pour faciliter la réconciliation, Khrouchtchev pouvait en effet avoir intérêt à les faire remplacer et, qui plus est, ils parurent avoir été obsédés par la pensée que Moscou pourrait offrir à la Yougoslavie d'absorber l'Albanie dans sa fédération¹⁹. En fait, rien n'indique que Khrouchtchev ait pu nourrir un projet comme celui-là. Les craintes des dirigeants albanais provenaient sans doute du fait que Staline avait déjà envisagé cette politique.

L'érosion de l'autorité soviétique en Europe de l'Est, par les effets du conflit sino-soviétique, se fit ensuite sentir dans les relations entre la Roumanie et l'U.R.S.S. concernant la spécialisation du développement économique des pays socialistes européens dans le cadre du COMECON.

Cette spécialisation était préconisée depuis 1958 par les pays les plus industrialisés de l'Europe de l'Est, à savoir la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est, pour assurer, à cause de l'exiguïté de leurs marchés intérieurs, des débouchés stables et élargis à leur production, et rentabiliser ainsi les investissements nécessaires au perfectionnement de leur industrie. À partir de 1960, l'U.R.S.S. se rallia progressivement à cette politique, pour se montrer en 1962, déterminée à l'appliquer. Au fur et à mesure que se détérioraient les relations sino-soviétiques, Khrouchtchev se montrait de plus en plus pressé d'arriver à l'intégration économique de l'Europe de l'Est. Il était très apparent

¹⁹ Voir Enver HOXHA, Discours prononcé à la réunion des 81 partis communistes ci ouvriers, à Moscou, le 16 novembre 1960, Tirana, Éditions Naim Frashëri, 1969, 155 p.

que l'intégration économique visait en partie à enrayer les dangers de désintégration politique générés par le conflit sino-soviétique. Khrouchtchev déclara d'ailleurs franchement qu'il l'envisageait comme susceptible de renforcer l'unité « dans tous les domaines ».

Les projets soviétiques heurtèrent de front les conceptions des dirigeants roumains quant au développement économique de leur pays. Ceux-ci étaient très profondément attachés à la conception stalinienne qui préconisait autant que possible, le développement dans chaque pays socialiste de toutes les grandes branches de l'industrie, avec l'industrie lourde comme pivot. Ils étaient d'autant moins disposés à abandonner leurs plans, qu'au début des années 60, ceux-ci commençaient à donner des résultats spectaculaires. Leur pays étant encore peu développé par rapport à d'autres pays socialistes, les dirigeants roumains craignaient que la spécialisation se fasse à partir des industries importantes déjà existantes ou de projets à rentabilité immédiatement prévisible et qu'ainsi, la Roumanie connaisse un développement industriel limité et qu'on l'invite surtout à développer son agriculture.

On peut comprendre ainsi que les projets de Khrouchtchev pour imposer la spécialisation économique apparurent aux dirigeants roumains comme une véritable trahison de l'expérience soviétique. Ils se sentirent d'autant plus forts pour résister qu'ils se situaient sur le terrain où l'U.R.S.S. voyait son *leadership* remis en cause par la Chine.

Ce n'est que très lentement et très prudemment que la Roumanie se rapprocha de la Chine, pour éviter des représailles économiques ou autres, comme celles qu'avait encourues l'Albanie. En fait la Roumanie n'adopta aucune des thèses chinoises en cause dans le conflit sino-soviétique et demeura toujours très près des thèses soviétiques. Le rapprochement avec la Chine, qui commença à la fin de 1962, se caractérisa simplement par une diminution progressive et un abandon des dénonciations roumaines des politiques de la Chine et de l'Albanie et par une reprise des relations économiques et des contacts politiques avec ces deux pays. Malgré un terrain d'entente idéologique bien limité, la Chine, dans une première phase, donna son appui entier à la Roumanie contre l'Union soviétique.

La dénonciation par la Chine de la politique soviétique de pressions à l'endroit de la Roumanie amena l'Union soviétique à surseoir à ses projets d'intégration économique de l'Europe de l'Est. Khrouchtchev dut se rendre compte que cette politique renforçait l'argumentation des dirigeants chinois et qu'elle rendait plus difficiles ses efforts pour isoler la Chine. Les dirigeants roumains comprirent parfaitement que l'abandon des projets soviétiques n'était que temporaire et que si l'U.R.S.S. réussissait à isoler la Chine, elle les reprendrait. C'est pourquoi elle s'était empressée de développer dans toute la mesure du possible les bases d'une politique indépendante, en multipliant ses

échanges économiques et ses relations politiques avec les pays occidentaux et en faisant des appels de plus en plus marqués au nationalisme de la population roumaine. Pour retarder les échéances d'une rupture totale entre l'U.R.S.S. et la Chine et d'un isolement de celle-ci, les dirigeants roumains se posèrent en médiateurs dans le conflit sino-soviétique. La Chine favorisa avec complaisance ce rôle que Moscou pouvait difficilement récuser pour ne pas porter à elle seule l'odieux de la rupture définitive.

Ainsi, lorsque avec la révolution culturelle la Chine tomba dans l'isolement, la Roumanie, malgré une situation plus précaire, avait développé des moyens de résistance suffisants pour maintenir sa dissidence face à l'U.R.S.S.

Il faut noter que les dirigeants roumains ont toujours manœuvré avec suffisamment de subtilité pour que l'Union soviétique ne puisse justifier des représailles économiques qui auraient pu avoir des conséquences dramatiques pour la Roumanie. À cet égard, il est évident que la possibilité de passage au camp chinois par des alliés soviétiques de l'Europe de l'Est était limitée par des conditions économiques objectives. On pourrait dire que cette possibilité était inversement proportionnelle au niveau de développement économique de ces pays. En effet, seuls les pays de l'Europe de l'Est les plus petits et les moins développés économiquement pouvaient se permettre de passer radicalement dans le camp chinois et s'aliéner ainsi, économiquement, à la fois l'U.R.S.S. et le monde occidental. Seule une économie peu complexe et peu diversifiée pouvait se réorienter rapidement vers d'autres partenaires économiques. Seules l'Albanie et la Bulgarie se trouvaient dans ce cas. L'Albanie, nous l'avons dit, passa au camp chinois. Quant à la Bulgarie, il semble qu'il y ait eu un danger réel qu'elle prenne cette voie. C'est ainsi qu'en avril 1965 on apprit qu'avait eu lieu à Sofia une tentative de coup d'État organisée par des militaires de tendance prochinoise. La conjuration fut cependant étouffée et, par la suite, aucun indice ne permit plus de croire que la Bulgarie pourrait éventuellement s'aligner sur Pékin.

II - Le Nord Viêt-nam, la Corée du Nord et Cuba

[Retour à la table des matières](#)

Lorsqu'on regarde du côté des pays socialistes qui n'appartiennent pas à la zone de l'Europe de l'Est, c'est-à-dire du côté du Nord Viêt-nam, de la Corée du Nord et de Cuba, le problème des effets du conflit sino-soviétique s'est posé en des termes bien différents. Au départ, ces trois pays qui se trouvaient

et qui se trouvent toujours sur la ligne de feu du combat contre l'impérialisme américain et qui n'ont aucun intérêt au maintien du statu quo international, avaient un penchant naturel vers les positions idéologiques et politiques de la Chine. À Cuba comme au Viêt-nam, la tradition de la guerre révolutionnaire pouvait servir de base à un puissant courant de sympathie envers la Chine qui la recommandait comme méthode révolutionnaire pour l'ensemble du Tiers Monde. De plus, la Corée du Nord et le Nord Viêt-nam étaient des partenaires économiques naturels de la Chine. Sur ce point, il en allait différemment pour Cuba et c'est sans doute ce qui explique sa plus grande discrétion dans la manifestation de sa sympathie à l'endroit des positions chinoises.

Pour Hô Chi Minh, ancien militant du Komintern, l'éclatement public du conflit sino-soviétique à la fin de 1961 fut un événement dramatique. Pendant plus d'un an, il s'efforça de rester neutre dans le conflit, multipliant les témoignages d'amitié tant envers l'U.R.S.S. qu'envers la Chine. Cependant, les sympathies idéologiques et politiques du Nord Viêt-nam s'orientèrent progressivement vers la Chine, particulièrement en 1963, avec l'intensification de la guérilla au Sud Viêt-nam. Tout comme la Corée du Nord qui avait évolué plus rapidement vers les positions chinoises, le Nord Viêt-nam s'abstint de critiquer nommément l'U.R.S.S. Cependant, les positions politiques des deux pays constituaient des critiques implicites de l'Union soviétique et les observateurs politiques n'entretenaient aucun doute quant à leur appartenance au camp chinois.

Du côté de Cuba, les choses étaient beaucoup moins claires. La dépendance de Cuba à l'égard de l'U.R.S.S. pour ses échanges économiques et ses fournitures militaires empêchait d'envisager une orientation caractérisée du régime cubain vers les positions chinoises. Cependant, les frictions entre Cuba et l'U.R.S.S. étaient très nombreuses et beaucoup d'entre elles rapprochaient objectivement le régime cubain de celui de Pékin. Ainsi, lors de la crise de Cuba de l'automne 1962, Fidel Castro posa cinq conditions au retrait des fusées soviétiques de son pays, conditions qui furent approuvées immédiatement par la Chine, mais que Khrouchtchev ne put respecter, s'étant déjà entendu directement avec les Américains; ce qui prenait l'allure d'une confirmation des accusations chinoises concernant les ententes soviéto-américaines qui se faisaient à l'en. contre des intérêts des alliés socialistes.

La fin de 1964 et l'année 1965 marquèrent un tournant capital pour l'influence de l'Union soviétique et de la Chine auprès du Nord Viêt-nam, de la Corée du Nord et de Cuba. Ce tournant a été marqué par deux événements ; d'une part, la chute de Khrouchtchev en U.R.S.S. et un peu plus tard, le début de la révolution culturelle en Chine. Au début de 1965, les nouveaux dirigeants soviétiques parurent soucieux de reprendre en main, sur une nouvelle base, leurs intérêts politiques au Nord Viêt-nam et en Corée du Nord. En février 1965, le premier ministre Kossyguine effectua une importante visite

dans ces deux pays. Au nom du gouvernement soviétique, il leur accorda une aide économique et militaire très importante et engagea le prestige de l'U.R.S.S. dans le soutien de la politique révolutionnaire de Hanoi. En conséquence, les relations de ces deux pays avec l'U.R.S.S. se réchauffèrent considérablement. Le Nord Viêt-nam et la Corée du Nord glissèrent donc vers une position de neutralité dans le conflit sino-soviétique, ce qui par rapport à la situation précédente représentait un rapprochement de l'Union soviétique et un éloignement de la Chine.

Ceci fut très mal reçu à Pékin où, avec le début de la révolution culturelle, les dirigeants chinois allaient considérablement durcir leurs exigences idéologiques et politiques à l'égard de leurs amis socialistes. La lutte à outrance contre le révisionnisme intérieur, que représentait la révolution culturelle chinoise, allait connaître d'importants prolongements extérieurs. Les dirigeants chinois exigèrent de leurs amis une lutte sans merci contre l'Union soviétique et commencèrent à refuser le neutralisme dans le conflit sino-soviétique, comme faisant le jeu du révisionnisme et de l'impérialisme. Ils s'abstinrent de critiquer ouvertement le Nord Viêt-nam car ils auraient eu mauvaise conscience en le faisant, étant donné que ce pays se trouvait plus réellement et plus concrètement qu'eux, à l'avant-garde de la lutte contre l'impérialisme.

Les relations entre Cuba et la Chine devinrent si mauvaises que cette dernière en vint à dénoncer publiquement l'idéologie « castriste » concernant la lutte armée en Amérique latine, qui aurait pu être le meilleur terrain d'entente entre les deux pays.

Le sectarisme amené en Chine par la révolution culturelle fut poussé à un tel point que les pays « neutres » dans le conflit sino-soviétique, tels la Corée du Nord, le Viêt-nam Nord et Cuba, cessèrent d'être qualifiés de socialistes dans tous les écrits officiels chinois. Il en alla à plus forte raison, de même pour la Roumanie qui, elle, fut implicitement rangée dans le lot des révisionnistes. Outre la Chine, seule l'Albanie mérita le nom de socialiste pendant les années de la révolution culturelle.

L'isolement presque complet dans lequel se mit elle-même la Chine durant la révolution culturelle permit à l'U.R.S.S. de renforcer son influence dans le camp socialiste, mais non pas son autorité. L'érosion de l'« exclusivisme » idéologique amenée par le conflit était devenue irréversible. L'U.R.S.S. paraît avoir accepté ceci comme une situation de fait, et cherché à s'en accommoder.

Après la révolution culturelle, la Chine, pour rétablir son influence, a dû se rendre, au moins partiellement, à la réalité du « polycentrisme ». La Corée du Nord et le Viêt-nam Nord sont de nouveau considérés comme socialistes par la presse chinoise. Il n'en est toutefois pas encore de même pour Cuba. Lors

de la visite de Ceausescu en Chine en 1971, la Roumanie a été qualifiée de socialiste par Chou En-lai. Ceci introduit une étrange rupture dans la cohérence idéologique des positions chinoises. En effet, on voit très mal ce qui, dans les rapports sociaux et économiques existant en Roumanie, la distingue fondamentalement, en termes marxistes, de plusieurs autres pays de l'Europe de l'Est considérés jusqu'ici par la Chine comme étant retournés au capitalisme. L'attitude à l'égard de l'U.R.S.S. et de la Chine apparaît comme le seul critère vraiment distinctif. Si cette rupture n'est pas fortuite, elle peut *théoriquement* ouvrir la porte à des rapprochements idéologiques avec d'autres pays d'Europe de l'Est.

Avec sa relance sur la scène internationale, le gouvernement chinois paraît maintenant soucieux de marquer une différence entre l'Union soviétique et les démocraties populaires même prosoviétiques. Son attitude envers celles-ci devient sélective, en fonction de leurs difficultés réelles ou potentielles avec l'U.R.S.S. Ainsi, par exemple, au début du blocus américain des ports du Nord Viêt-nam, la Chine a permis à des navires polonais et est-allemands l'accès à ses ports voisins de l'Indochine, alors qu'elle le refusait encore à des navires soviétiques et bulgares. Cette politique différenciée devrait s'accentuer dans l'avenir et elle pourrait, à la longue, donner lieu à une réévaluation, elle aussi différenciée, des appréciations idéologiques chinoises de ces régimes. Pour ce qui est de l'Union soviétique, aucune réévaluation de ce genre ne peut être sérieusement prévue, dans un avenir rapproché, tant est lourd le contentieux qui s'est accumulé entre elle et la Chine.

III - Les Partis communistes en lutte pour le pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

Si la politique de la Chine à l'égard des pays socialistes « neutralistes » s'est sensiblement modifiée depuis la révolution culturelle, il paraît en être de même pour sa politique envers les Partis communistes en lutte pour le pouvoir.

À partir de 1963, les dirigeants chinois encouragèrent ouvertement les scissions à l'intérieur des Partis communistes et la formation de partis pro-chinois. À ceux qui leur reprochaient de ruiner ainsi l'unité du mouvement communiste, les dirigeants chinois répondaient que la scission était nécessaire, précisément pour retrouver l'unité du mouvement, sur une nouvelle base, c'est-

à-dire sur la seule base possible de la fidélité aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme. L'unité dans le compromis sur les principes ne pouvait être, selon eux, qu'une unité artificielle.

Les Partis communistes des pays non socialistes se trouvèrent placés devant de graves problèmes internes que ne connurent pas les partis au pouvoir. En effet, dans aucun de ces derniers, le conflit sino-soviétique ne provoqua de véritable scission. Les problèmes auxquels avaient à faire face les partis en lutte pour le pouvoir et le contexte dans lequel ils se trouvaient ne pouvaient qu'amener des débats autour des questions soulevées par Pékin, notamment en ce qui concerne la prise du pouvoir. Ces débats donnèrent lieu à de graves affrontements qui eurent un effet très démoralisant pour ces partis. Après avoir vu se désintégrer leur mouvement à l'échelon international, par le conflit entre la Chine et l'U.R.S.S., ceux-ci voyaient, sur le terrain même de leur combat, leurs forces se diviser et se déchirer.

Malgré cela, plusieurs partis considérés comme prosoviétiques, dont le plus important fut le Parti communiste italien, s'opposèrent aux projets soviétiques de convocation d'une Conférence internationale des Partis communistes qui devait avoir pour but de condamner et d'expulser formellement la Chine et ses défenseurs du mouvement communiste, et de créer de nouvelles formes d'organisation internationale. Le Parti communiste italien considérait que la lutte contre la Chine ne pouvait créer une base valable d'unité et que le renforcement de l'autorité soviétique à travers une organisation internationale plus serrée n'était pas une garantie de vigueur nouvelle pour les Partis communistes. Il recommandait que la recherche d'une nouvelle base d'unité se fasse dans la lutte concrète pour le pouvoir, sur le terrain et par la solution des divers problèmes nouveaux qui se posent aux Partis communistes des différentes régions du monde.

Les objections des communistes italiens et de divers autres partis firent échouer les projets soviétiques. L'U.R.S.S. dut se rallier à l'idée d'une rencontre internationale qui ne serait qu'une «conférence consultative». C'est ainsi que la Conférence de Moscou de 1969 ne prononça aucune condamnation formelle de la Chine et n'eut pas pour but de reconstruire une organisation internationale des Partis communistes.

On pourrait croire que les récents développements de la politique chinoise ont partiellement donné raison aux positions défendues par le Parti communiste italien.

On remarque en effet que, depuis la révolution culturelle, la Chine a cessé d'encourager la création de nouveaux Partis communistes prochinois et ne parle plus de « l'unité du mouvement communiste » à reconstituer « sur une base nouvelle », ce qui, auparavant, laissait prévoir la création d'une Interna-

tionale prochinoise. Les dirigeants chinois continuent de recevoir les partis prochinois qu'ils avaient soutenus avant la révolution culturelle, mais se montrent très réservés à l'égard des nouveaux partis qui se sont formés ces dernières années et qui se réclament de la pensée de Mao Tsé-toung. Ils leur refusent en effet leur caution officielle. Il est aussi aujourd'hui moins question que jamais de l'organisation d'une Internationale des Partis communistes prochinois, qui paraissait imminente il y a quelques années,

On peut chercher une explication à ces changements dans les différences de conceptions politiques à l'intérieur de la direction du Parti communiste chinois qui se sont révélées avec la révolution culturelle. On sait que « la ligne » de Liu Chao-chi a été caractérisée comme mettant l'accent sur l'organisation, et comme donnant la primauté à l'appareil du Parti. La formation et la carrière de Liu Chao-chi le rapprochent de la tradition du léninisme classique, tel que vécu et interprété par les Soviétiques, en matière d'organisation politique. Ainsi, on peut croire que la volonté de créer de nouveaux appareils, à partir de scissions dans les partis existants, et la volonté de créer une organisation internationale du type de Komintern étaient plus proches des conceptions et de la formation politiques de Liu Chao-chi.

La politique actuelle de la Chine à l'égard du mouvement communiste dans les pays occidentaux pourrait se caractériser par un slogan fréquemment utilisé à des fins intérieures, par les quartiers généraux de Mao Tsé-toung durant la révolution culturelle : « Soutenons la gauche, mais non pas les fractions. » Ainsi selon les conceptions de Mao Tsé-toung qui accordent une assez large place au spontanéisme, il faudrait, au fur et à mesure que se développe une situation révolutionnaire particulièrement peu mûre, comme dans les pays occidentaux, considérer comme normale l'existence de fractions dans la gauche, comme c'était le cas à l'intérieur de la Chine pendant la révolution culturelle. Ce n'est que lorsque la situation révolutionnaire et les contradictions se sont suffisamment développées pour donner une image claire des éléments positifs et des éléments négatifs, qu'il est temps de consolider les forces autour de l'organisation qui s'avère la plus adéquate. C'est dans ce sens que la politique chinoise actuelle soutient imprécisément l'ensemble de la gauche révolutionnaire des pays occidentaux (ce qui exclut, au moins la direction des Partis communistes prosoviétiques) et paraît hésiter sur l'appui à donner aux partis et groupements qui se réclament du maoïsme. Cette hésitation est même plus marquée encore depuis la fin de la révolution culturelle, qui a ouvert une période caractérisée par un empirisme plus prononcé, particulièrement notable cette fois dans l'ensemble des affaires extérieures chinoises. Un important article de la presse chinoise écrivait récemment :

« Le courant principal du mouvement révolutionnaire de masse est toujours sain, conforme au développement de la société. Le mouvement de masse peut subir toutes

sortes d'influences idéologiques, donner naissance à diverses fractions et avoir la participation de personnages de tous genres. Il n'y a là rien que de très naturel. Il n'existe pas au monde de pureté absolue. Grâce à la pratique de la lutte et aux comparaisons répétées, les larges masses finissent Par discerner ce qui est juste et ce qui est faux... » ²⁰.

Pour comprendre les actuels flottements de la politique chinoise à l'égard du mouvement communiste international, il faut tenir compte de l'échec relatif de la précédente politique d'encouragement aux scissions et à la formation de Partis communistes prochinois. En effet, après dix ans de conflit sino-soviétique, les partis officiellement prochinois demeurent extrêmement faibles dans leurs effectifs numériques, par rapport aux partis prosoviétiques. Cet échec paraît étonnant compte tenu du rayonnement politique et idéologique de la Chine. Il peut évidemment expliquer la prudence et les hésitations actuelles de la Chine à l'endroit des partis et groupements prochinois et sa plus grande flexibilité à l'égard des États socialistes autres que l'U.R.S.S.

²⁰ Vive la victoire de la dictature du prolétariat!, *Renmin Ribao*, 18 mars 1971, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1971.

Troisième partie :

Les effets du conflit sino-soviétique

Chapitre VIII

Les effets du conflit pour le monde occidental

[Retour à la table des matières](#)

Les effets du conflit sino-soviétique ont été très longs à se faire sentir de façon significative dans la politique extérieure des pays occidentaux et, plus particulièrement, des États-Unis. Jusqu'à tout récemment les États-Unis n'ont continué à traiter qu'avec l'Union soviétique. La politique américaine au Viêt-nam a été pendant très longtemps défendue et justifiée comme une épreuve de force avec un mouvement communiste international relativement coordonné, comme si la stratégie du Viêt-nam Nord et du Front de Libération du Viêt-nam Sud était commandée de l'extérieur.

Pourtant, dès le début du conflit sino-soviétique, de nombreux observateurs avaient décrété la fin de la « bipolarité » dans le système international et se livraient à de multiples hypothèses de valeur variable sur la nouvelle complexité du jeu politique international.

Parmi les hypothèses les plus répandues au début des années 60, l'une consistait à prévoir, à moyen terme, une certaine alliance entre l'Union soviétique et les États-Unis contre la Chine. Cette hypothèse s'appuyait à la fois sur la politique soviétique de coexistence pacifique et sur l'hostilité de la Chine tant à l'endroit des États-Unis que de l'Union soviétique. L'hypothèse s'est avérée mauvaise parce qu'elle reposait sur une interprétation erronée de la coexistence pacifique et de la nature du système soviétique. En fait (au moins jusqu'à tout récemment), les sommets de la détente et des bonnes relations soviéto-américaines qui ont été atteints avec la rencontre de Camp David et la visite de Khrouchtchev aux États-Unis en 1959 n'ont jamais été dépassés. Depuis ce temps, qui a marqué un point important dans le développement du conflit sino-soviétique, les relations soviéto-américaines se sont plutôt refroidies, et sauf pour une brève période qui va de la solution de la crise des missiles à Cuba, à la fin de 1962, jusqu'à la chute de Khrouchtchev, elles sont demeurées tendues sur des points très importants. On peut même dire que c'est là, au moins en partie, une conséquence du conflit sino-soviétique.

Tant que l'U.R.S.S. entend conserver un quelconque rôle de *leadership* dans le mouvement communiste, elle ne peut aller au-delà de certains seuils (difficiles à préciser) dans le rapprochement avec les États-Unis, qui sont la principale force d'opposition au communisme dans le monde actuel. Ce rapprochement peut d'autant moins être explicitement dirigé contre un autre État socialiste. C'est d'ailleurs le rapprochement soviéto-américain qui a été une, sinon la principale des causes de la remise en question par la Chine du *leadership* de l'U.R.S.S. dans le monde communiste. C'est pour défendre ce *leadership*, contesté par la Chine, que l'U.R.S.S. a dû accorder une aide de plus en plus importante aux forces révolutionnaires du Viêt-nam et continuer d'attribuer une aide massive à Cuba, en dépit des nombreuses difficultés qui lui ont été causées par le régime de Fidel Castro.

Certains ont cru que les dirigeants soviétiques abandonneraient progressivement leur volonté de *leadership* dans le mouvement communiste, pour se consacrer presque uniquement aux problèmes internes de l'U.R.S.S. Il ne peut en être ainsi, et même si les dirigeants soviétiques le souhaitent, ils ne pourraient le faire sans risquer de bouleverser l'équilibre social et politique de l'Union soviétique et les fondements de leur propre pouvoir. La légitimité du régime soviétique repose essentiellement sur son idéologie et sa continuité. C'est pourquoi les dirigeants soviétiques sont si jaloux du contrôle exclusif qu'ils exercent sur l'idéologie et son interprétation. À moins d'un appui explicite ou d'une mobilisation massive de la classe ouvrière dont ils se réclament, ils ne peuvent introduire de rupture grave dans l'idéologie qui est la justification de leur pouvoir, sans mettre en danger cette justification et par conséquent leur propre pouvoir. On a vu comment la déstalinisation et l'extension des débats à ce sujet en Pologne et en Hongrie ont donné lieu au

développement d'une opposition socialiste à l'intérieur même des Partis communistes de ces pays et au bouleversement de leur régime.

Ceci dit, il est bien évident que les dirigeants soviétiques peuvent tricher avec leur idéologie; et ils le font. Cependant, ils ne peuvent en rejeter des morceaux importants sans prendre des risques majeurs. Or, l'internationalisme et la promotion de la révolution mondiale, bien qu'étant le plus souvent subordonnés aux intérêts d'État, sont des constantes capitales de la tradition soviétique issue de la Révolution d'Octobre. Même s'ils ont souvent modifié leur stratégie, rien n'a jamais vraiment permis de croire que les dirigeants soviétiques aient eu l'intention d'abandonner ces objectifs, particulièrement à une époque où l'U.R.S.S. possède de plus en plus de moyens pour promouvoir son influence internationale, tout en tâchant, tant bien que mal et souvent mal, de la faire coïncider avec les intérêts de la révolution mondiale.

C'est ainsi que le soutien soviétique au Viêt-nam et à Cuba, et la présence militaire croissante de l'U.R.S.S. en Méditerranée et dans l'océan Indien (justifiée comme nécessaire à la défense des régimes progressistes du Moyen-Orient ²¹ et à la lutte contre l'impérialisme), ont créé des frustrations croissantes à Washington, à l'endroit de l'Union soviétique, par rapport à ce qu'on en attendait. L'administration Nixon s'est plainte à plusieurs reprises du « peu de coopération » de l'Union soviétique, notamment en ce qui concerne le Viêt-nam et la situation au Moyen-Orient.

En plus de vouloir profiter de la relance de la politique extérieure chinoise, consécutive à la révolution culturelle, pour normaliser ses relations avec la Chine, la volonté américaine d'exercer une pression sur l'U.R.S.S. par son rapprochement avec Pékin paraît évidente. Les propos très durs tenus à l'endroit de l'Union soviétique par le Président Nixon à la veille de son départ pour la Chine, en même temps qu'un langage des plus conciliants envers celle-ci, sont très révélateurs à cet égard. De même, peu de temps avant la visite de Nixon à Moscou en mai 72, l'U.R.S.S. fut accusée d'être la principale responsable de la détérioration de la situation au Viêt-nam.

Paradoxalement, il y a des raisons de penser qu'un rapprochement tactique sino-américain, dirigé contre l'Union soviétique, pourrait se réaliser plus facilement que celui qui avait d'abord été envisagé comme le plus probable dans un jeu politique à trois. Il faut d'abord et surtout tenir compte du fait que la Chine considère l'U.R.S.S. comme un État capitaliste « de type nouveau » et comme une puissance social-impérialiste qui la menace. De plus, la Chine

²¹ Il serait erroné de croire *qu'il* s'agit là d'un simple argument de façade. Le profond émoi causé en U.R.S.S. en 1971 par la répression sanglante des communistes du Soudan et la tension *qui* en est résultée dans les relations entre les deux pays montre bien que Moscou fondait et fonde des espoirs sur une évolution plus marquée de ces régimes, vers le socialisme, grâce à son soutien.

ne fait pas partie d'un système d'alliance contraignant et le mouvement communiste international prochinois ne constitue pas une force suffisante pour la retenir dans un éventuel prolongement de son rapprochement avec les États-Unis. Surtout si celui-ci était dirigé contre l'U.R.S.S., la Chine pourrait très bien, compte tenu de l'argumentation qu'elle a développée ces dernières années, soutenir qu'il n'a rien de contre-révolutionnaire.

Si un rapprochement plus marqué devait avoir lieu entre la Chine et les États-Unis, il ne pourrait être, contrairement aux illusions qu'a pu provoquer le voyage Nixon en Chine, que tactique et fragile, à cause encore une fois de la nature du système social et politique de la Chine.

Le phénomène nouveau d'une diplomatie américaine active auprès de chacune des deux puissances communistes, s'il doit se poursuivre, sera susceptible, dans un premier temps tout au moins, d'accroître la méfiance entre la Chine et l'U.R.S.S., l'une et l'autre craignant de faire les frais des tractations entre les États-Unis et l'autre.

Pendant longtemps, plusieurs observateurs ont annoncé, à chaque nouvelle escalade américaine de la guerre au Viêt-nam, qu'un rapprochement sino-soviétique allait en résulter. En fait c'est plutôt le contraire qui s'est produit. Pourtant, cette prédiction s'appuyait sur une logique certaine. Dans le mouvement communiste international, seul le Viêt-nam qui se trouve beaucoup plus que la Chine ou l'U.R.S.S. à l'avant-garde de la lutte contre l'impérialisme avait et a suffisamment de poids pour exiger au nom de sa cause un rapprochement entre les deux pays. Jusqu'ici il n'y a pas réussi. Les escalades américaines et les exigences de Hanoi n'ont amené qu'une surenchère entre la Chine et l'U.R.S.S. dans l'aide matérielle et militaire qu'elles lui ont accordée.

Depuis l'offensive diplomatique de Nixon auprès de la Chine aussi bien qu'auprès de l'U.R.S.S., qui s'est accompagnée d'une nouvelle escalade militaire au Viêt-nam, l'une et l'autre redoublent de prudence sur cette question, pour ne pas laisser à l'autre le bénéfice d'une détente unilatérale avec les États-Unis ou d'une solution politique qui pourrait éventuellement survenir en Indochine.

Lorsqu'on regarde au niveau des puissances immédiatement inférieures aux trois plus importantes le jeu politique inter-étatique promet d'être plus complexe et devient davantage imprévisible. À ce niveau se trouvent d'abord l'Allemagne de l'Ouest et le Japon, dont le dynamisme économique et l'affaiblissement des positions politiques et militaires des États-Unis en Europe et en Asie ont récemment amené l'amorce de leur sortie de la tutelle américaine. L'Allemagne de l'Ouest cherche à redéfinir ses relations avec l'Union soviétique tandis que le Japon, encore timidement, veut tenter la même chose avec la Chine, tout en étant sollicité par l'Union soviétique qui voudrait ainsi

renforcer ses positions à la fois contre les États-Unis et la Chine. Le processus de réalignement des forces en Europe de l'Ouest peut être considéré comme une victoire de la politique soviétique de coexistence pacifique et une conséquence de l'« empêchement » des États-Unis en Asie. Il a été engagé par la politique du général de Gaulle à l'égard de l'Union soviétique et de l'Alliance atlantique et pourrait être maintenant poursuivi par l'Allemagne de l'Ouest, même si la politique de cette dernière ne se présente pas sous la forme d'un défi ouvert à l'égard des États-Unis. Les projets soviétiques et est-européens pour une conférence de sécurité européenne visent à développer ce processus et à amener à plus long terme le retrait de la présence américaine en Europe. Dans ces conditions l'U.R.S.S. deviendrait la seule puissance majeure en Europe, ce qui lui permet ainsi d'espérer y exercer son influence à divers niveaux et de façon multiple. Il y a cependant des risques pour l'Union soviétique, car le retrait des forces américaines pourrait bien se faire au prix du retrait des garanties de l'Europe de l'Est et de garanties mutuelles à ce sujet. C'est ce qui explique l'enthousiasme particulier d'un pays comme la Roumanie pour ce projet de conférence de sécurité européenne. Néanmoins, l'U.R.S.S. paraît décidée à prendre quelques risques.

Si les possibilités d'influence de la Chine en Europe sont limitées, il en va autrement en ce qui concerne le Tiers Monde. C'est là que les enjeux et les affrontements ont été les plus lourds de conséquence depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. L'instabilité sociale et politique très grande (par rapport à l'Europe) de plusieurs pays du Tiers Monde constitue une invitation aux puissances étrangères à s'y engager plus profondément. Toutefois, -cette même instabilité a été une source de déboires pour l'U.R.S.S. et les États-Unis. Le thème actuel de la politique extérieure de la Chine étant la lutte contre « les deux super-puissances », le Tiers Monde devrait être *théoriquement* le terrain d'application par excellence de cette politique. D'autant plus que l'idéologie révolutionnaire chinoise est toujours orientée essentiellement vers ces régions du monde. Cependant, les succès limités de la politique chinoise dans le Tiers Monde font que la Chine paraît maintenant plus active pour réduire l'influence des superpuissances (principalement celle de l'U.R.S.S. par laquelle elle se sent plus menacée) au niveau des puissances moyennes, notamment le Japon et divers pays de l'Europe. De plus, à lire les écrits officiels chinois, on peut se demander si la théorie concernant la contradiction principale de l'époque n'est pas en train de se modifier, la contradiction entre le mouvement de libération nationale et l'impérialisme, passant au second plan (sans bien sûr disparaître) pour être remplacée par la contradiction entre les deux super-puissances et tous les autres pays.

Avant de conclure avec les effets du conflit sino-soviétique, il y a lieu de se demander si celui-ci a été dans l'ensemble favorable aux puissances occidentales et au système capitaliste en général, et nuisible à la cause du socialisme dans le monde.

Il est vrai que le conflit sino-soviétique a amené l'effondrement de l'unité d'un mouvement très puissant dont la cohésion et la discipline paraissaient très menaçantes pour les uns et très prometteuses pour les autres. L'effondrement de cette unité a donc eu un effet psychologique très grand, tant chez les adversaires que chez les partisans du communisme, de soulagement dans le premier cas et de démoralisation dans le second.

Au-delà des effets psychologiques, la réalité est plus complexe. Pour ce qui est des États-Unis, par exemple, la division de leur ennemi aurait été nettement favorable si elle avait entraîné l'effondrement ou le ralliement (même partiel) de l'U.R.S.S. ou de la Chine. Or rien de tel ne s'est produit jusqu'ici. La pluralité d'adversaires peut impliquer une multiplication des foyers de tension qui deviennent d'autant plus difficiles à contrôler. Il peut être plus facile de convaincre ou de contrer un seul ennemi que plusieurs. La guerre du Viêt-nam ne peut plus se régler par des négociations et un compromis avec l'Union soviétique, comme ce fut le cas pour la guerre de Corée. La solution de l'une ou l'autre de ses difficultés avec l'U.R.S.S. ou la Chine n'entraîne en aucune façon pour les États-Unis l'amorce d'une solution du conflit vietnamien qui lui soit favorable. Précisément à cause du conflit sino-soviétique, l'U.R.S.S. n'a pu soumettre Fidel Castro à une discipline d'unité dans la stratégie à l'égard des États-Unis.

Au niveau du mouvement communiste international, la fin de l'unité et d'une direction centralisée n'est pas nécessairement néfaste à la progression du socialisme dans le monde. Il est même fort possible que la direction centralisée du mouvement ait été dans l'ensemble un frein, plutôt qu'un moteur, de l'expansion du communisme. L'histoire du Komintern et des relations entre l'Union soviétique et les différents Partis communistes du monde donne de nombreux exemples de directives erronées ou stéréotypées données par Moscou, soit en raison d'une ignorance naturelle des conditions et des possibilités de lutte des partis, soit, plus ou moins consciemment, en raison des intérêts de l'État soviétique. Les relations entre le Komintern et le Parti communiste chinois, avant son arrivée au pouvoir, sont elles-mêmes parmi des plus révélatrices à cet égard.

La crise du mouvement communiste peut amener les partis à compter davantage sur eux-mêmes, sur leur propre expérience, et à trouver des formes nouvelles de travail et de lutte, comme tente de le faire le Parti communiste italien, par exemple.

Malgré les conseils erronés du Komintern et l'existence d'un modèle pratiquement « réifié », le Parti communiste chinois est parvenu à développer une voie originale vers le socialisme. Plus tard, dans des conditions différentes, Cuba, sans passer par la prise du pouvoir par un Parti communiste, a

trouvé une autre voie de passage au socialisme. Actuellement le Chili difficilement, en expérimente une différente.

Les idées et les aspirations socialistes sont loin d'être mortes ou d'être en voie de disparition dans le monde contemporain. Cependant, elles paraissent plus difficilement qu'auparavant devoir s'agréger autour d'appareils rigides et de modèles tout faits.

Quatrième partie

La nature et les interprétations du conflit sino-soviétique

[Retour à la table des matières](#)

Quatrième partie :

La nature et les interprétations du conflit sino-soviétique

Chapitre IX

La nature et la spécificité du conflit

[Retour à la table des matières](#)

Vouloir caractériser la nature du conflit sino-soviétique, tant dans sa dimension interne que par rapport à ses effets, constitue une entreprise particulièrement difficile. La multiplicité des facettes qu'il présente, dont certaines sont radicalement nouvelles, ne permet pas de le circonscrire adéquatement à l'intérieur des schémas propres aux conflits classiques, bien qu'à certains égards il apparaisse comme des plus traditionnels. L'absence de recul historique et le fait que le conflit dure toujours, et n'a peut-être pas encore fini de révéler tous ses aspects, compliquent encore cette tâche qui ne peut être que fragmentaire.

Ce qui distingue essentiellement le conflit sino-soviétique des conflits classiques entre grandes puissances, c'est sans aucun doute sa dimension idéologique et surtout la nature de l'idéologie en cause. Certes, des conflits

entre États se réclamant de la même idéologie ont déjà existé dans le passé. Cependant il ne s'agissait pas d'idéologies aussi globales et aussi directement axées sur une pratique sociale de tous les niveaux, comme le marxisme-léninisme. Il est bien évident que si l'idéologie marxiste-léniniste des Chinois et des Soviétiques comporte plusieurs éléments qu'on peut appeler de « rationalisation », elle constitue aussi dans une large mesure une théorie qui guide et parfois commande l'action concrète. Cette théorie, plus ou moins statique selon les cas, a évolué ou s'est cristallisée au cours du développement du conflit sino-soviétique. Elle a non seulement marqué les relations entre la Chine et l'U.R.S.S. mais on a vu comment elle a donné lieu à des changements importants dans la réalité politique, sociale et économique à l'intérieur de la Chine. C'est autour des programmes d'action concrète que les Partis communistes du monde se sont divisés, ou encore ont refusé de s'aligner sur la Chine ou l'U.R.S.S. C'est dans ce sens que l'idéologie marxiste-léniniste a donné toute son ampleur au conflit sino-soviétique et à ses effets et qu'elle lui confère son originalité et sa spécificité.

Le rôle de l'idéologie s'est fait sentir de façon fort diverse au cours des différentes périodes du conflit sino-soviétique et sur les différents moyens d'action des protagonistes. Il peut être nécessaire d'en faire ressortir quelques exemples pour bien souligner son importance.

Ainsi l'on pourrait dire que dans un premier temps, qui va jusqu'au début de 1960, l'idéologie a constitué un frein au développement du conflit, alors que dans la phase suivante elle a joué un rôle d'accélérateur et a principalement contribué à le « globaliser ».

De 1956 à 1959, autant les dirigeants chinois que les dirigeants soviétiques paraissent avoir été convaincus que ce qui les unissait, la cause du marxisme-léninisme, était infiniment plus fort que les divergences qui les opposaient. Face à l'ennemi extérieur qui commandait toujours la solidarité la plus stricte possible, ils tâchaient de cacher et de minimiser ces divergences quant à différentes politiques à adopter. Ils cherchaient tant bien que mal à les aplanir par les moyens diplomatiques habituels : rencontres entre dirigeants, délégations, échanges de correspondance et de messages secrets. Les observateurs avertis pouvaient toutefois voir se dessiner en filigrane des documents officiels, certaines des divergences.

Après que ces moyens eurent visiblement échoué, les dirigeants chinois commencèrent, à partir de 1960, à exposer leurs positions par une argumentation rigoureuse autour des principes du marxisme-léninisme et à les rendre publiques sans toutefois critiquer nommément l'Union soviétique. Ils étaient tellement persuadés du bien-fondé et de la justesse de leurs positions, de même que de la force du marxisme-léninisme comme facteur premier de la cohésion du camp socialiste, qu'ils ont cru que la pression idéologique qu'ils

exerçaient sur l'U.R.S.S. l'amènerait à réviser au moins partiellement ses politiques. Quant aux dirigeants soviétiques, ils évitèrent d'abord de provoquer une rupture brutale comme Staline l'avait fait avec la Yougoslavie, et réagirent par des représailles économiques et en faisant exercer la pression de la majorité du camp socialiste contre la Chine. Ils paraissaient croire que l'autorité idéologique de l'U.R.S.S., établie depuis près d'un demi-siècle et appuyée par l'immense majorité du mouvement communiste international ferait renoncer la Chine à sa contestation. En fait, on peut croire d'après leur comportement, que jusqu'à la fin de 1961, date à laquelle elles commencèrent à s'attaquer nommément, la Chine et l'U.R.S.S., tout en s'en tenant de plus en plus fermement à leurs positions respectives, ont pensé, chacune de leur côté, que les intérêts supérieurs du mouvement communiste empêcheraient l'autre d'aller trop loin et que la rupture pouvait être évitée. Cependant, la dynamique interne de la polémique idéologique, qui est d'accélération, était déjà solidement engagée, sans que les protagonistes soient entièrement conscients de cette dynamique, semble-t-il. Comme le marxisme-léninisme postule l'unicité des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et du mouvement communiste et possède une longue tradition qui va dans ce sens, au fur et à mesure que les deux parties devenaient plus convaincues qu'elles représentaient ces intérêts fondamentaux, en amplifiant leur défense autour de ce qu'elles considéraient comme les principes les plus essentiels de leur idéologie, le conflit devenait de plus en plus irréductible et ne pouvait que s'amplifier. Il n'est donc pas étonnant que la tentative de compromis qu'a été la conférence des Partis communistes et ouvriers de novembre 1960 ait donné les résultats les plus éphémères. Lorsqu'à la fin de 1961 la Chine et l'U.R.S.S. commencèrent à s'attaquer nommément, en raison de cette logique inhérente à leur polémique idéologique, les accusations de trahison ne devaient pas tarder à venir et le conflit se transforma rapidement en un conflit de tous les niveaux, aggravant une série de problèmes où l'idéologie avait fort peu à voir. C'est ainsi que celle-ci, de facteur d'unité entre l'U.R.S.S. et la Chine, est devenue le principal accélérateur de la détérioration de leurs relations.

L'idéologie, comme moyen d'action, a été utilisée avec une intensité et à des degrés différents par les Chinois et les Soviétiques dans leur affrontement. Jusqu'à la fin de la révolution culturelle, les Chinois en ont fait leur arme principale. En partie, à défaut d'autres moyens, ils ont choisi de se situer sur le terrain de la rigueur et de la cohérence idéologiques pour faire prévaloir leurs politiques. Ils y ont très bien réussi, et surtout dans la période qui va de 1960 à 1965 les textes fondamentaux qu'ils ont publiés frappent par leur très haute qualité théorique et par la logique de leur enchaînement.

Les Chinois ayant presque toujours l'initiative, les Soviétiques se sont constamment trouvés sur la défensive en matière idéologique; ce qui les a placés en position de faiblesse. Ils se virent souvent forcés d'improviser des réponses rapides à des accusations souvent inattendues. Ils durent justifier une

série de gestes politiques concrets qu'ils avaient posés, dans un ordre qu'ils n'avaient pas choisi. La Chine populaire ayant eu une expérience internationale limitée pouvait plus difficilement prêter le flanc à des critiques dans ce domaine, sur lequel elle attaqua d'abord l'U.R.S.S. Bien sûr, dans sa défense, cette dernière passa souvent à l'attaque des positions idéologiques chinoises pour tâcher de démontrer la valeur des siennes. Cependant, elle mit plus d'efforts sur d'autres moyens que l'idéologie pour lutter contre la Chine et l'extension de son influence. Reflétant le caractère bureaucratique de l'U.R.S.S., ces autres moyens étaient surtout des moyens d'organisation. C'est ainsi que les dirigeants soviétiques cherchèrent en 1961 et 1962 à renforcer l'unité du camp socialiste sous leur autorité en essayant de transformer le COMECON en organisme supranational de planification. Ils tâchèrent de mettre sur pied à différentes reprises une Conférence internationale des Partis communistes pour isoler et condamner la Chine. En 1965, ils s'efforcèrent de réorganiser les instances politiques du Pacte de Varsovie pour y créer un mécanisme formel de coordination de la politique extérieure des pays membres.

Dès l'époque des premières divergences, en 1956, la Chine s'était particulièrement signalée par la qualité de ses positions de principes en faveur d'une « ligne politique correcte » et précise, notamment en ce qui concernait la déstalinisation et les relations entre pays socialistes. Sur ce dernier point, on a pu voir comment elle a été amenée, pour conserver une cohérence par rapport aux principes qu'elle défendait, à négliger des intérêts et des appuis qu'elle aurait pu cultiver ou continuer à entretenir. Elle a fait des efforts remarquables pour éviter ce qu'elle avait reproché à l'Union soviétique, en particulier l'intervention dans les affaires intérieures des autres pays socialistes. Ainsi, en 1965, lorsque la Corée du Nord et le Nord Viêt-nam se rapprochèrent de l'U.R.S.S., évoluant vers une position de neutralité dans le conflit sino-soviétique, la Chine, malgré la grande frustration qu'elle en ressentit et qu'elle exprima, ne chercha à aucun moment à utiliser contre ces pays des moyens comme les représailles économiques, la pression militaire ou les tentatives de « subversion » dans la direction de leurs Partis communistes, comme l'Union soviétique l'a souvent fait dans des cas semblables. La pression économique exercée contre Cuba et vite interrompue paraît être la seule exception.

Il est bien évident que le conflit sino-soviétique ne peut s'expliquer simplement comme une lutte de la Chine pour l'intransigeance et la rigueur des principes et de l'idéologie. Ses intérêts d'État, les impératifs de sa sécurité, sa volonté d'étendre son influence et de modifier en sa faveur le système international ont joué un rôle très important dans le conflit. Cependant ces intérêts ont été perçus et articulés dans le cadre d'une idéologie et d'une expérience révolutionnaires ; ce qui leur donne un sens tout particulier. C'est pourquoi il paraît nécessaire d'insister sur la dimension idéologique du conflit. Il n'en reste pas moins que des éléments non négligeables, comme par exemple, les revendications territoriales, n'ont aucune dimension idéologique.

Si la rigueur et la cohérence idéologiques ont été pour la Chine des gages de succès durant les premières années de son affrontement avec l'U.R.S.S., il faut constater qu'elles ont été par la suite une source de déboires, plus précisément durant la révolution culturelle, où elle s'est trouvée dans une situation d'isolement quasi complet sur la scène internationale. Les dirigeants chinois paraissent maintenant se réajuster en conséquence.

Mao Tsé-toung avait déjà écrit : « L'histoire de notre Parti montre que des déviations de droite risquaient de se produire lorsque notre Parti formait un front uni avec le Kuomintang, et que des déviations « de gauche » risquaient d'apparaître lorsqu'il y avait rupture entre notre Parti et le Kuomintang » ²².

La révolution culturelle apparaît, à plusieurs égards, surtout quant à la politique extérieure de la Chine, comme une déviation de gauche qui a fait suite à la rupture avec l'Union soviétique. Les dirigeants chinois pratiquent maintenant une politique extérieure qui semble plus souvent opportuniste ou simplement utile au rétablissement de son influence internationale, indépendamment de véritables considérations idéologiques. On l'a vu lors du rapprochement qu'ils ont opéré avec le Soudan, immédiatement après que le gouvernement de ce pays eut fait mettre à mort les dirigeants communistes soudanais, prosoviétiques. On l'a vu aussi lors des premiers mouvements de sécession au Bangla-Desh et du conflit qui a suivi entre l'Inde et le Pakistan.

On ne doit pas s'attendre à ce que la Chine abandonne les principes révolutionnaires qu'elle a défendus jusqu'ici. Elle a déjà commencé et continuera probablement à les promouvoir avec plus de souplesse. Elle pourra se permettre plus de compromis en les justifiant comme uniquement nécessaires. Sur le plan de son conflit direct avec l'Union soviétique on peut croire que la Chine est maintenant allée jusqu'au bout de son argumentation idéologique. Là aussi depuis la fin de la révolution culturelle elle paraît devoir recourir surtout à des moyens classiques. Si l'U.R.S.S. est toujours violemment attaquée par la presse et les écrits chinois, les analyses et longs réquisitoires idéologiques contre elle se font maintenant moins nombreux.

Si une amélioration devait intervenir dans les relations sino-soviétiques, il y a très peu de chances pour qu'elle se fasse d'abord au niveau d'un compromis idéologique ou autour de discussions sur des questions de cette nature pour trouver un accord minimal pour une éventuelle action commune. Le rapprochement ne pourrait se faire que très lentement sur une base empirique par des accords successifs sur des points très concrets comme les litiges territoriaux ou des accords économiques par exemple. Comme la Chine se sent maintenant

²² Cité dans *Célébrons le cinquantième anniversaire du Parti communiste chinois*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1971, p. 9.

très menacée par l'U.R.S.S. et à court terme, plus faible qu'elle, un rapprochement ne se ferait probablement qu'à la suite d'importantes concessions soviétiques sur des questions de cette nature, qui pourraient redonner un minimum de confiance aux dirigeants chinois. On peut penser par exemple à des concessions territoriales ou à une démilitarisation des frontières soviétiques en Asie, problème qui semble préoccuper énormément les dirigeants chinois.

Depuis quelques années déjà, des négociations se poursuivent entre l'U.R.S.S. et la Chine dont l'objet principal est précisément cette question de frontières. Jusqu'ici, elles n'ont donné aucun résultat notable. Un succès ou un échec définitif de ces négociations pourrait être déterminant pour l'avenir des relations sino-soviétiques.

Il va de soi que toute amélioration ne pourrait être que partielle et qu'on ne peut en aucune façon s'attendre à un retour à une unité semblable à celle qui existait au début des années cinquante. L'amélioration des relations soviéto-yougoslaves après la mort de Staline et à la suite d'importantes concessions soviétiques est sans doute instructive à cet égard. La détente et le rapprochement entre Moscou et Belgrade n'ont pu amener le « réalignement » de la Yougoslavie. À plus forte raison, il ne pourrait en aller autrement dans le cas de la Chine qui ne cesse de devenir une grande puissance aux intérêts de plus en plus marqués. Le conflit sino-soviétique aura duré beaucoup plus longtemps que le conflit soviéto-yougoslave et pendant cette période la Chine a développé trop de politiques qui pourraient peut-être faire l'objet de compromis dans plusieurs cas, mais qui ne pourraient certainement pas être toutes abandonnées. C'est la même chose du côté soviétique.

Pour ce qui est des perspectives d'une détérioration plus grande des relations sino-soviétiques on ne peut en prévoir d'autres que la guerre limitée ou totale tant sont mauvais les rapports actuels qui ne tiennent plus qu'à des échanges commerciaux (moins limités, il est vrai, que dans les dernières années) et aux relations diplomatiques. Les dangers d'une guerre entre l'U.R.S.S. et la Chine paraissent cependant moins forts maintenant qu'en 1969, lorsqu'ont eu lieu des incidents de frontière qui ont fait plusieurs morts de part et d'autre. Ces incidents ont gravement traumatisé les deux parties et marquent les origines de la plus récente phase du conflit sino-soviétique, caractérisée par une nette prédominance des aspects classiques du conflit. L'U.R.S.S. a massé des troupes de plus en plus nombreuses près de ses frontières avec la Chine et cette dernière a acquis la conviction que Moscou faisait peser sur elle une menace militaire de plus en plus nette. C'est ce sentiment de menace, dans un contexte d'isolement, qui a poussé les dirigeants chinois à rechercher un certain rapprochement avec les États-Unis. C'est pourquoi l'on peut croire que les négociations sur les problèmes frontaliers ont une très grande importance pour le développement futur des relations sino-soviétiques.

Le conflit sino-soviétique aura montré le caractère prématuré, et à maints égards artificiel du type d'unité que l'Union soviétique a voulu établir dans le mouvement communiste international et le camp socialiste. Dès le début du régime soviétique, avec la fondation du Komintern, ses dirigeants ont pensé que la communauté de vues et d'intérêts qui existait entre eux et les Partis communistes, sur un certain nombre de questions fondamentales, devait être suffisante pour atténuer les contradictions qui pouvaient survenir dans leurs intérêts respectifs, ou en tout cas, devait fournir la base qui permettrait de les résoudre facilement et rapidement. Cette vision des choses pouvait être correcte. Toutefois, la puissance des intérêts communs amena l'Union soviétique et les autres Partis communistes à sous-estimer les contradictions possibles et à surestimer leur capacité de les résoudre adéquatement. L'unité des intérêts fondamentaux a poussé en faveur de l'unité d'action et d'une stratégie unique. Ces impératifs poussaient à leur tour en faveur de la coordination et d'une discipline rigoureuse qui passèrent sans difficultés sous « hégémonie » soviétique (pour employer le terme même de Lénine)²³, privilégiant ainsi la perception et les analyses soviétiques de la stratégie à adopter. Plusieurs partis furent amenés à sacrifier des objectifs nationaux au profit de la perspective internationale et de la stratégie d'ensemble. Si cette dernière avait été le plus souvent correcte, et avait donné les résultats escomptés, les contradictions entre intérêts à court terme et à long terme, nationaux et internationaux auraient pu être surmontées. Dans un très grand nombre de cas, il n'en fut pas ainsi. Il y a lieu de s'étonner, dans ces conditions, que le Komintern n'ait pas éclaté. Il fallait que le sens des intérêts communs, leur réalité et la force d'attraction de l'Union soviétique pour les Partis communistes, comme leur propre conquête, fussent vraiment extraordinaires.

Avec la formation du camp socialiste, à la fin de la seconde guerre mondiale, le champ d'action de plusieurs Partis communistes s'étendit à des réalités et à des problèmes encore plus difficiles et complexes. La logique simplificatrice de Staline l'amena, en 1948-1949, à imposer comme nécessaire à l'unité d'action, l'unité dans les méthodes de construction du socialisme. Le modèle soviétique fut imposé comme le seul modèle possible, indépendamment des particularités nationales et des conditions qui prévalaient dans chacune des démocraties populaires. La propriété collective des moyens de production, base du système socialiste, devait permettre d'éliminer toutes les difficultés et donner place à une unité quasi monolithique. Cette façon de vouloir forcer le cours de l'histoire, le plus souvent « par le haut », par des méthodes administratives, devait accentuer des contradictions et en

²³ En 1919, Lénine disait : « Pour un, laps de temps de courte durée, cela va de soi, l'hégémonie dans l'Internationale prolétarienne révolutionnaire est passée aux Basses, comme, à la dernière époque du XIXe siècle, elle a appartenu aux Anglais, puis aux Français, enfin aux Allemands. » *La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire, Œuvres*, tome 29, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1962, p. 13.

développer de nouvelles. Les diverses crises qui ont secoué le monde communiste depuis les années 50 l'ont montré. L'unité du camp socialiste, telle que préconisée par l'Union soviétique, est souvent devenue elle-même une contradiction qui a obscurci les intérêts communs qui devaient la justifier.

Le conflit sino-soviétique relève de ce type de contradiction. Au départ, c'est beaucoup plus de la stratégie commune, telle que définie par Moscou pour le camp socialiste et le mouvement communiste, que la Chine a désespéré que du modèle soviétique de construction du socialisme. Sur ce point, le Parti communiste chinois a toujours eu plus d'autonomie que ceux des démocraties populaires, et son expérience plus riche que celle de ceux-ci lui a permis de l'adapter plus facilement aux réalités de la Chine à l'époque où il le pratiquait encore. La révolution culturelle a montré que longtemps après le début du conflit sino-soviétique, la Chine n'avait pas encore fini de trouver son propre modèle de socialisme. Ceci dit, elle n'abandonnera probablement jamais complètement ce qu'elle a appris de l'U.R.S.S.

On a pu voir que la Chine n'a pas échappé à cette tendance soviétique à vouloir universaliser une expérience particulière et à faire prévaloir une stratégie unique dans le mouvement communiste, comme la seule possible et la seule authentiquement communiste. On a vu, comment, durant la révolution culturelle, elle avait cessé de reconnaître comme socialistes des pays comme le Nord Viêt-nam, Cuba et la Corée du Nord qui refusaient de se joindre à sa dénonciation de l'U.R.S.S. Elle est toutefois maintenant revenue sur cette attitude, sauf en ce qui concerne Cuba, et fait preuve en tout cas de plus de souplesse. Quant à l'U.R.S.S., c'est encore péniblement qu'elle accepte la diversité des situations et des stratégies, en s'y opposant parfois là où elle le peut.

Avant qu'une nouvelle base d'unité entre les pays socialistes et au sein du mouvement communiste et révolutionnaire se développe éventuellement, il faut peut-être s'attendre à ce que d'autres divisions se produisent, comme fruit des avatars de l'unité antérieure et d'une situation historique nouvelle.

Quatrième partie :

La nature et les interprétations du conflit sino-soviétique

Chapitre X

Les interprétations du conflit et de ses causes

[Retour à la table des matières](#)

Le but de ce chapitre est de passer rapidement en revue quelques-unes des principales explications ou interprétations à tendances globalisantes du conflit sino-soviétique. Parmi celles-ci, il convient d'abord de considérer celles qui ont été avancées par les protagonistes du conflit.

I. - Les explications chinoise et soviétique

Lorsque les dirigeants chinois commencèrent à dénoncer ouvertement la politique extérieure de l'U.R.S.S. et sa politique à l'égard du mouvement communiste international, ils expliquèrent ces positions comme une déviation de droite, de tendance sociale-démocrate, de la part des dirigeants soviétiques. À force de citations, ils tâchèrent de montrer comment les politiques soviétiques étaient similaires à celles préconisées par Bernstein et Kautsky et

dénoncées par Lénine. A la fin de 1963 et encore en 1964, ils écrivaient : « Nous espérons que vous reviendrez de vos égarements et que, quittant une voie totalement erronée, vous reprendrez le chemin du marxisme-léninisme. » Puisqu'ils considéraient les politiques de leurs homologues soviétiques comme réversibles, les dirigeants chinois ne se trouvaient donc pas à remettre en cause leur appartenance de classe.

A la fin de 1964, ils commencèrent à affirmer leur conviction que la politique des dirigeants soviétiques était devenue irréversible et que ceux-ci formaient une clique non seulement révisionniste, mais bourgeoise, qui restaurait le capitalisme en Union soviétique. Depuis 1964, de nombreux arguments ont été apportés par les écrits officiels chinois, à l'appui de cette affirmation. Ils en virent d'abord une preuve dans certaines modifications récentes apportées à l'idéologie officielle soviétique, notamment dans les thèses du XXII^e Congrès du P.C.U.S. qui proclamaient qu'avec la maturité du socialisme en U.R.S.S., le Parti et l'État soviétiques devenaient ceux du peuple tout entier et non plus seulement du prolétariat. Selon les Chinois, cette thèse visait, à l'instar de celles des pays bourgeois, à camoufler le pouvoir de la nouvelle bourgeoisie. Il en allait de même, pour l'affirmation soviétique selon laquelle les classes antagonistes avaient disparu en U.R.S.S. Plusieurs exemples furent empruntés par les Chinois, à la presse soviétique, pour montrer l'existence de cas de détournements de fonds, d'exploitation, donc l'existence de classes antagonistes. Les écrits chinois dénoncèrent l'apparition dans la littérature et le cinéma soviétiques de thèmes individualistes et de valeurs bourgeoises, comme « le pacifisme », par exemple. Ils attachèrent une importance significative aux facilités accordées aux paysans kolkhoziens pour leurs lopins privés et à l'extension des marchés libres dans le secteur agricole. Selon les thèses actuelles de Pékin, toute l'économie soviétique est gouvernée par la loi du profit maximal, et à cette fin une très grande latitude est laissée aux directeurs d'entreprises, ce qui affaiblit la planification centrale et s'accompagne d'une oppression et d'une exploitation des travailleurs. En bref, c'est cette restauration du capitalisme « sur toute la ligne » par les dirigeants soviétiques qui explique fondamentalement la politique extérieure de l'U.R.S.S., sa collusion avec l'impérialisme américain (qui s'accompagne de certaines contradictions) et son conflit avec la Chine qui, elle, s'en tient au marxisme-léninisme, tant dans sa politique intérieure qu'extérieure.

La grande faiblesse de l'explication chinoise se situe au niveau de sa carence à établir, dans ses propres termes, qui veulent être le matérialisme historique, le processus de restauration du capitalisme en U.R.S.S. Elle privilégie « le sommet », c'est-à-dire les dirigeants soviétiques, comme source de restauration du capitalisme. Des exemples de signes malsains sont ensuite pris à divers niveaux de la réalité soviétique pour illustrer ce phénomène, sans que ses causes profondes en soient explicitées ou même recherchées. Selon l'explication chinoise, tous les problèmes propres à ce phénomène paraissent

avoir commencé « depuis qu'ils (Khrouchtchev & Cie) ont usurpé le pouvoir dans le Parti communiste et au sein de l'État, à la suite d'un coup d'État bourgeois... » ²⁴.

Pour que le capitalisme ait pu être restauré en Union soviétique à la suite d'un « coup d'État », il fallait que les fondements socio-économiques du régime soviétique avant ce coup d'État aient été de nature à permettre ou à provoquer un retour au capitalisme. Or les dirigeants chinois ne se sont jamais attaqués sérieusement à ce problème fondamental. Ils ont affirmé que la lutte des classes avait toujours existé en U.R.S.S., comme dans tous les autres pays socialistes, sans en montrer les formes et le cheminement concret. Il aurait fallu, pour justifier leurs thèses selon le matérialisme historique, qu'ils démontrassent comment la dynamique et les structures de l'organisation sociale et économique de la période stalinienne ou même de la période antérieure pouvaient conduire à la restauration du capitalisme ²⁵. C'est bien parce que leur argumentation ne s'appuie pas sur ce genre d'analyse qu'ils peuvent se permettre de qualifier la Roumanie de socialiste, tout en refusant de le faire pour les autres démocraties populaires, à l'exception de l'Albanie.

Le fait que les ouvriers ne contrôlent pas effectivement les moyens de production et que leurs intérêts soient très souvent différents de ceux des cadres du Parti et de l'État, est-il suffisant pour que ces derniers puissent former une nouvelle classe au sens marxiste du terme ? Le régime de propriété en Union soviétique, l'organisation de l'économie, la planification, le fait que l'investissement et l'emploi productif soient réservés à l'État et à son contrôle ne structurent-ils pas les intérêts et l'action des cadres du Parti et de l'État, de telle sorte qu'on ne puisse les caractériser comme une bourgeoisie d'après les attributs que donnaient Marx et Lénine à cette classe ?

L'explication soviétique du conflit entre la Chine et l'U.R.S.S. a d'abord, elle aussi, visé surtout les dirigeants chinois. Ceux-ci, dans la première phase du conflit, ont été accusés de s'être engagés dans une déviation caractérisée par le dogmatisme, le sectarisme et le nationalisme. Au fur et à mesure que le conflit progressait, on insistait principalement sur la dernière caractéristique. Le nationalisme virulent et le sectarisme étant considérés par les Soviétiques comme des positions propres à la petite bourgeoisie, ils ont cherché, surtout après le début de la révolution culturelle, à expliquer leur développement dans le Parti communiste chinois, par son origine et son évolution historiques. C'est ainsi qu'on se mit à rappeler lourdement les origines de classe de Mao Tsé-toung, fils de paysan aisé c'est-à-dire de « koulak », et son passé nationaliste, de même que l'influence qu'ont exercée sur lui, de son propre aveu, les

²⁴ Dictature bourgeoise appliquée par les révisionnistes en Union soviétique, *Renmin Ribao* (2 novembre 1967), Pékin, Éditions en langues étrangères, 1969.

²⁵ Des analystes marxistes occidentaux ont tenté d'amener divers éléments de réponse à ce problème, mais leurs écrits n'ont jamais été endossés par les théoriciens chinois.

anarchistes comme Kropotkine. Ces tendances ont pu se maintenir, selon les Soviétiques, à cause de « l'accroissement des effectifs non prolétariens dans les rangs du Parti » et de son isolement « vis-à-vis de la ville et de la classe ouvrière »²⁶, et parce que le « révolutionnarisme » et l'anarchisme sont propres à la tradition paysanne chinoise.

L'explication soviétique soutient que deux grands courants ont toujours existé dans le Parti communiste chinois, l'un, prolétarien, marxiste-léninisme, l'autre, petit-bourgeois, conforme à ce qui vient d'être décrit. C'est ce dernier qui aurait prédominé à partir des années quarante. Cependant, à la fin de la guerre, à cause du « rôle décisif » joué par l'U.R.S.S. et du prestige du marxisme-léninisme dans le monde, les maoïstes auraient « tactiquement » et temporairement suivi une ligne proche de celle du courant prolétarien. En 1958, avec le grand bond en avant, les maoïstes auraient lancé le Parti et la Chine dans une voie aventureuse et anarchique. L'échec sur le plan économique aurait entraîné une surenchère sur les plans politique et idéologique, qui a culminé avec la révolution culturelle au cours de laquelle les éléments marxistes-léninistes ont été éliminés du Parti. La révolution culturelle aurait amené la résurrection, sous la forme d'un nouvel amalgame, de toute une série de traditions rétrogrades de la Chine ancestrale. Ainsi, le culte de Mao Tsé-toung, du dirigeant placé au-dessus de la société, comme unique source de référence possible marquerait un retour à la tradition impériale de « l'adhésion à une « voie » juste fixée par un homme quasi divin, médiateur entre les hommes et leur destin historique... »²⁷.

Selon les dirigeants soviétiques, ce sont toutes ces tendances et plus particulièrement le nationalisme et le chauvinisme, qui font que la Chine cherche à miser sur le nationalisme dans le Tiers Monde pour s'ériger en « puissance hégémonique », oppose le mouvement de libération nationale de ces pays au mouvement ouvrier des pays plus avancés, et se déchaîne contre l'Union soviétique et les autres pays socialistes.

L'explication soviétique est évidemment critiquable à plusieurs égards. Si elle s'efforce d'apporter une dimension historique, les critiques qu'elle formule à l'endroit *des* tendances du Parti communiste chinois sont très souvent disparates et mal cohérentes. Elles escamotent les conditions particulières de la Chine qui lui imposaient un cheminement différent de celui de l'U.R.S.S., ainsi que les limites des particularités de ce cheminement. Les thèses soviétiques expliquent surtout très mal les liens et rapports entre les dirigeants chinois et la nature de la réalité économique et sociale actuelle de la Chine.

²⁶ Vladimir KRIVTSOV, *Le maoïsme et ses sources idéologiques*, Temps nouveaux, Moscou, 1971, n° 36, pp. 20-22.

²⁷ Ces termes de Stuart R. SCHRAM décrivent assez bien les propos soviétiques. Voir *L'U.R.S.S. et la Chine devant les révolutions dans les sociétés préindustrielles*, Paris, Armand Colin, 1970, p. 107.

Encore au début de la révolution culturelle, les Soviétiques affirmaient explicitement qu'ils ne remettaient pas en cause le caractère socialiste de l'organisation socio-économique de la Chine. Jusqu'à maintenant ils se sont contentés de dire que les dirigeants chinois causaient des torts considérables à un régime social qu'ils faisaient dégénérer, sans porter de jugement nouveau et précis sur la nature de ce régime. Un texte tout récent affirmait que « la dégénérescence militaire et bureaucratique de tels ou tels éléments de la superstructure politique ne signifie pas encore l'écroulement automatique de toute la base socialiste »²⁸. Dans ces conditions on pourrait demander aux Soviétiques comment un gouvernement « petit-bourgeois » peut se trouver à la tête d'un État socialiste.

On peut se demander pourquoi les Soviétiques se sont privés de cette arme importante, utilisée contre eux, d'une remise en cause complète du caractère socialiste de la Chine. Tout d'abord, il est probable que leur perspective centraliste leur fasse envisager la possibilité d'un rapprochement avec *la* Chine, après la disparition de Mao Tsé-toung et à la suite d'un changement dans la direction du Parti chinois. Ce rapprochement serait alors plus facile pour eux. De plus, les dirigeants soviétiques se rendent peut-être compte que sur le plan d'une critique socialiste, le régime chinois est beaucoup plus difficilement attaquant que le leur. Ils ne pourraient faire systématiquement cette critique sans porter les coups les plus durs à leurs propres positions.

II - Les autres explications

[Retour à la table des matières](#)

Il faut peut être commencer par dire ici quelques mots sur l'attitude des pays socialistes autres que l'U.R.S.S. et la Chine. A quelques nuances près l'explication de l'Albanie est semblable à celle de la Chine, alors que celles des pays membres du Pacte de Varsovie, à l'exception de la Roumanie, sont semblables à celles de l'U.R.S.S. Les pays qui se veulent neutres, c'est-à-dire Cuba, la Roumanie, le Viêt-nam Nord et la Corée du Nord, se sont abstenus de fournir des explications globales du conflit, et cela paraît important. Hô Chi Minh a déclaré que le conflit sino-soviétique était « des nuages qui ne pourraient que passer ». Dans son testament, il écrivait : « Ayant consacré toute ma vie au service de la révolution, plus j'éprouve de fierté à voir grandir le

²⁸ P. FEDOSEEV, *La nature idéologique et politique du maoïsme*, Moscou, Éditions de l'Agence de presse Novosti, 1972, p. 25.

mouvement communiste et ouvrier international, plus je souffre de la mésentente actuelle entre les partis frères 1... Je suis fermement convaincu que les partis frères et les pays frères s'uniront nécessairement à nouveau » ²⁹.

Dans les pays occidentaux les explications du conflit sino-soviétique sont nécessairement plus variées et plus nombreuses. Aux États-Unis et en France, en particulier, plusieurs études et ouvrages ont été consacrés à ce sujet brûlant et il faut se contenter d'en dégager seulement quelques-uns des grands courants d'explication.

Un de ces courants qui s'est d'abord fait jour aux États-Unis consiste à expliquer le conflit entre l'U.R.S.S. et la Chine, à partir uniquement de leurs intérêts nationaux respectifs et du nationalisme croissant de part et d'autre au fur et à mesure de l'affirmation de ces intérêts. Selon cette ligne d'interprétation, la Chine et l'U.R.S.S. étant de grandes puissances avec des intérêts différents, elles devaient nécessairement s'affronter avec le développement de la puissance de la Chine. Le débat et la polémique idéologique sont présentés comme « un écran de fumée » qui ne sert qu'à voiler les intérêts en cause, que les deux parties n'osent avouer ouvertement. Ainsi le conflit sino-soviétique serait un conflit classique de grandes puissances.

S'il est vrai que la Chine et l'U.R.S.S. ont toujours eu des intérêts différents générateurs de tension, ceux-ci ne devaient pas nécessairement conduire à un conflit aigu de la forme de celui que l'on a connu. Les intérêts nationaux ne constituent pas une donnée stable, pas plus que la perception qu'en ont les dirigeants et que l'idéologie contribue à façonner. Nous avons suffisamment insisté au chapitre précédent sur l'importance de l'idéologie en cause dans le conflit sino-soviétique pour montrer que celle-ci constitue bien autre chose qu'une simple argumentation de façade.

Un autre courant d'interprétation, qui ne rejette pas pour autant l'importance des intérêts d'État de la Chine et de l'U.R.S.S., privilégie la dimension idéologique du conflit, d'une façon particulière. La logique et la dynamique du conflit seraient celles d'un conflit d'« églises ». Le conflit est ainsi décrit et expliqué en termes de foi commune, d'orthodoxie, de papauté, de préservation de la doctrine et des dogmes, d'infailibilité, de schisme et d'excommunication. Le conflit est expliqué par des comparaisons avec le schisme entre Rome et Byzance, ou entre catholiques et protestants. L'hostilité totale entre les communistes chinois et soviétiques est présentée comme ayant la même logique que celle qui faisait que les catholiques considéraient les protestants comme plus dangereux et plus pervers que les impies et les païens.

²⁹ Hô CHI MINH, *Écrits (1920-1969)*, Hanoi, Éditions en langues étrangères, 1971, p. 372.

Il faut reconnaître que cette façon d'aborder le conflit sino-soviétique permet des analogies séduisantes et parfois pertinentes, à cause de l'exclusivisme idéologique particulièrement fort et virulent développé par les Chinois avec l'escalade du conflit. D'ailleurs des accusations de « dogmatisme » et de « sectarisme » ont été lancées dans la polémique idéologique. Cependant ce type d'explication contribue à obscurcir le conflit, à le rendre plus ésotérique et plus artificiel qu'il n'est. Surtout, il tend à sous-estimer considérablement la portée concrète du marxisme-léninisme qui ne saurait être assimilé aussi simplement à une religion.

L'inégalité dans les niveaux de développement économique de la Chine et de l'U.R.S.S. est souvent privilégiée comme facteur principal d'explication de leur conflit. Selon ce courant d'explication, le sous-développement extrême de la Chine, son immense population affamée ne pouvaient qu'amener un pouvoir fort et organisé comme celui du Parti communiste chinois à adopter une politique de développement radicale et audacieuse dans un sentiment d'urgence et d'impatience révolutionnaires. La nécessité du développement économique devait s'accompagner d'une puissante mobilisation des masses qui ne pouvait se faire que par une politisation très forte. Un climat de forteresse assiégée et une politique extérieure en conséquence étaient intimement liés à ces objectifs. Au moment où ces nécessités se faisaient sentir en Chine l'Union soviétique prenait une orientation tout à fait différente. Celle-ci après des efforts considérables et de même nature avait terminé sa révolution industrielle. Les sacrifices très lourds imposés à la population soviétique par cette révolution industrielle d'une rapidité sans précédent et par la seconde guerre mondiale, commandaient, après les succès remportés, une détente intérieure que Staline avait trop longtemps retardée. Cette détente intérieure avait pour corollaire une détente en politique extérieure, que le niveau de développement économique devait accentuer à cause du besoin d'un commerce extérieur plus diversifié et plus fortement orienté vers l'importation de produits d'une technologie avancée.

Cette explication générale des causes du conflit sino-soviétique fait ressortir des points fondamentaux. Cependant elle ne peut être suffisante et entièrement acceptable. Comme le fait remarquer Z. Brzezinski ³⁰, elle ne rend pas compte du fait qu'avant 1958 la politique intérieure de la Chine était sensiblement plus souple et plus modérée que celle de l'Union soviétique, bien que les nécessités de développement économique aient été au moins aussi fortes à cette époque qu'ultérieurement. Il en était de même pour plusieurs points de sa politique extérieure. De plus, une adhésion rigide à cette explication pourrait être contredite par l'exemple des deux pays socialistes les plus industrialisés, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est, qui ont eu (la Tchécoslovaquie jusqu'en 1963) une politique intérieure et extérieure moins

³⁰ *The Soviet Bloc : Unity and Conflict*, Cambridge, Harvard University Press, 1967, p. 504.

souple et plus militante souvent que celle de l'U.R.S.S. Enfin on ne peut affirmer qu'il y a une corrélation nécessaire entre une politique intérieure tendue et une politique extérieure de même type. Il suffit de se rappeler que les grandes purges de la seconde moitié des années trente, au plus fort des efforts soviétiques d'industrialisation, n'empêchaient pas l'U.R.S.S. de poursuivre durant cette période une politique extérieure caractérisée par la souplesse et la détente.

L'engouement qui existe pour la psychanalyse aux États-Unis a donné lieu à la publication d'un important ouvrage ³¹ qui explique la révolution culturelle chinoise, le maoïsme, et par ex-tension le conflit sino-soviétique, dans les termes propres à cette discipline. Le point central de l'argumentation de l'auteur se situe autour du problème de la mort et de la recherche de l'immortalité chez Mao Tsé-toung. Ce dernier, à l'approche de sa mort, aurait ressenti le besoin de contrer celle-ci en transposant sa survie dans l'assurance de l'immortalité de son oeuvre révolutionnaire. Cette façon fréquente de transposer sa vie dans son oeuvre serait particulièrement naturelle chez un dirigeant révolutionnaire comme Mao Tsé-toung dont la vie a été un perpétuel défi à la mort pour promouvoir une cause si grande qu'elle a toujours passé avant tous les dangers menaçant la vie physique. Se référant à l'entrevue accordée à Edgar Snow par Mao Tsé-toung à la veille de la révolution culturelle, Robert Jay Lifton insiste sur les propos de ce dernier concernant l'approche de sa mort et le fait qu'il ait survécu à tous les membres de sa famille, morts pour la révolution. Mao éprouverait une culpabilité de leur avoir survécu et ressentirait d'autant plus fortement le besoin de faire revivre pour eux la révolution. L'appréhension de la mort de celle-ci serait encore plus forte que celle de sa propre mort. Le principal danger pour la survie de la révolution serait le révisionnisme, expérimenté en 1957 et incarné ensuite par l'Union soviétique. Le révisionnisme qui a la propriété de pouvoir miner subrepticement la révolution de l'intérieur est donc un ennemi plus dangereux que tous les autres. D'où la nécessité vitale de le combattre à fond, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. La révolution culturelle constitue donc le point culminant de toute une série de grandes campagnes visant à assurer la survie de la révolution. Dans cette ultime campagne, il serait particulièrement significatif que Mao Tsé-toung ait voulu s'appuyer sur les gardes rouges, la génération des jeunes, symbole du recommencement de la vie. La révolution culturelle n'ayant pas été l'œuvre de Mao Tsé-toung seul, R. J. Lifton en conclut que l'appréhension de la mort de la révolution avec celle d'un grand leader qui l'a dominée a été partagée par une grande partie de la population chinoise, qui éprouvait des besoins psychologiques profonds, dont plusieurs ont pu trouver leur satisfaction dans le culte de Mao et de sa pensée. C'est ainsi qu'en lisant le petit Livre rouge et en s'identifiant à la

³¹ Robert Jay LIFTON, *Revolutionary Immortality : Mao Tse-tung and the Chinese Cultural Revolution*. Des extraits sont publiés dans la revue *Trans-Action*, septembre 1968, sous le titre : « Mao Tse-tung and the Death of the Revolution. »

volonté de celui qui symbolise la renaissance et la puissance de la Chine, plusieurs Chinois affirmaient en tirer une énergie et une créativité nouvelles dans leur travail et leurs autres activités.

Il paraît opportun de conclure avec une explication qui est en fait beaucoup plus une approche qu'une explication et qui met l'accent sur les Particularités historiques et culturelles de la Chine et de l'U.R.S.S. C'est dans cette ligne que se situent notamment les ouvrages de Stuart Schram et Hélène Carrère d'Encausse³². Ils cherchent à montrer comment le marxisme, théorie occidentale à vocation universelle, s'est adapté et s'est transformé au contact de réalités et de problèmes fort différents de ceux qui avaient été sa source, et comment il a contribué à son tour à la transformation de ces réalités. Plutôt que de privilégier une ou quelques causes, cette approche présente l'avantage de mettre en interrelations constantes les problèmes et leur évolution dans la perspective d'une théorie d'action sur ces problèmes, elle-même en évolution ou en stagnation, selon le cas. Elle a de plus le mérite d'être réconciliable avec le matérialisme historique qui constitue sans doute l'approche la plus pertinente aussi bien pour analyser et comprendre, de l'intérieur, le cadre et la dynamique des politiques des Partis communistes chinois et soviétique, que pour les démystifier.

³² Notamment, *Le marxisme et l'Asie*, Paris, Armand Colin, 1965 et *L'U.R.S.S. et la Chine devant les révolutions dans les sociétés préindustrielles*, op. cit.

Bibliographie sommaire

(Ouvrages en langues française et anglaise)

[Retour à la table des matières](#)

BABY (Jean), *La grande controverse sino-soviétique* (1956-1966), Paris, Éditions Bernard Grasset, 1966, 444 p.

BETTATI (Marlo), *Le conflit sino-soviétique*, Paris, Éditions Armand Colin, 1971 (2 vol.).

CARRÈRE D'ENCAUSSE (H.) et SCHRAM (S. B.) *L'U.R.S.S. et la Chine devant les révolutions dans les sociétés préindustrielles*, Paris, Éditions Armand Colin, 1970, 108 p.

CRANKSHAW (Edward), *La nouvelle guerre froide Moscou-Pékin*, Paris, Éditions Gallimard, 1964.

Débat sur le mouvement communiste International, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1965.

DOOLIN (Dennis J.), *Territorial Claims in the Sino-Soviet Conflict*, The Hoover Institution, Stanford University Press, 1965.

DUHAMEL (Luc), *La question de la guerre et de la paix dans le conflit sino-soviétique*, thèse de maîtrise, Université de Montréal, 1971.

FEJTO (François), *Chine-U.R.S.S., t. I : La fin d'une hégémonie*, Paris, Plon, 1964, 360 p. ; t. II: *Le conflit*, Paris, Pion, 1966, 348 p.

GRIFFITH (William B.), *The Sino-Soviet Rift*, Cambridge, M.I.T. Press, 1964, xiv-508 p.

GRIFFITH (William E.), *Sino-Soviet Relations, 1964-1965*, Cambridge, M.I.T. Press 1966, xi-504 p.

LÉVESQUE (Jacques), *Le conflit sino-soviétique et l'Europe de l'Est*, Les Presses de l'Université de Montréal, 1970, xx-388 p.

MERAY (Tibor), *La rupture Moscou-Pékin*, Paris, Robert Laffont, 1966, 381 p.

SOUSLOV (Mikhail), *La lutte du P.C.U.S. pour la cohésion du mouvement communiste international*, Moscou, Éditions de l'Agence Novosti, 1964, 112 p.

ZAGORIA (Donald S.), *The Sino-Soviet Conflict*, Princeton, Princeton University Press, 1962, xii-484 p.

Fin du texte